

Les divergences franco-allemandes sur les montants compensatoires restent vives

LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.80 F

Algérie, 1,20 F; Arabie Saoudite, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Brésil, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Chili, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,80 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Mexique, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F; U.R.S.S., 1,20 F; États-Unis, 1,20 F.

Tout les abonnements page 8

5, rue des Italiens

75247 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris 45 45 72

Tél. 246-72-23

Les États-Unis et l'Iran

Washington tente de rassurer ses alliés du Golfe

L'embarras américain

L'embarras des États-Unis s'accroît au fur et à mesure que se dégrade la situation du chah. Officiellement, Washington soutient toujours le souverain iranien et ne songe pas à une solution de rechange. En fait, il n'est pas sûr que les experts américains soient de plus en plus nombreux à estimer que les chances du chah de rétablir la situation sont faibles.

La contradiction qui existe entre ces deux positions — l'officielle et l'officielle — explique les hésitations multiples de la politique américaine. L'envoi en mission de « démonstration » en Arabie Saoudite d'une escadrille américaine de chasseurs F-15 illustre ces ambiguïtés. Cette décision fait suite à celle d'envoyer un porte-avions américain dans le golfe Persique et à son annulation : la mesure avait finalement paru trop grave au président Carter, et il a préféré la suspendre en raison des effets négatifs que cet étalage de force aurait pu avoir sur les manifestants iraniens, qui s'en prennent de plus en plus aux États-Unis.

L'envoi des F-15 en Arabie Saoudite vise, en principe, un double but : rassurer les dirigeants de Riyad et mettre en garde ceux de Mossoul. L'Arabie Saoudite, la plus en plus inquiète de l'évolution des événements en Iran, s'interroge sur la volonté de Washington de résister à ce qu'elle considère comme une offensive soviétique en règle dans la région. Cette offensive la vise directement, estime-t-elle, et passe d'un côté par l'Afghanistan, le Pakistan et l'Irak, de l'autre par la Corée du Nord et le Yémen du Sud. L'enjeu d'une telle offensive : les gisements pétroliers de la région du Golfe, bien sûr.

On peut s'interroger sur l'efficacité de l'envoi des F-15 : les deux appareils ne seront pas équipés de leurs armements les plus puissants et ne pourront pratiquement effectuer que des vols de démonstration. Ils ne resteront qu'une ou deux semaines dans la région, et ce n'est qu'à partir de 1982 que l'Arabie Saoudite commencera à recevoir des F-15 opérationnels en vertu de l'accord intervenu en mai dernier sur la vente groupée de deux cents appareils modernes à l'Irak, à l'Arabie Saoudite et à l'Émirat du Qatar.

L'indignation de l'Agence Tass à l'égard d'une telle démonstration de force dans la région du golfe Persique n'est pourtant pas la dernière décision américaine et à tout de suite dément ce nouveau recours à la politique de la canonnade. « Les États-Unis, ajoute-t-elle, s'engagent dans une dangereuse démonstration de force dans la région du golfe Persique, mais elle est destinée à échouer. »

L'indignation de l'Agence Tass à l'égard d'une telle démonstration de force dans la région du golfe Persique n'est pourtant pas la dernière décision américaine et à tout de suite dément ce nouveau recours à la politique de la canonnade. « Les États-Unis, ajoute-t-elle, s'engagent dans une dangereuse démonstration de force dans la région du golfe Persique, mais elle est destinée à échouer. »

L'indignation de l'Agence Tass à l'égard d'une telle démonstration de force dans la région du golfe Persique n'est pourtant pas la dernière décision américaine et à tout de suite dément ce nouveau recours à la politique de la canonnade. « Les États-Unis, ajoute-t-elle, s'engagent dans une dangereuse démonstration de force dans la région du golfe Persique, mais elle est destinée à échouer. »

Vague d'attentats à Rome

Les extrémistes de gauche et de droite multiplient les actes de violence

La violence, d'extrême droite et d'extrême gauche, affecte de nouveau l'Italie. Deux nouvelles victimes ont été dénombrées mercredi 10 janvier à Rome, et jeudi matin un policier a été tué à Palermo par un commando de jeunes gens.

Cette vague d'attentats retarde d'autant une possible crise ministérielle : aucun parti de la majorité n'envoie dans ces conditions de prendre la responsabilité de déclencher un tel processus.

De notre correspondant

Rome. — La violence politique a encore fait des ravages, le mercredi 10 janvier, à Rome, où deux jeunes gens d'extrême droite ont été tués par balles. Ce double drame illustre la gravité et, en même temps, la confusion des épisodes qui ensanglantent, depuis quelques jours, la capitale italienne.

Mercredi après-midi, des milliers de femmes défilaient en ville pour protester contre l'agression commise la veille, à Radio Città Futura. Cette manifestation pacifique ne devait donner lieu à aucun incident. Mais pendant que les cortèges arpentent les rues du centre, la violence se déchaînait dans la périphérie.

Dans le quartier populaire de Centocelle, un groupe de fascistes tentait d'envahir une section de la démocratie chrétienne, l'arme au poing. La police s'est mise à tirer, elle aussi, blessant mortellement à la tête l'un des agresseurs, Alberto Giannino, âgé de dix-sept ans.

Le quartier Montecitorio a été le théâtre d'un assassinat de sang-froid, commis par un commando d'extrême gauche. A bord d'une voiture, les agresseurs se sont approchés d'un groupe de militants de droite qui bavardaient devant un bar. Ils ont déchargé leurs armes, atteignant de deux balles au ventre Stefano Cecchetti, dix-neuf ans. La victime devait décéder peu après son transport à l'hôpital.

D'autres quartiers de Rome ont connu des attentats moins graves mais qui étaient susceptibles de faire des victimes. Des cocktails Molotov, et parfois de véritables bombes, ont été lancés contre le quotidien *Il Messaggero*, une section du parti communiste, deux sièges du Mouvement social italien (extrême droite), l'hôtel d'été de Flaminio Nuovo, une caserne de la police et le siège de la fédération des travailleurs de la métallurgie. En signe de protestation, les syndicats ont appelé, ce jeudi 11 janvier, plusieurs arrêts de travail et assemblées dans les entreprises, appelant les travailleurs à « renforcer la mobilisation et la vigilance (...) contre toutes formes de terrorisme ».

Il devient en effet très difficile de distinguer les « rouges » des « noirs », qui emploient à peu près les mêmes méthodes, opérant dans les mêmes zones périphériques, et se posent tous en révolutionnaires opposés au régime en place. Commentaire de l'Unità, organe du parti communiste : « Désormais il n'est plus important de distinguer la couleur de la subversion. Ces professionnels de la violence et de la terreur affichent une seule carte d'identité : celle d'ennemis de la démocratie ».

La violence des uns nourrit celle des autres. Ces justiciers s'attaquent entre eux et se répondent. Comme au printemps 77, c'est une « généralité » à peine clandestine, diffuse et désordonnée qui tient le devant de la scène. Elle n'empêche pas les attentats plus classiques comme celui — à demi masqué — qui a décapité mercredi un jeune électrique à l'usine Alfasud, près de Naples, et qui aurait pu paralyser l'activité de ce complexe industriel.

ROBERT SOLÉ

LA CRISE DE L'ÉTAT PROTECTEUR

par PIERRE DROUIN

Mais il y a belle lurette que les citoyens demandent autre chose à l'État que de protéger leur vie ou leurs biens. Il doit assurer — considérable progrès — qu'ils ne seront pas arrêtés pour combattre la maladie par l'état de leurs finances. Dans le dernier débat sur la sécurité sociale, le choix du gouvernement a été finalement conforme aux vœux de la majorité des Français : plutôt augmenter les cotisations que réduire les prestations. La santé est le bien le plus précieux. Tous les sondages la mettent en tête des préoccupations de la population, et le sentiment qu'une réduction des possibilités de soins ou qu'une médecine de « riches » et une de « pauvres » pourrait voir le jour est intolérable.

L'idée même que l'économie a maintenant et de plus en plus son mot à dire dans ce domaine irrite nombre de nos compatriotes. « La vie n'a pas de prix », dit-il tout simplement pour la sauver », etc., font partie de la sagesse des nations développées. Mais la sagesse ne doit pas être confondue avec la politique de l'autruche. Dans tous les pays, le rythme des prestations sociales croît beaucoup.

AU JOUR LE JOUR

ON N'EST PAS MORTS

Dans le plan d'après lequel le gouvernement entend nous donner à nous autres, savages Gascons, les moyens de nous développer et de nous transformer en Aristocrates choisis, il y a la chapelle culture.

On y trouve des musées, des conservatoires, des sous-loges de monuments, de l'ar-

La politique économique

- Le crédit à la consommation jugé trop cher par le gouvernement
- Tous les prix libérés en 1979
- Les tarifs voyageurs de la S.N.C.F. relevés de 7,5 %

« 1979 sera l'année de la libération totale des prix », a déclaré, mercredi 10 janvier, M. Monory au cours d'une conférence de presse tenue quelques heures après le conseil des ministres, conseil au cours duquel le ministre de l'économie avait annoncé aux membres du gouvernement que la libération des prix serait progressivement étendue aux marges commerciales et aux prestations de services. Déjà les traitures-blanchissières vont voir leurs tarifs libérés.

Après avoir rappelé que la libération des prix n'aurait pas sans l'accroissement de la concurrence, le ministre de l'économie a annoncé une mesure qui pourrait susciter quelques remous : le retour à la liberté des prix pour les libraires.

M. Monory a d'autre part vivement dénoncé le coût, qu'il juge trop élevé, du crédit à la consommation au début de la légère baisse intervenue dernièrement. Il a confirmé que la suppression de l'encadrement du crédit restait à terme son objectif.

D'autre part, à partir du mois de février, la S.N.C.F. augmentera de 7,5 % ses tarifs voyageurs et pourra librement fixer ses tarifs marchandises.

Les taux d'intérêt du crédit à la consommation sont-ils trop élevés ? M. René Monory le pense, parlant même de taux « usuraire » et agitant la menace d'une saisine de la commission de la concurrence. Le Conseil économique et social le pense aussi : en 1974, qui proposait une série de mesures, dont l'une au moins a été mise en vigueur, celle de la publicité donnée au taux effectif global des prêts (loi Scrivener).

Les organismes de crédit à la consommation s'en défendent et mettent en avant les servitudes qui grèvent leur exploitation, notamment le coût de gestion et les risques. Il n'est pas moins clair qu'aux yeux du grand public et du ministre les taux actuels sont élevés. Ils sont de 15 % à 20 % pour les prêts à court terme, de 10 % à 15 % pour les prêts à moyen terme, de 5 % à 10 % pour les prêts à long terme. Ils sont de 10 % à 15 % pour les prêts à court terme, de 5 % à 10 % pour les prêts à moyen terme, de 2 % à 5 % pour les prêts à long terme.

Le crédit à la consommation est dispensé en France, pour l'essentiel, par soixante-dix-sept établissements spécialisés. Parmi les chefs de file de la profession, citons, pour le petit équipement CITELE, du groupe Compagnie bancaire - Paribas, SOFINCO, du groupe La Hénin-Suez, pour l'intermédiaire la DIAC, filiale de la région Rhône-Alpes, et la DIM, filiale de Peugeot. D'autres sociétés sont également très actives, la SOVAG (du groupe Lazard), la Compagnie générale industrielle, le Crédit universel, etc. Dépourvus de réseaux de collecte de dépôts, ils sont tous contraints de se procurer leurs ressources sur le marché financier, soit à court terme (marché monétaire), soit à moyen terme, soit à long terme (emprunts obligataires).

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 27.)

« LA FEMME QUI PLEURE », un film de Jacques Doillon

L'impudeur d'une jeunesse

En 1974 sortait à Paris un petit film en noir et blanc dont le titre, le spontanéisme, la gravité discrète nous avaient conquis. Le film s'appelait « Les Dégâts dans la tête » et son réalisateur Jacques Doillon. L'année suivante, Doillon tournait « Un sac de billes ». Bien que l'on retrouvât dans ce second

film les qualités du précédent, ce fut un demi-échec, qui condamna le jeune cinéaste au silence. Quelques semaines plus tard, il partit en Italie, confiné dans le huis clos d'une maison isolée sur un plateau des Basses-Alpes. Il n'y a pas de place ici pour les digressions, ni pour les fausses élégances. Tout est réduit à l'essentiel. La mise en scène elle-même a quelque chose d'ascétique.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 20.)

ED LAPIDUS

SAINT-HONORE

SOLDES

Femme

SAINT-HONORE

La majorité du Conseil de sécurité serait favorable à l'audition du prince Sihanouk

Les pays de l'ASEAN tentent de définir une attitude commune à l'égard de Hanoï

[illegible]

AMÉRIQUES

Brésil

Huit importantes personnalités de l'opposition ne seraient pas autorisées à rentrer

De notre correspondant

Rio de Janeiro. — Le retour à la capitale, profitant de l'entrée en vigueur des réformes politiques, le 1^{er} janvier, de nombreux Brésiliens exilés ont décidé de rentrer au pays après dix ou quinze ans d'absence. Le premier parlementaire autoproclamé « cassé » à retourner au Brésil, l'ex-député David Leves, est arrivé à São Paulo le 2 janvier. Interrogé à son arrivée par le DOF, la police politique, il a ensuite été laissé en liberté. En novembre et décembre dernier, quelques exilés avaient déjà décidé de rentrer au Brésil. Ils y avaient été autorisés, eux aussi, après interrogatoire à l'aéroport.

Le 31 décembre, le président Geisel a supprimé de la législation brésilienne la peine de banissement, qui avait été réintroduite en 1969 par le régime militaire. C'est là une mesure qui concerne un nombre limité de personnes : si plusieurs milliers de Brésiliens sont actuellement en exil, cent vingt-cinq seulement ont été officiellement bannis. Ce sont, pour la plupart, des militants politiques échangés en 1969 ou 1970 contre des diplomates séquestrés par des groupes d'extrême gauche. Les peines auxquelles ils avaient été condamnés avant leur sortie du pays n'ont cependant pas été levées. Les autres exilés ont des statuts très divers : certains ont été condamnés par la justice militaire, d'autres allaient être exécutés, d'autres encore ont été prévenus de nombreuses personnes autoproclamées renvoyées de leur travail et sans espoir d'être réembauchées, pour des raisons politiques, ont aussi pu quitter le pays. Pour tous ceux-là, les perspectives de retour sont tout autant liées à un changement du climat politique qu'à une simple modification des conditions juridiques. C'est ce que l'on affirme dans les milieux proches des exilés, où l'on entend poursuivre la campagne en faveur d'une amnistie générale. Un thème qui paraît rencontrer de vives résis-

tances au sein des forces armées. Jusqu'ici, la position des représentants diplomatiques brésiliens à l'étranger face aux demandes des exilés semblait assez confuse, certaines se refusant à livrer les passeports demandés, « faute d'instructions ». Selon la presse brésilienne, le ministère des affaires étrangères de Brasilia aurait maintenant déterminé l'attitude à adopter. Les exilés seront divisés en deux groupes : ceux dont les situations sont les moins délicates recevront un passeport ; les autres un simple « titre de nationalité » autorisant leur retour au pays, mais ne permettant pas un voyage ultérieur.

Huit exilés, toujours selon la presse, ne seraient pas autorisés à rentrer actuellement au Brésil. Ce sont évidemment des personnalités importantes. Il s'agit de deux anciens gouverneurs, MM. Miguel Arraes et Leonel Brizola, des ex-députés Francisco Juliano (ancien leader des Ligues paysannes du Nord-Est) et Marinho Marinho (ancien leader des principaux dirigeants du parti communiste, MM. Luis Carlos Prestes et Gregorio Bezerra ; de l'éducateur Paulo Freyre et de l'économiste Paulo Goulart. Le député M. Brizola a déjà déposé un recours d'habeas corpus contre les condamnations qui ont frappé son client depuis son départ du pays. Selon lui, M. Brizola, bien qu'assigné à résidence en Uruguay, en un lieu connu des autorités brésiliennes, ne fut jamais en situation comparative, ce qui rendrait nuls les procès qui lui furent intentés par contumace.

THIERRY MALINIAK.

Nicaragua

Le premier anniversaire de l'assassinat de Joaquín Chamorro

L'ARMÉE

TIRE SUR DES MANIFESTANTS A MANAGUA

Managua (A.F.P., A.P., U.P.). — Une violente fusillade a éclaté le mercredi 10 janvier dans la soirée à Managua à l'issue de la manifestation pour le premier anniversaire de l'assassinat de Joaquín Chamorro, assassiné le 9 et le 10 janvier afin de protester contre la politique économique du gouvernement.

Au deuxième jour de la grève, le mot d'ordre de la centrale syndicale semblait peu suivi à Managua. De nombreuses banques avaient ouvert leurs portes, supermarchés et grands magasins fonctionnaient presque normalement, et l'extraction minière, qui fournit une part très importante des rentrées de devises du pays, était à peine affectée.

De source politique, on explique cet échec par la crainte des représailles. En juillet 1977, quelque cinq mille travailleurs avaient été licenciés à la suite d'une grève de deux jours. Pour d'autres observateurs, les dernières hausses du prix de l'essence, de certains produits alimentaires et des moyens de transport n'avaient pas été d'une ampleur suffisante pour provoquer une forte réaction contre le gouvernement.

La C.G.T.P. a expliqué son mot d'ordre par la nécessité de « protéger l'intégrité » des organisations syndicales « face à l'action répressive du gouvernement ». Le secrétaire général de la C.G.T.P., M. Eduardo Castillo, a précisé que la décision de suspendre la manifestation avait été prise après consultations entre la C.G.T.P. et les autres organisations syndicales ayant appelé à la grève générale. Cette levée de l'ordre de grève, a-t-il ajouté, avait été demandée par la fédération des employés de banque, l'une des plus importantes de la C.G.T.P.

LOTO
ça peut rapporter gros

DIPLOMATIE

LES NÉGOCIATIONS SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS STRATÉGIQUES

M. Brejnev espère se rendre cette année aux États-Unis pour signer l'accord SALT 2

De notre correspondant

Moscou. — M. Leonid Brejnev a reçu, mercredi 10 janvier, pendant deux heures, une délégation de six sénateurs américains appartenant au parti républicain, conduite par le leader de la minorité M. Howard Baker (texasien). L'essentiel de la conversation a porté sur la conclusion et la ratification du deuxième traité sur la limitation des armements stratégiques, SALT 2. Le secrétaire général du parti communiste soviétique, qui paraissait en bonne forme, a dit aux sénateurs qu'il « pensait être amené à se rendre aux États-Unis à un moment ou à un autre de cette année », sous-entendu pour signer l'accord avec le président Carter.

Il y a déjà plus d'un an que le chef de l'État et du parti soviétiques se déclare disposé à faire le voyage à condition que les principaux problèmes en suspens soient résolus, ce qui n'est pas encore le cas après la rencontre Vance-Gromyko. De plus, des rumeurs ont couru ces derniers jours à Moscou et à Leningrad que les Soviétiques auraient demandé que M. Carter fasse le déplacement, en raison de l'état de santé de M. Brejnev. La déclaration de ce dernier aux sénateurs américains paraît démentir ces informations.

Rendant compte de l'entretien, auquel avaient assisté MM. Gromyko et Alexanderov, assistant de M. Brejnev, l'agence Tass écrit que le dirigeant soviétique a condamné « les tentatives déployées par certains médias américains en vue de compromettre le développement favorable des relations ».

Les États-Unis et l'U.R.S.S. reprendront, le 23 janvier, à Berlin, leurs négociations sur les armements à très longue portée, en commençant par la déclaration de gouvernement sur les négociations relatives au désarmement : « La communication de l'U.R.S.S. ne donne tort ou raison à personne. Pour justifier la confiance que nous avons mise dans le président de la République, celui-ci aurait dû faire dire : « La France refuse de participer aux futures négociations sur la zone grise ». Tandis que, « ne pas envisager », est une formule qui débouche sur tout et n'importe quoi ».

En prédisant au conseil des ministres du mercredi 10 janvier (lire page 8) la position de la France à l'égard des négociations américano-soviétiques sur les armements stratégiques (SALT), M. Giscard d'Estaing a voulu répondre aux attaques communistes et R.P.R. sur l'« atlantisme » ou « la mise en discussion » de la défense française (voir les réactions de l'Humanité et de la Lettre de la Nation après le sommet de la Guadeloupe, dans le Monde du 9 janvier).

Le communiqué du conseil « confirme » trois orientations : 1) La France « souhaite la conclusion prochaine d'un accord équilibré » américain-soviétique sur les armements stratégiques. Il s'agit de l'accord SALT 2, dont la conclusion, imminente en décembre, a été ajournée au dernier

« LA LETTRE DE LA NATION » : une formule qui débouche sur n'importe quoi.

Dans le bulletin La Lettre de la Nation (R.P.R.), Pierre Charpy commente en ces termes la déclaration de gouvernement sur les négociations relatives au désarmement : « La communication de l'U.R.S.S. ne donne tort ou raison à personne. Pour justifier la confiance que nous avons mise dans le président de la République, celui-ci aurait dû faire dire : « La France refuse de participer aux futures négociations sur la zone grise ». Tandis que, « ne pas envisager », est une formule qui débouche sur tout et n'importe quoi ».

Mais, tout en écrivant cela, je ne me fais aucune illusion. SALT 2 ou 3, qui s'en soucie ? Qui s'intéresse au contenu réel de ces négociations ? Qui est sensible au fait que notre président de la République se présente toujours en demandeur sur le marché international ? Les Français réalisent mal que l'ambition de Valéry Giscard d'Estaing est l'Europe à n'importe quel prix. Mais tous ses partenaires le savent, et de ce fait ils sont toujours en position de force vis-à-vis de la France. Ils en ont largement profité, mais l'heure de la vérité approche : trop de faits s'accumulent ».

M. ANDRÉ MISTRAL EST NOMMÉ AMBASSADEUR A LA JAMAÏQUE

Le Journal officiel du jeudi 11 janvier annonce la nomination de M. André Mistral comme ambassadeur à la Jamaïque en remplacement de M. Victor Garès.

En 1920, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Mistral a été en poste au Maroc, à la Haye, à l'administration centrale (affaires économiques) et à l'ambassade de Paris. Il était au service des affaires étrangères de 1920 à 1971, où il était ministre des affaires étrangères du grand-duché. Le ministre français a reçu ce jeudi matin M. Kutschevski, président du Cour de justice européenne. — (A.F.P.)

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

• Examen du CAPA
Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat
• Préparation complète (tous matières)
Janvier à fin juin
Avec préparation intensive en Août
• Places limitées
Équipes de 12 étudiants
AUTEUIL 6, av. Jean-Henry
75016 Paris - Tél. 224 10 72
TOLBIAC 83, av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 336 63 91

Rhodésie

TROIS CENTS RECRUES seulement sur plus de mille cinq cents appelés se sont présentés, mercredi 10 janvier, à la caserne de Bulawayo où ils étaient convoqués (le Monde du 11 janvier). Les jeunes Noirs de Rhodésie ont massivement boycotté le service militaire obligatoire. L'armée rhodésienne a imposé à la presse locale de ne pas faire état des informations relatives à la conscription des Africains. — (A.F.P., Guardian.)

Union soviétique

M. ALEXANDRE OGRODNIKOV a été condamné pour « parasitisme » à un an de camp de travail, le mercredi 10 janvier. M. Ogrodnikov, de la petite ville de Konakovo, M. Ogrodnikov a déclaré qu'il était en fait pour « ses convictions ». Il avait déjà été exclu en 1973 de l'Institut cinématographique de Moscou en raison de ses croyances religieuses. Il avait organisé chez lui des séminaires orthodoxes. Il a déclaré au tribunal qu'il vivait de la vente des produits de son jardin et qu'il participait également à la restauration des églises. — (Corresp.)

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

L'ÉGLISE DU PAYS BASQUE a réaffirmé, mercredi 10 janvier, son opposition à la constitution de la région autonome de la Catalogne. Les évêques de Bilbao et de Saint-Sébastien s'élevaient notamment contre une déclaration faite samedi par le conseiller pour les affaires intérieures du conseil général basque (gouvernement régional), M. Jose Maria Benegas, selon laquelle « l'église catholique basque ne doit pas rester continuellement silencieuse et doit assumer ses propres responsabilités ». — (A.F.P.)

M. MARCELINO OREJA, ministre des affaires étrangères, se rendra à Paris avant le 15 janvier, pour rencontrer son homologue français, M. Jean François-Poncet. Il demandera le renforcement de la coordination hispano-francophone pour lutter contre le terrorisme dans le Pays basque. M. Oreja tenterait en particulier d'obtenir que Paris refuse désormais un statut de refuge aux Espagnols résidant au Pays basque français. — (A.F.P.)

LE COMITÉ EXECUTIF DE LA SECTION BASQUE DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL (P.S.O.E.) a décidé lundi 8 janvier à Bilbao de renvoyer le gouvernement basque en exil. Le P.S.O.E. basque estime que ce gouvernement ne se justifie plus « en vertu de l'approbation de la loi de l'État espagnol pour l'ensemble de l'État espagnol ». Cette décision sera communiquée à Bayonne à M. De Larzabal, président du gouvernement basque en exil. Ce gouvernement avait été formé le 7 octobre 1936, à l'aube de la guerre civile. La victoire franquiste l'avait contraint à l'exil, au Mexique puis en France. — (A.F.P.)

Ghana

DIX PARTIS ont vu le jour depuis la levée, au début de l'année, de l'interdiction de toute activité politique, a annoncé mercredi 10 janvier l'Agence de presse ghanéenne. Les partisans de l'ancien président Nkrumah ont fondé le parti national populaire. Celui de l'ancien chef du gouvernement renversé par l'armée en 1967, M. Kofi Busia, sont regroupés au sein du Front populaire national. — (Reuter.)

Inde

LES RESPONSABLES DES DEUX FACTIONS DU CONGRÈS, l'ancienne formation gouvernementale, Mme Gandhi et M. Swaran Singh, sont convenus, le 6 janvier, de réunir sous cette formation, scindée depuis le début de 1978 d'au-

Le débat sur l'implantation

M. Giscard d'Estaing affirme qu'il veut préserver l'indépendance de la dissuasion française

moment par de nouvelles demandes soviétiques.

2) La France « n'envisage pas » de participer à une négociation sur les armements de la zone dite « grise » (1) pour « des raisons tenant à l'indépendance de sa dissuasion ». Cela signifie que la France refuse d'inscrire son armement nucléaire dans une future négociation américano-soviétique, dite SALT 3 (et qu'amorçera SALT 2). L'U.R.S.S. souhaite que les forces nucléaires européennes, c'est-à-dire françaises et britanniques, soient également limitées dans une zone qui n'est ouverte ni par les accords SALT (armement à longue portée), ni par la négociation de Vienne (sans résultats définitifs) sur la réduction des armements classiques en Europe centrale. Les Américains acceptent volontiers cette demande. Les Britanniques ne disent pas non, mais la France estime que, en raison de la disproportion énorme des forces françaises face à celles des Supergrands, cette proposition est inacceptable.

3) Enfin, le conseil des ministres a noté « l'accusé positif » fait à la proposition française de l'été dernier sur une conférence de désarmement en Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». C'est une appréciation optimiste, selon quelques pays (Allemagne fédérale, Roumanie, Suède et un petit nombre d'autres) ont manifesté quelque intérêt. — M. D.

(1) La zone grise est celle où, de part et d'autre de la frontière entre l'Est et l'Ouest, sont situés les missiles nucléaires à moyenne portée.

LE CHEF DE LA MAISON CIVILE DU GÉNÉRAL EANES EST NOMMÉ AMBASSADEUR DU PORTUGAL AUPRÈS DE L'O.C.D.E.

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Le chef de la maison civile du président de la République, M. Henrique Granadeiro, a été nommé ambassadeur du Portugal auprès de l'O.C.D.E. La nouvelle, annoncée le mercredi 10 janvier, a provoqué une certaine surprise dans les milieux politiques de la capitale. M. Granadeiro était considéré, en effet, comme l'« homme grise » de la présidence de la République. On lui attribue un rôle important dans la désignation, au mois d'août dernier, du gouvernement de « confiance présidentielle » dirigé par M. Nobre de Carvalho. Selon les socialistes M. Granadeiro aurait été un des principaux responsables de la crise qui a opposé le général Eanes au P.S.

Le nouveau ambassadeur du Portugal auprès de l'O.C.D.E. avait été invité à plusieurs reprises à faire partie du gouvernement, ce qu'il avait systématiquement refusé. Ses relations avec d'autres membres de la maison civile du président de la République n'ont pas toujours été faciles. On ignore pourtant les raisons qui auraient justifié cette mesure d'éloignement, prise d'ailleurs au moment où le général Eanes est officiellement en vacances. — J. R.

Le président Mobutu est arrivé en visite privée à Paris

Le président Mobutu est arrivé en visite privée à Paris mercredi 10 janvier en provenance de Bruxelles. Il doit être reçu ce jeudi « pré-midi » par M. Giscard d'Estaing. Au cours de son séjour en Belgique, le chef de l'État zairois a demandé au premier ministre, M. Vanden Boeynants, d'« intercéder auprès des amis du Zaïre » pour que ces derniers accélèrent « l'aide d'urgence » promise à Kinshasa en juin et novembre derniers.

ERRATUM. — La Déclaration universelle des droits de l'homme n'a pas été signée à Genève, comme nous l'avons dit par erreur dans le Bulletin du jour du Monde du 27 décembre, mais votée en 1948 lors de la troisième session de l'Assemblée générale des Nations unies, qui siégeait à Paris.

Le débat sur l'implantation

Le débat sur l'implantation des armes nucléaires à moyenne portée est toujours d'actualité. Les Américains ont proposé une réduction de 50% de leurs missiles à moyenne portée, ce à quoi les Soviétiques ont répondu par une offre de réduction de 50% de leurs missiles à moyenne portée. La France a refusé de participer à cette négociation, estimant que cela compromettrait l'indépendance de sa dissuasion nucléaire. Le débat se poursuit, avec des positions très tranchées de part et d'autre.

Egypte

Les dépenses militaires augmentent dans le nouveau budget

Le budget de l'Égypte pour 1979 prévoit une augmentation des dépenses militaires de 10%. Cette décision a été prise par le conseil des ministres, présidé par le président Sadat. Les dépenses militaires ont augmenté de 15% par rapport à 1978. Cette augmentation est due à l'achat de nouveaux équipements militaires et à la modernisation des forces armées. Le budget total pour 1979 s'élève à 1,2 milliard de livres égyptiennes.

La campagne

contre le Club Méditerranée

LES MODALITÉS DE LA LOCATION DU PALAIS MANIAL DU CAIRE VONT ÊTRE REVISÉES

Les clauses du contrat de location du palais Manial, devenu le Club Méditerranée, vont être revues. Le conseil d'administration du Club Méditerranée a décidé de modifier les modalités de location du palais. Les nouvelles modalités seront soumises à l'approbation du conseil des ministres. Le palais Manial est un des plus beaux palais d'Égypte, situé à quelques kilomètres du centre de la capitale. Il a été acheté par le Club Méditerranée en 1975.

Une annonce faite par le Club Méditerranée a été lue par le quotidien Al-Ahram contre le Club Méditerranée.

Interrogé à Paris, M. Gilbert Gauthier a confirmé que la négociation pour le renouvellement du contrat de location du palais Manial est en cours. Le conseil d'administration du Club Méditerranée a décidé de modifier les modalités de location du palais. Les nouvelles modalités seront soumises à l'approbation du conseil des ministres.

Alors, M. Trignani s'est déclaré opposé à la campagne de presse menée contre le Club Méditerranée. Il a déclaré que le Club Méditerranée est une entreprise privée et que son contrat de location du palais Manial est légal. Il a ajouté que le Club Méditerranée a investi beaucoup d'argent dans la restauration et la modernisation du palais.

PROCHE-ORIENT

Liban

Le débat sur l'« implantation » de quatre cent mille Palestiniens domine l'évolution de la crise

De notre correspondant

Beyrouth. — L'« implantation » est devenue le maître-mot de la crise libanaise. Il s'agit, bien entendu, de l'implantation des Palestiniens au Liban, mais à Beyrouth il n'est nul besoin de le préciser. Elle est tenue, à la fois, pour inadmissible et pour inévitable. En effet, on se voit pas ce qui pourrait empêcher l'implantation palestinienne au Liban, que la crise du Proche-Orient soit ou non réglée. Dans ces conditions, au-delà des protestations et des condamnations, le débat porte sur les conditions de l'implantation.

Ces conditions seront la résultante du rapport de forces sur la scène libanaise au moment d'Israël, chaque partie s'efforçant de faire valoir ses alliances en accusant l'autre d'être complice du processus. L'O.L.P. elle-même, qui combat le principe de la réinstallation des Palestiniens en Palestine, n'échappe pas à cette accusation de la part de la droite chrétienne.

Les foyers dans le Sud

Pour préserver la notion même d'« implantation », il faudrait répondre à quatre grandes questions : qui agit-il d'implanter ? Où ? Quand ? Comment ?

Les Palestiniens sont arrivés au Liban en deux grandes vagues : de 1948 à 1970-1971. Les réfugiés de 1948, qui avaient fui au moment de la création d'Israël, sont installés dans des camps à l'ouest de Beyrouth.

de secours spécialisés des Nations unies, P.U.N.R.W.A. Au 30 juin 1978, ils étaient, avec les familles, au nombre de 211 902, dont 91 722 vivant dans les camps et 120 180 hors des camps (1).

La deuxième vague est la conséquence de l'élimination de la résistance palestinienne en Jordanie en 1970-1971 et de son repli sur le Liban. Combattants et « civils » sont alors entrés dans le pays en grand nombre à travers la Syrie, profitant de la perméabilité de la frontière et des privilèges de l'accord de Caire de 1969) et de facto dont jouissait l'O.L.P. et qui leur permettait de se soustraire à tout contrôle de l'Etat libanais. Cette nouvelle émigration des Palestiniens vers le Liban avait en réalité commencé dès 1968, mais elle a été fortement amplifiée par la bataille de Jordanie.

Les Palestiniens de cette seconde vague ne sont, en conséquence, enregistrés nulle part, sinon partiellement à l'O.L.P. lorsqu'ils en font partie ou émargent à son budget d'aide aux familles des foyers morts au combat. Ils seraient environ cent mille.

Vient s'y ajouter près de cent mille Palestiniens intégrés économiquement au Liban. Ce

selon l'estimation des officiers de l'O.N.U. à 1750 hommes, selon Israël). Les foyers sont concentrés à Tyr et dans une bande longue de 50 kilomètres et large de 10 à 20 kilomètres, comprise entre les deux fleuves Litani et Zahran, Beyrouth-Ouest est un autre grand centre de regroupement.

Au détriment des chiites

La répartition présente des Palestiniens préfigure la localisation de leur éventuelle implantation. Nombreux sont les Libanais qui voient dans toutes les migrations provoquées par la guerre de 1975-1976 et par les événements dans le Liban n'a cessé depuis lors d'être le théâtre, y compris les attaques israéliennes, un « complot » tendant à assécher le pays de sa population modifiée par la guerre de 1975-1976.

Reste à définir ce qu'en pratique signifient l'« implantation ». Elle peut varier entre deux hypothèses extrêmes : une présence de facto sans aucun privilège ou statut spécial, et une naturalisation pure et simple, avec tous les droits afférents. Travailler immigré ou Libanais à part entière ? La réponse se situerait sans doute entre les deux. Une infinité de situations intermédiaires existent en effet et sont déterminées par le rapport de forces entre le pouvoir palestinien, d'une part, et de l'autre, le contre-pouvoir constitué par l'Etat libanais, la communauté chrétienne et, éventuellement, d'autres communautés religieuses.

Iran

L'ayatollah Khomeiny estime qu'un départ du chah sans abdication « ne changerait rien »

Tandis que M. Chapour Bakhtiar, premier ministre, se présente jeudi 10 janvier devant la Chambre basse du Parlement iranien (Majlis), pour faire approuver son programme, l'ayatollah Khomeiny, interrogé à Paris dans sa résidence de Neauphle-le-Château par R.T.T., affirmait que le départ du chah « ne changerait rien » dans la situation de l'Iran s'il n'était accompagné de l'abolition du pouvoir absolu. Le chef spirituel de l'opposition chiite a déclaré : « Il faut supprimer tout le système. Le régime actuel est illégal. Le gouvernement, le Parlement, le Conseil de régence, tout cela est illégal. Tant qu'il n'y aura pas de révolte, il n'y aura pas de révolte en Iran ». L'ayatollah, interrogé une fois de plus sur ce qu'il entend par « gouvernement de la République islamique », a répondu : « Le gouvernement islamique n'est pas un gouvernement rétrograde. Nous approuvons la civilisation, mais nous ne sommes pas à l'écoute des intérêts de la dignité de notre peuple ».

Devant le Majlis, M. Chapour Bakhtiar a confirmé que l'Iran allait cesser de vendre du pétrole à Israël ainsi qu'à l'Afrique du Sud. Il a indiqué qu'en politique étrangère, son gouvernement soutiendrait pleinement à la Charte des Nations unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qu'il déplorerait tous les efforts pour que le peuple palestinien recouvre ses droits. Il a également promis de lever progressivement mais totalement la loi martiale actuellement en vigueur.

M. Bakhtiar a affirmé qu'il entendait respecter la Constitution et la religion, mais que son gouvernement expulsait tous les étrangers qui se trouvaient en situation irrégulière en Iran.

Le premier ministre n'a pas encore réussi à trouver les trois ou quatre ministres qui lui manquent pour compléter son cabinet. Mais il a pu remplacer le général Djani, qui avait refusé le portefeuille de la défense par le général Chahraghat. Cet officier, ancien gouverneur militaire de la province d'Azerbaïdjan, a occupé récemment le poste de chef d'état-major, par intérim. Un autre militaire, le général Masumi, a été nommé secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

Le discours programme de M. Bakhtiar

L'ayatollah a d'autre part, dans un communiqué adressé « au peuple iranien » et transmis mercredi à la presse, mis en garde ses compatriotes contre « un complot international visant à détruire le mouvement islamique ». « Des tracts anonymes, diffusés à Téhéran et dans les villes de province, menacent la mort de ceux qui ne se joignent pas à la lutte », ont des agents du chah ou des membres de la SAVAK », indique le communiqué, qui poursuit : « On incendie des maisons sous le même prétexte et on insulte les membres de la famille des accusés. Ces actes montrent qu'on veut détruire le mouvement islamique comme responsable de ces exactions et le mener ainsi à la défection. Le chef spirituel chiite appelle les Iraniens à poursuivre leurs manifestations et leurs mouvements de grève jusqu'à ce que ce complot soit neutralisé par le départ du chah ».

Plusieurs petites manifestations se sont déroulées mercredi à Téhéran aux cris de « Mort au chah ». L'armée s'est en fait pour disperser les manifestants. Des étudiants et des professeurs ont d'autre part pénétré dans la faculté des sciences et techniques de Téhéran pour y faire reprendre les cours alors que

Egypte

Les dépenses militaires augmentent de 20 % dans le nouveau budget

Le Caire (A.F.P.). — Les dépenses militaires égyptiennes ont augmenté de 20 % dans le nouveau budget, a révélé mardi 9 janvier, le ministre égyptien des finances, M. Ali Loutfi. Ces dépenses représentent, selon le ministre, 1 milliard de livres en 1978 à 1 milliard 200 millions pour l'année en cours (une livre vaut 16 dollars). M. Ali Loutfi a précisé au cours d'une conférence de presse que ce budget était destiné à pourvoir aux besoins « défensifs » de l'armée égyptienne. Il représente 9 % du budget total.

Le ministre des finances a indiqué, d'autre part, que le déficit global du budget s'élevait à plus de 2,5 milliards de livres et le déficit net à 1 milliard 197 millions, c'est-à-dire 3 millions de dollars de moins que le maximum autorisé par le F.M.I. pour venir en aide à l'Egypte.

M. Ali Loutfi a annoncé à ce propos que son gouvernement envisage de demander aux Etats-Unis, à l'Allemagne de l'Ouest et au Japon, une assistance de 2 milliards de dollars pour l'année en cours. Il a précisé que l'Egypte avait besoin de 10 milliards de dollars pour les cinq prochaines années afin de remettre sur pied son infrastructure. Cette assistance sera demandée par le président Sadat dans le cadre d'un « plan Carter » semblable au plan Marshall.

Commentant la dévaluation effective de la livre, dont la parité officielle (1 livre = 22 dollars) a été supprimée pour les opérations avec l'étranger à partir du 1^{er} janvier dernier, le ministre a indiqué que l'application du taux préférentiel (1 livre = 1,42 dollars) a entraîné une augmentation des dépenses de près de 3 milliards de livres. Il s'agit principalement des subventions allouées par le gouvernement pour maintenir les prix des denrées essentielles, qui ont presque doublé pour 1978. A lui seul, le maïs a vu le prix du pain, vendu au chéque de son montant réel, coté plus de 1 milliard de dollars par an au gouvernement.

La campagne contre le Club Méditerranée

LES MODALITES DE LA LOCATION DU PALAIS MANIAL DU CAIRE VONT ETRE REVISEES

Les clauses du contrat de location du palais Manial, conclut il y a dix ans entre les autorités égyptiennes et M. Gilbert Trigano, P.D.G. du Club Méditerranée, ont été révisées, a annoncé mercredi 10 janvier M. Mahmoud Abdel Hafez, ministre égyptien du tourisme (cf. le Monde du 31 décembre et du 1^{er} janvier). Le ministre, qui répondait à l'Assemblée du peuple, a une question d'un député du parti national démocrate (fondé en juillet dernier par le président Sadat), a précisé que la location du Manial, situé au bord du Nil, à proximité du centre de la capitale, qui expire en novembre prochain, sera dorénavant décidée sur la base d'un partage des bénéfices. Une première offre de plus de 1 millions de dollars, faite par M. Trigano, a été refusée par les autorités égyptiennes, a-t-il ajouté.

Cette annonce faite par le ministre coïncide avec une campagne menée ces dernières semaines par le quotidien à grand tirage d'Al-Ahram contre le Club Méditerranée.

Interrogé à Paris, M. Gilbert Trigano a confirmé que la négociation pour le renouvellement du contrat concernant le Manial est en cours du fait de son arrivée à terme en novembre prochain. Quant à la formule du partage des bénéfices, elle est fréquemment pratiquée par le Club, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Trigano s'est vu à dramatiser la campagne de presse menée contre le Club (ce n'est pas la première, a-t-il remarqué) et a précisé que la meilleure preuve de sa bonne position en Egypte était l'ouverture, dans deux mois, d'un nouveau village à Hougada, sur la mer Rouge.



Cap sur la Côte d'Ivoire

Maroc - Madère - Sénégal - Sierra Leone - Côte d'Ivoire - Gibraltar

Grande Croisière de 24 jours à bord de Massilia du 1^{er} au 23 Mars 1979 à partir de 5 500 F.

Oubliez les grisâles de l'hiver et découvrez votre croisière sous le chaud soleil des tropiques.

Possibilités de combiner Air/Mer de 15 jours.

CROISIERS PROUET
DECOUVERTE

Demander vite le dépliant spécial à votre Agence de Voyages.

LA « POSITION BIEN CONNUE » DE LA MAISON BLANCHE

Il n'est pas facile en ce moment d'être à la pointe de la Maison Blanche. M. Jody Powell, qui assume cette tâche depuis l'arrivée au pouvoir de M. Carter, après avoir été son chauffeur au temps où celui-ci n'était encore que gouverneur de Géorgie, en fait la douloureuse expérience.

La politique de base suivie par les Etats-Unis vis-à-vis de la Iranienne est, bien connue, a affirmé mercredi 10 janvier, M. Powell, qui se refuse cependant à l'exposer à nouveau quand les journalistes lui ont demandé comment il se sentait personnellement à l'égard de la politique américaine à l'égard de l'Iran.

Mercredi, à bout d'arguments, le porte-parole présidentiel en est arrivé à juger qu'après tout la confusion était peut-être nécessaire dans des situations aussi délicates. M. Powell n'a même plus voulu confirmer ou démentir les dernières déclarations publiques de M. Carter sur l'Iran, le 12 décembre - la proposition exacte de l'abolition du chah - réitérant toujours cette position américaine « bien connue ».

Le Washington Post, lui fait-on observer, affirme que les Etats-Unis préconisent désormais un départ, fut-il provisoire, du chah. « Ce n'est pas le moment de faire le moindre commentaire ni d'en débattre », explique M. Powell, qui s'est aussitôt vu rappeler que M. Carter avait promis lors de sa campagne électorale de ne plus mener de politique du secret comme les administrations précédentes.

Selon le « New York Times »

LA FORTUNE PERSONNELLE DU CHAH DÉPASSE 1 MILLIARD DE DOLLARS

New-York. — La fortune personnelle du chah dépasse largement 1 milliard de dollars et est « l'une des plus importantes du monde », estime, mercredi 10 janvier, le New York Times, qui publie une enquête à ce sujet. Cette enquête, fondée sur des informations provenant de banquiers, d'agents immobiliers, d'experts financiers du Proche-Orient, de dissidents iraniens et de documents déjà publiés, n'a pas permis de déterminer le montant exact de la fortune du chah, mais elle estime qu'elle est comprise entre 1 et 2 milliards de dollars.

Le journal, qui la richesse du chah peut se comparer, au Proche-Orient, à celles des princes Saoud d'Arabie Saoudite et de la famille Al-Sabah du Koweït.

Les banquiers interrogés par le journal estiment qu'il s'agit d'une fortune substantielle des 2 à 4 milliards de dollars qui ont été transférés d'Iran aux Etats-Unis au cours des deux dernières années appartenant à la famille royale.

La prospérité de celle-ci provient de la Fondation Pahlavi, véritable holding financier, qui serait selon le New York Times, la propriété du chah et, dans une moindre mesure, de l'Etat. Selon une liste établie par des iraniens et considérée comme exacte par plusieurs experts, la famille impériale possède en Iran des intérêts dans dix-sept banques et compagnies d'assurances, vingt-cinq entreprises métallurgiques, huit compagnies minières, dix entreprises de matériel de construction, quarante-cinq entreprises de travaux publics, quarante-trois sociétés alimentaires et vingt-six entreprises commerciales.

En outre, la famille du chah possède 70 % de la capacité hôtelière de l'Iran.

Publicités

L'AGENDA FRANCO-ARABE 1979

Deux jours par page - Calendrier de l'intégrité et du progrès - Carte du monde arabe - Renseignements sur les pays arabes - Calendrier quotidien des heures de prière.

Adresses des ambassades et consulats arabes - Principaux organismes nationaux de tourisme, compagnies d'aviation, banques, centres culturels, agences de presse arabes - Adresses ministérielles à l'étranger - Listes des principales associations et amicales pour travailleurs, étudiants originaires des pays arabes - Services officiels français se préoccupant des maghrébins et rattachés nationaux pour l'ensemble d'information et l'orientation des travailleurs étrangers et des membres de leurs familles - Pages de notes - Couverture verte plastifiée.

Prix de vente : 20 F + port 5 F.

EDITION FRANCE-PAYS ARABES - 75007 PARIS - 12-14, rue Augereau. C.C.P. La Source 34 274 90.

FRANCE-PAYS ARABES - 69005 LYON - 25, rue Transmanche. C.C.P. 69 04 33 13 13.

FRANCE-PAYS ARABES - 54000 NANCY - 45, rue de Metz. C.C.P. (ASFA) 54 04 02 3 031 NANCY.

La France dissociée

par LUCIEN NEUWIRTH (*)

POINT DE VUE

QUE l'on cesse de part et d'autre d'invoquer la caution du général de Gaulle pour défendre telle ou telle position politique, encore plus lorsqu'elles s'écroquent. Plusieurs fois, Charles de Gaulle l'a dit et avec quelle force ! Il n'appartient à personne, son héritage est un patrimoine commun à tous les Français.

Comment cet homme, hors du commun, hanté par la nécessité de l'union du peuple français pourrait-il admettre que les principes qu'il a posés puissent servir d'aliments à la division de la nation.

Juge-on dans certains états-majors français trop intelligents pour comprendre quels seront les choix et les attitudes des candidats de chaque liste pour qu'il soit nécessaire d'user de violence, pour l'insultant verbal, et recommencer à matraquer électoralement nos compatriotes à peine remis des précédentes campagnes, sans parler des retombées inévitables sur l'économie.

Quelle division ! Alors que notre peuple est anéanti par des problèmes immédiats qui s'appellent chômage et incertitudes de l'avenir, alors que l'on est prêt à basculer pour remettre en question l'équilibre de la région et non la paix mondiale, on se prépare en France, à plonger le pays dans une nouvelle épreuve électorale dont on peut se demander ce qu'il en sortira et pourquoi faire ?

Ainsi d'arrière-pensées en sous-entendus, la France est poussée insensiblement vers le déclin. On ne provoque pas impunément des épreuves dans une cuve à essence. Or, c'est très exactement l'image qui s'impose, si on veut que les mots du pouvoir ne recouvrent plus la réalité des situations. Celle-ci traduit bien l'indolence actuelle du pouvoir devant les problèmes économiques et son incapacité à se donner la maîtrise des choix essentiels qui à la fois déterminent et permettent d'affronter les mutations inévitables.

Maître encore faut-il pour cela obtenir le plus large consensus du pays et on ne l'obtiendra que lorsque les Français constateront qu'on leur tient le langage de la vérité.

Viens d'avoir, de nombreuses rencontres avec des syndicalistes ouvriers aussi bien que cadres, avec

des chefs d'entreprises aussi bien que fonctionnaires, tous reconnaissent ou pressentent l'obligation de rassembler les efforts et l'acceptation nécessaire de sacrifices à condition que la répartition en soit parfaitement équitable.

Ce qu'ils refusent unanimement c'est d'accepter plus longtemps, ce que d'aucuns appellent le cours naturel des choses mais qui est en réalité la politique du chien crevé au fil de l'eau et ses mortelles conséquences.

En un mot, ils appellent de leur vœux une politique volontariste pour la définition de laquelle ils veulent être entendus.

Incontestablement, comme dans une terre trop sèche, des fissures apparaissent et s'approfondissent : entre les générations, les anciens et les nouvelles agacées par les cotés ponctuels et complètement dépourvus de cœur qu'elles jugent responsables de l'état de choses actuel, entre le pouvoir centralisateur de Paris et les élus des régions qui vivent, sans écran, les problèmes, trop souvent les drames, des populations qu'ils représentent.

C'est aussi cette crevasse qui se creuse rapidement entre la France qui s'achève et le pouvoir politique qui s'achève, le pays qui vit du bon sens et le pouvoir qui à ses yeux vit du non-sens. A ce sujet, qui n'a reconnu, au moins une fois, que le dynamisme du pays était lié à celui de ses entreprises, quelles conséquences en a-t-on tirées ? Malgré les efforts du ministre de l'Économie qui veut dans la bonne direction, non seulement les charges qui pèsent sur les entreprises n'ont pas été allégées mais les prochaines mesures concernant la sécurité sociale vont les aggraver ; une fois encore on n'a choisi ni le courage ni le bon sens.

Sur le plan des partis politiques, la situation n'est pas plus claire. Face au R.P.R., l'opinion publique est depuis plusieurs mois déçoute.

(*) Député de la Loire (en congé du groupe R.P.R.).

nancée par le comportement décevant du mouvement et du groupe parlementaire.

Elle est aussi déçoute car elle avait été habituée à plus de clarté de la part de ceux qui se revendiquent du gaullisme, le temps ayant creusé les rangs des disciples qui vœux avec de Gaulle.

Comment s'étonner que le pays trouve pour le moins déconcertants les votes successifs et contradictoires des députés du groupe, par exemple sur la T.V.A. européenne, mais il n'estime pas plus cohérent que, après avoir dénoncé « les réserves qu'inspire la politique du gouvernement en matière économique et sociale

» M. Olivier Guichard a affirmé mercredi à l'Assemblée nationale « la même volonté anti-supranationale » que M. Michel Debré. L'ancien ministre a indiqué que, s'il participait en grande partie à l'analyse de M. Debré sur l'Europe, « il n'avait pas pour autant les mêmes conclusions que lui dans l'immédiat ». A propos des problèmes internes du R.P.R., M. Guichard a notamment déclaré : « L'exception n'a jamais été la mode chez les gaullistes. Ils ont toujours réglé leurs problèmes d'une manière familiale. »

Le maître de La Baule a ajouté qu'il n'est « jamais entré en scène » dans le R.P.R. En réponse à une question, il a précisé qu'il n'avait pas, pour l'instant, l'intention d'accepter une charge ministérielle, y compris éventuellement un ministère des affaires européennes.

» M. Haroun Tazief, directeur de recherches du C.N.R.S., a été élu à l'unanimité, mercredi 10 janvier, maître de Mirmande (Drôme). Il en a été élu maître de Mirmande (Drôme) à la suite de la démission de René Desormes, conseiller municipal en désaccord avec l'ancien maître. Il avait accepté de briser cette fonction pour défendre l'environnement de cette localité, qu'il estime menacée par l'urbanisation et la construction d'une centrale nucléaire à Cruas (Ardèche), sur l'autre rive du Rhône.

avec ses incertitudes et ses insuffisances (1) », on décide de l'accepter tel quel et de le soutenir.

L'esprit cartésien de nos compatriotes s'explique mal que le groupe le plus important de l'Assemblée nationale, important parce que le pays l'a voulu et a soutenu la politique qu'il proposait, soit dans l'incapacité d'indiquer la politique économique et sociale du gouvernement.

Le pays n'apprécie pas davantage l'attitude de nos parlementaires de la majorité dont le rôle est de nous voir écarter, de nous désorienter, et qui jouent le jeu des reclassements de préférence à celui de l'union.

Le parti socialiste, lui non plus, n'échappe pas à la remise en cause générale, on le voit tous les jours. Alors, alors que montent des périls, la France économique, sociale, politique, se délite.

Allons-nous laisser le chemin libre aux insensés qui pourraient révéler d'un nouveau « après Weimar » ?

Est-il trop tard pour un « Grenelle » de la majorité ?

C'est la démocratie que mettrait en cause une France dissociée.

(1) Lettre de M. Jacques Chirac au premier ministre du 19 décembre 1978.

DÉGÈS DE M. MICHEL YVER SÉNATEUR DE LA MANCHE

M. Michel Yver, sénateur de la Manche (R.I.), est décédé mercredi matin 10 janvier. Il sera remplacé au Palais du Luxembourg par M. Auguste Cousin, conseiller général.

(Né le 11 septembre 1907, à Fresville (Manche), Michel Yver était maire de Saint-Martin-de-Bonfossé (Manche) depuis 1960. Son premier mandat électoral avait été celui de conseiller général de Cailly de 1957 à 1967. A partir de 1968, il avait été constamment réélu à ce poste. Membre du Conseil de la République en 1968, il avait été réélu en 1973. Il avait été élu sénateur en 1978, sous le nom de Sénat, en 1978, 1982 et 1974.)

Les devises latines de M. Barre

A l'occasion de la traditionnelle cérémonie des vœux de la presse, mercredi soir 10 janvier, à l'hôtel Maitland, M. Raymond Barre s'est métamorphosé en professeur de lettres classiques pour expliquer aux journalistes qu'il s'efforce en permanence d'appliquer deux principes qui lui sont inculqués au collège par un maître qui avait le goût des devises latines : « Age quod agis » (« Fais ce que tu dois faire ») et « Fides, lentis » (« Hâte-toi lentement »).

C'est à partir de ce moment-là, a souligné le premier ministre, que l'on éprouve une grande réticence, pour ne pas dire une grande répulsion, à l'égard de l'apitôtre, et l'apitôtre est un principe dans les fonctions qui ne sont que celles d'un président de la République, dont je me réjouis qu'il veuille bien trouver ce que tu dois faire et « Fides, lentis » (« Hâte-toi lentement »).

Après avoir rappelé qu'il n'appartenait pas à la « classe politique », au contact de laquelle il avait « compris très rapidement que dans ce milieu extrêmement singulier il fallait que les comptes soient tenus et dans certains cas rigides », M. Barre a insisté, ore recto, sur ceux qui s'efforcent de la voir conserver ses fonctions malgré sa constante impopularité : « Je ne changerai pas sur le fond et je me hâterai toujours lentement, ce qui est d'ailleurs la cause d'une certaine exaspération, le je s'en rend compte, qui est en train de finir par donner à certains esprits trop forts

des inquiétudes de type copernicien : « Et pourtant il reste ! » (1).

En fin de compte, le chef du gouvernement a prononcé un nouveau plaidoyer pro domo : « Dans certains cas les intérêts à moyen et long terme, c'est-à-dire les intérêts de la France, doivent l'emporter sur les intérêts à court terme qui ne sont en réalité que les expressions de la facilité et dont la satisfaction fait à l'encontre des exigences fondamentales pour la vie de notre pays. Il y a les Français et il y a aussi la France. »

« Si dans certains cas les décisions du gouvernement apparaissent dépourvues de ce que demandent les Français, a poursuivi M. Barre à l'adresse des journalistes, peut-être pourriez-vous ne pas jeter la pierre au gouvernement et vous interroger sur les raisons pour lesquelles il prend certaines décisions, alors que comme tout le monde il est capable de comprendre et d'entendre les aspirations qui s'expriment. »

Le premier ministre a convié la presse à « contribuer à la confirmation du redressement de la France » en jouant son rôle d'information « mais aussi son rôle fondamental de formation. »

Qu'il s'agisse de lettres ou d'économie, M. Barre ne se laisse pas, lui, le goût de donner la leçon. Nihil novi sub sole Maitland... (2). — A. R.

(1) Paraphrase de la fameuse réplique de Galilée à l'inquisition : « Eppur si muove ». (2) « Et pourtant, elle tourne ». (3) « Rien de nouveau sous le soleil de Maitland ».

AU CONGRÈS DES SOCIALISTES EUROPÉENS

M. Rocard : les peuples qui ne prennent plus le risque de produire se suicident

Bruxelles (A.F.P.). — Le dixième congrès de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne s'est ouvert mercredi 10 janvier à Bruxelles, sous la présidence de M. Rocard, ancien secrétaire national du parti socialiste français.

Les partis socialistes des neuf pays de la C.E.E. ont représenté au congrès par leur chef, M. Rocard, qui prend la parole ce jeudi sur le thème « L'Europe au service des citoyens ». M. Rocard, premier ministre du Danemark, a souligné, au cours de son discours, la nécessité de maintenir l'unité de la Communauté européenne, et de lutter contre le chômage.

M. Rocard a dit : « Le monde qui ne prend plus le risque de produire se suicide. »

Pour lutter contre le chômage, M. Rocard a indiqué que cinq pièces de recherche « parmi lesquelles la création d'emplois dans le secteur tertiaire, la mise en place d'une politique industrielle européenne, un soutien efficace aux petites et moyennes entreprises et un abaissement de la durée du travail. Cette réduction du temps de travail, a-t-il précisé, passe par une meilleure distribution du travail disponible et par un nécessaire renforcement de l'échelle salariale. Il a rappelé que les socialistes français ne souhaitent pas une extension des pouvoirs des institutions de la Communauté européenne. »

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, accompagné des membres du bureau du groupe, a demandé, mardi 9 janvier, à M. Jacques Chaban-Delmas, ministre de l'Énergie, pour que ce dernier fasse des excuses à M. Claude Rivi, député socialiste de la Loire-Atlantique. Ce dernier avait affirmé, le 20 décembre dernier, lors d'une manifestation à Saint-Nazaire des travailleurs des chantiers navals d'Atlantique Atlantique (le Monde du 23 et du 24 décembre). Le président de l'Assemblée nationale, qui a saisi le premier ministre de cet incident, a transmis la demande de réparation morale vis-à-vis de M. Rivi, et il a demandé que de tels incidents ne se reproduisent pas, notamment à l'égard d'un élu de la nation, dans l'exercice de ses fonctions.

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C., a estimé mercredi 10 janvier à France-Inter que le débat actuellement en cours au P.S. « est une conséquence directe de l'attitude politique qui a été celle du P.S. avant les élections législatives. C'est-à-dire une attitude qui a consisté à tourner le dos aux engagements communs essentiels, en particulier en matière de nationalisations, et qui s'est d'ailleurs affirmée dans la suite. F. Mitterrand a dit : « Le programme commun est fort. » M. Mauroy a dit : « Il n'y aura jamais plus de programme commun. » Ils se sont enfoncés dans cette situation, et ne qui ne passe à l'intérieur du P.S., c'est la discussion. Pour avoir qui assumera au fond cette politique de virage à droite. »

Seigneur M. Paul Laurent, M.M. Mitterrand et Rocard ont « une façon différente d'assumer ce fameux virage à droite, mais pas de différence effectivement essentielle sur le fond ».

LA VIE POLITIQUE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

en année d'élections européennes

- Sous la conduite de M. Alfred GROSSE, INSTITUTEUR D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS organise, dans le cadre de la formation continue, un cycle de vingt séances consacrées à la vie politique en France et à l'étranger.
- Ce cycle est destiné à tous ceux qui souhaitent mieux connaître les fondements et les mécanismes de la politique en France (congrès dans son sens le plus large : institutions, idéologies, partis et syndicats, forces économiques, presse et radio-télévision, etc.) et dans les principaux pays d'Europe (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne).
- Interviennent au cours des séances des spécialistes des sciences politiques, des relations internationales et des experts économiques.
- Les séances ont lieu à l'Institut les lundis et jeudis, de 18 h. 30 à 20 h. 30, pendant 10 semaines, à partir du 22 janvier 1979.

Programme détaillé, inscriptions et renseignements : Institut d'Études Politiques de Paris Formation continue - 27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : 260-39-50.



Une excellente leçon de journalisme dont l'auteur ne se prend jamais au sérieux, un des livres les plus drôles et des plus humains de cette rentrée.

Par M. VIANSSON-PONTE (Le Monde)

Y a-t-il ici quelqu'un qui a été violé et qui parle anglais ?

Un livre de EDWARD BEHR Collection "NOTRE ÉPOQUE"

Françaises, Français,

Le Débat Européen s'est ouvert dans les plus mauvaises conditions, alors que les dix prochaines années sont décisives pour notre avenir.

Le monde change : les grandes puissances s'aiment de plus en plus, la Chine connaît le bouleversement pacifique, le plus extraordinaire de tous les temps, les Japonais envahissent les marchés ; malgré leurs problèmes politiques, l'Afrique et le tiers-monde deviennent concurrentiels, alors qu'un quart de l'humanité s'enfoncé dans la misère.

Les Nations européennes, quant à elles, rencontrent des difficultés si graves que, à défaut de les résoudre ensemble, elles perdent leur identité.

Il est encore temps de surmonter les périls qui nous menacent et de dénoncer ceux qui, pour des raisons politiques, gagnent à jeter la confusion et à détourner le débat en le réduisant à une confrontation entre les bons et les mauvais Français.

La prochaine Élection Européenne au suffrage universel direct ne doit pas sombrer dans le piège des rivalités de clans et des querelles de la politique intérieure.

Face aux défis du monde moderne, seul un sursaut de l'Europe peut sauver nos sociétés de l'assoupissement politique et économique.

Pour que l'Europe puisse apporter les réponses nouvelles aux problèmes de ce temps, elle doit s'unir politiquement, c'est-à-dire qu'elle doit posséder la maîtrise de sa diplomatie, de sa défense et de sa monnaie.

Aujourd'hui, elle est absente du débat mondial. Unia, pleinement, indépendante, elle sera en mesure de jouer un rôle d'équilibre dans la dynamique des relations internationales à l'égard des grandes puissances, et aussi du tiers-monde, et de contribuer à créer un nouvel ordre mondial fondé sur la justice et les droits de l'homme.

Dans le cadre d'une Europe Fédérale, le Marché Commun, aujourd'hui souvent incohérent, pourra pleinement assurer le développement et la défense de l'économie européenne et résister aux pressions des géants économiques et des sociétés multinationales.

On ne peut pratiquer la France qui n'abandonne l'Europe. Le cadre européen est le cadre naturel qui permet de déployer plus largement son génie. Il n'est pas vrai qu'elle se dissoudrait dans une Europe Fédérale. Un État ne peut préserver son indépendance culturelle et nationale s'il n'a pas les moyens économiques, politiques et aussi militaires de la faire respecter. Il peut affirmer que la France les possède totalement aujourd'hui ?

La dimension européenne prolonge et accroit l'efficacité et le poids économique et politique de la France. Par une meilleure spécialisation des tâches, par une division équilibrée du travail à l'échelle de l'Europe capable de favoriser les investissements de pointe et de stimuler les initiatives individuelles, les problèmes de la rentabilité des entreprises et de l'emploi, aujourd'hui angossés, seront plus faciles à résoudre.

Dans une société qui s'épanouirait dans une Europe unia, l'économie sera mise plus facilement au service de l'homme. L'Europe que nous voulons est celle des libertés et celle de la justice sociale.

Comment lutter contre des inégalités croissantes et paralysantes pour le développement économique et social si l'on n'harmonise par les législations fiscales et les charges qui pèsent sur les entreprises et les salariés ?

Comment peut-on penser créer cette société nouvelle s'il n'existe pas une volonté et surtout une autorité politiques communes aux Européens ?

Devont-est enlevés des décisions argumentées à prendre. La Communauté Européenne doit s'élargir en s'organisant. Le Parlement Européen doit étendre ses compétences et ses pouvoirs dans tous les domaines où il est nécessaire de relever les défis économiques, sociaux et politiques du monde actuel.

Vingt ans ont été perdus. Les forces vives et de progrès, la jeunesse tout entière de notre pays doivent aujourd'hui se mobiliser pour s'associer dans un élan général, responsable et solidaire, pour construire l'Europe.

L'Europe, c'est l'affaire de toutes les Françaises et de tous les Français. Il s'agit de notre avenir.

Collectif Directeur de la F.D.R.-UNEP, Fédération pour une Démocratie Radicale, Union nouvelle pour une Europe de Progrès, Jeunesse Radicale, 11, rue de Grenelle - 75007 PARIS

C. BELLANGER - G. BERGIS - P. BRACQUE - J. BRUTELLE-DURA (président du Club Louis-Michel), P. BRICOURT - J.-P. BROUSSE - J.-P. BRUNET - J. BOURNAZEL - R. CALVET - A. CORRIEU - E. DIZET - C. DOMINGO - M. DUFOUR - J.-M. DUVAL - M. EITZKY - F. EUSTACHE - G. FRAISSINETTE - R. FARRÉ - M. FERRAULT - M. FERRIER - P. GASSENBACH - G. GENNESSEUX - M. GERARD - M. GROSSMANN - A. HANCY - P. HERMITAN - J. IVAIN - Ch. JESSEN - M. LAET - M. LARNAC - M. LEVEAU - M. LOMBARD - Ch. MALLEVERGNE - L. MARAZANO - J.-P. MARTINEZ - A. MARILLIER - J.-P. MATTEI - G. MILLET - F. PLAGNOL - D. QUILIC - S. QUILIC - B. ROBINET - R. ROCHE - Q. SAMET - C. SECRET - M. SOULIE - L. TAULELLE - THOMÉ-PATENOIRE - A. VALDENAIRE - F. VAN DER NOTTE - JEUNESSE RADICALE

APPELÉ - NOUS VOTRE SOUTIEN 11, rue de Grenelle - 75007 Tél. : 222-36-00.

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN UN SACHET CHEZ CAPELOU

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI - Métro Poincaré - Tél. 557.66.55

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 10 janvier 1979, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

Le président de la République a informé le Conseil du contenu des entretiens qu'il a eus à la Grande-Tour avec le président des États-Unis d'Amérique, le premier ministre de Grande-Bretagne et le chancelier de l'Allemagne fédérale.

Concernant les problèmes de la limitation des armements, le gouvernement a confirmé les trois orientations suivantes :

La France souhaite la conclusion prochaine d'un accord équilibré de réduction des armements nucléaires stratégiques entre les États-Unis et l'U.R.S.S.

Elle s'efforce de participer à une éventuelle négociation sur la limitation des armements dits de « courte portée » en Europe pour des raisons tenant à l'indépendance de sa dissuasion.

La France note l'accord positif fait par certains États à sa proposition pour la tenue d'une conférence sur le désarmement en Europe. Elle continuera son action diplomatique en vue de la préparation de cette réunion.

(Lire page 4.)

LA CONSUMMATION ET LA CONCURRENCE

Le ministre de l'économie a présenté une communication sur la politique de la concurrence et la

ANCIENS COMBATTANTS

LES PENSIONS DE GUERRE NE SONT PAS IMPOSABLES

Les pensions de guerre ne sont pas imposables et n'ont pas à être déclarées, a réaffirmé, mercredi 10 janvier, M. Maurice Plantier, secrétaire d'État aux anciens combattants, à l'occasion de la réception nationale des invalides du monde ancien combattant. M. Plantier a indiqué que la note du ministère du budget reçue par certains pensionnés de guerre et indiquant que les sommes versées seraient déclarées comme revenu imposable au titre de l'année 1979 provenait d'une erreur matérielle de la direction des impôts de Tours. Les pensions des veuves de guerre ne sont pas davantage imposables.

consommation. Il a souligné les résultats appréciables obtenus dans ce domaine.

La libération des prix, qui ne s'est pas traduite en ce qui concerne les produits industriels par une hausse des prix plus forte qu'en 1977, sera progressivement étendue en 1979 aux marges commerciales et aux prestations de services. Elle s'effectuera dans le cadre d'accords de concertation et de consommation pour le commerce et d'engagement de modération pour les services ; les dispositions à prendre, branches par branches, seront édictées en collaboration avec le ministre du commerce et de l'artisanat.

A mesure que se poursuit la libération des prix, il convient que la concurrence devienne plus effective ; aussi l'administration a-t-elle renforcé son action pour déjouer les pratiques contraires à la concurrence. C'est ainsi que les enquêtes en ce domaine ont été deux fois plus nombreuses qu'en 1977 ; le rythme des saisines de la Commission de la concurrence, comme celui des décisions prises sur son avis, a également doublé. Le nombre des affaires d'ententes transmise à la Commission de la concurrence devrait encore doubler. Les avis de la commission seront plus fréquemment demandés sur les cas ainsi qu'à propos de l'évaluation des situations anticoncurrentielles.

En ce qui concerne la consommation, l'application des lois du 10 janvier 1978, relatives à l'information des consommateurs, a donné les résultats attendus. En outre, les organisations de consommateurs verront leur action renforcée, grâce à des subventions plus importantes et au recours à des assistants techniques qui seront mis à leur disposition. Elles seront associées, par leurs représentants, à l'action des entreprises et des organismes publics, aux conseils nationaux d'orientation en matière d'agriculture, d'assurances et de crédit. Ainsi pourront-elles mieux exercer leur vocation nationale de représentants des préoccupations des usagers. L'administration sera organisée pour mieux les soutenir.

Enfin, les structures des services extérieurs de la Direction générale de la concurrence et de la consommation seront adaptées, compte tenu de ces orientations.

(Lire page 37.)

● **L'EMPLOI DES CADRES**

Le ministre du travail et de la participation a présenté une communication sur l'emploi des cadres. Les cadres connaissent certains problèmes spécifiques, notamment les cadres âgés, dont la réinsertion est longue et difficile. L'action engagée

par le gouvernement en leur faveur a quatre grands objectifs :

— le développement de la formation et du recyclage, en particulier par l'intermédiaire des stages du Fonds national de l'emploi, permettant à de nombreux cadres en chômage de s'adapter à l'évolution des techniques et des méthodes de gestion ;

— l'amélioration du placement, avec le développement des agences spécialisées pour les cadres de l'Agence nationale pour l'emploi, et une meilleure répartition des cadres de direction, actuellement étudiée par un groupe de travail ;

— la recherche de nouveaux débouchés pour les cadres en chômage dans le secteur privé comme dans le secteur public tenant compte des possibilités de réaffectation offertes actuellement dans chaque secteur ; le Parlement a adopté, au cours de la dernière session, deux lois en ce sens, l'une portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi, créant une entreprise, l'autre étendant les aides à la mobilité géographique pour les emplois à l'étranger ; les cadres privés d'emploi ont également accès aux concours de la fonction publique dont les limites d'âge ont été reculées ; de plus, l'Agence nationale

pour l'emploi va procéder, courant 1979, au recrutement, parmi les cadres en chômage, de mille prospecteurs-placiers ;

— Des actions particulières en faveur des cadres âgés en chômage de longue durée ; une expérience d'embauche portant sur mille emplois dans les entreprises privées de certaines régions connaissant un chômage élevé de cadres et dans la fonction publique sera lancée dans les prochains jours.

(Lire page 27.)

LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

Le ministre de l'Agriculture et le secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la recherche, ont présenté une communication sur la recherche agronomique.

Compte tenu des propositions formulées par une mission d'études, plusieurs équipes seront engagées dans le domaine de la recherche agronomique.

Elles doivent permettre d'atteindre trois objectifs :

— mieux définir, en liaison avec les organisations agricoles et avec les industries alimentaires, les priorités de la recherche agronomique

dans les perspectives que trace la loi d'orientation agricole ;

— améliorer le fonctionnement de l'Institut national de la recherche agronomique, afin d'offrir, avec une efficacité accrue, les possibilités qu'il offre ;

— assurer une meilleure exploitation des résultats de la recherche agronomique, en ce qui concerne la diffusion des progrès techniques auprès des agriculteurs et des industriels susceptibles de valoriser les progrès scientifiques et technologiques.

[Cette communication concernant la recherche agronomique avait été programmée pour le conseil des ministres du 12 décembre (« le Monde » du 14 décembre, première édition). Un ordre du jour trop chargé ne lui avait permis d'être lu.]

LE LIVRE ET LA LECTURE

Le ministre de la culture et de la communication a présenté devant le Conseil le bilan et les perspectives de développement de la lecture.

Il a rappelé que la lecture représente l'une des activités culturelles principales de notre pays, la production des livres traduisant une vitalité certaine de l'édition française, même si celle-ci n'occupe pas encore

le rang international qui devrait être le sien.

Le développement des bibliothèques est un objectif prioritaire de l'action culturelle et les efforts importants faits depuis plusieurs années ont porté leurs fruits.

L'État assure la responsabilité essentielle en ce qui concerne les bibliothèques centrales de prêt. Ce réseau devra être renforcé notamment pour le service des zones rurales qui ne sont encore dépourvues. Les bibliothèques municipales, dépendant des collectivités locales, devront assurer une meilleure présence dans les zones urbaines.

Une loi sur les bibliothèques sera préparée par le ministre de la culture et de la communication. Cette loi définira les missions et les obligations respectives de l'État et des collectivités locales en matière de lecture publique.

En dix ans, le nombre des volumes produits a doublé et celui des livres édités a été multiplié par 2,5. Néanmoins, la France se situe en dessous de la moyenne mondiale. Pour le nombre des volumes publiés par habitant.

Pour l'accroissement et la diversification de la lecture, notamment en milieu rural, l'attention va se porter sur les bibliothèques scolaires de prêt, qui fonctionnent à l'échelon départemental. On en comptait 70 en 1979. Les centres nouvelles s'établiront de préférence dans les régions culturellement défavorisées. Grâce aux crédits du Centre national des lectures, leur fonds dépassera les besoins scolaires et sera orienté vers les ouvrages documentaires pouvant répondre aux intérêts multiples de toutes les classes d'âge. D'autre part, ces bibliothèques pourront proposer une assistance technique aux bibliothèques municipales, qui restent la cellule de base pour la diffusion de la culture.]

● **L'Association des bibliothécaires français** (bibliothèques publiques), qui se réunit de tout le conseil des ministres se propose de donner un coup de pouce aux bibliothèques publiques, a indiqué, dans un communiqué, que « si les progrès remarquables ont été enregistrés ces dernières années, il demeure encore de nombreux points noirs sur la carte des bibliothèques françaises. Pour y remédier, il est nécessaire aussi de ne pas perdre de vue les besoins des catégories de bibliothèques (bibliothèques nationales, bibliothèques universitaires, bibliothèques publiques) ont un rôle complémentaire à jouer et qu'il convient de promouvoir une politique d'ensemble ». L'association demande aussi à être associée à l'effort de réflexion qui précède la rédaction de la loi projetée.

PRESSE

LA COMMISSION MACBRIDE POUR UN CODE MONDIAL DE L'ÉTHIQUE JOURNALISTIQUE

La commission internationale d'étude des problèmes de la communication de l'Unesco, que préside M. Sean MacBride, s'est réunie, cette semaine, à Dubrovnik. Elle s'est prononcée pour l'instauration d'un code mondial de l'éthique journalistique. Un tel document serait appelé à définir, selon la majorité des membres de la commission, les droits, les obligations et les responsabilités du journaliste ainsi que les facilités dont il devrait jouir dans l'exercice de sa profession.

Malgré les réticences de certains représentants occidentaux préconisant une liberté totale de la presse, la commission a chargé un groupe de travail d'élaborer les principes de base pour la rédaction d'un tel document.

La commission s'est prononcée d'autre part pour une application plus rigoureuse de la convention internationale sur le droit de réponse. Conclue il y a vingt-cinq ans et ratifiée à ce jour par qua-

RELÈVE AU « WASHINGTON POST »

À Washington Post, M. Donald Graham, trente ans, vient de prendre la direction du quotidien, où il succède à sa mère, Mme Katherine Graham. Cette dernière, en poste depuis 1969, reste présidente du groupe de presse The Washington Post Company, qui possède, en plus du Post, le magazine Newsweek, six stations de radio et le Trenton Times. La compagnie possède en outre des parts dans l'International Herald Tribune et dans un service d'agence américain.

● **Le magazine « Dirigeant »** change de formule et de présentation à partir du numéro de janvier. S'il reste l'organe d'expression du Centre des jeunes dirigeants, il s'ouvre à une ouverture plus large sur l'extérieur. Un dossier sur la réforme de l'entreprise quatre ans après le rapport Sudreau est offert dans le numéro de janvier (12 F).

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE après liquidation de biens au PALAIS DE JUSTICE à PARIS, le jeudi 18 janvier 1979, à 14 heures.

UNE PROPRIÉTÉ

à

ERMONT (Val-d'Oise)

25 bis, chaussée Jules-César. Comp. vert., cuis., salle à manger, w.-c., 2 ch., cabinet toil. gr. terr. MISE A PRIX : 80.000 FRANCS. S'ad. à M. CACARET, avocat à Paris, 12, rue de Rivoli ; M. MARTEL, à Paris, 13, rue de la Harpe. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

Vente au Palais de Justice à Versailles, le mercredi 17 janvier 1979, à 10 h. EN UN SEUL LOT

UNE GRANDE PROPRIÉTÉ comprenant MAISON DE MAÎTRE - PAVILLON divers communs et le droit à la jouissance exclusive particulière d'un TERRAIN d'une cont. de 1 HA 30 A 15 CA (lot n° 1 du rgl. coproprié.)

Sise commune de FLINS-SUR-SEINE dite « Le Bois-Bodin » pour la plus grande partie et pour le surplus sur la comm. d'Angerville au bord de la R.N. 190 de Saint-Germain-en-Laye à Mantes-la-Jolie.

Mise à prix : 150.000 francs

S'adresser à VERSAILLES à M. Xavier SALON, avocat, 19, rue Sainte-Sophie ; au greffe du Tribunal où le cahier des charges est déposé.

VENTE s/saisie Immob. Pal. de Just. à Paris, jeudi 1^{er} février 1979, 14 h. EN UN SEUL LOT

APPARTEMENT, PARIS (15^e), 6, RUE D'ALENÇON

Rez-de-ch. pte droite dans l'entrée commune : entré, cuis., salle de bains, w.-c., salle à manger, 2 ch. S'ad. à M. NICOLAS, avocat à Paris, 12, rue de Rivoli ; à la vente par Trib. Gde Inst. de Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre, PRET poss. du CRED. FONC. DE FRANCE et de la BANQ. GRINDLAY OTTOMANE

Cabinet de M. Jacques DURAMEL, avocat à Draguignan, 45, bd Leclerc, tél. (04) 86-00-35 - VENTE au enchères publiques au Palais de Justice à DRAGUIGNAN, le JEUDI 18 JANVIER 1979, à 14 h. 30, de

PLUSIEURS PARCELLES DE TERRE

1^{er} lot - 25 HA 27 A 30 CA à CALLAS (Var) - Mise à prix 40.000 F

2^o lot - 57 HA 96 A 27 CA à DRAGUIGNAN (Var) - Mise à prix : 150.000 F

3^o lot - 149 HA 80 A 74 CA à TOURVES (Var) - Mise à prix : 200.000 F

4^o lot - 68 HA 16 A 35 CA à MEUNES-LES-MONTREUX (Var) - Mise à prix : 100.000 F

5^o lot - 73 HA 15 A 95 CA à NEOULES (Var) - Mise à prix : 100.000 F

6^o lot - 10 HA 65 A 42 CA à BRIGNOLES (Var) - M. à p. 30.000 F

7^o lot - 26 HA 95 A 30 CA à BRIGNOLES (Var) - M. à p. 50.000 F

8^o lot - 78 HA 81 A 21 CA à BRIGNOLES (Var) - Mise à prix : 150.000 F

9^o lot - 97 HA 43 A 94 CA à CABASSE (Var) - Mise à prix : 150.000 F

Rédigé par l'avocat soussigné : Jacques DURAMEL.

Cabinet de M. Jacques DURAMEL, avocat à Draguignan, 45, bd Leclerc, tél. (04) 86-00-35 - VENTE au enchères publiques au Palais de Justice à DRAGUIGNAN, le JEUDI 18 JANVIER 1979, à 14 h. 30, de

PLUSIEURS PARCELLES DE TERRE ET PROPRIÉTÉS

1^{er} lot - 17 HA 97 A 50 CA à STE-MAXIME-SUR-MER (Var) - M. à p. : 35.000 F

2^o lot - 14 HA 05 A 25 CA à LA GARDE-FREINET (Var) - M. à p. : 30.000 F

3^o lot - 37 HA 07 A 65 CA à STE-MAXIME-SUR-MER (Var) - Mise à prix : 70.000 F

4^o lot - 102 HA 41 A 58 CA à LA GARDE-FREINET (Var) - Mise à prix : 200.000 F

5^o lot - 53 HA 13 A 24 CA à LA GARDE-FREINET (Var) - Mise à prix : 100.000 F

Rédigé par l'avocat soussigné : Jacques DURAMEL.

VENTE sur folle enchère au Palais de Justice à PARIS, Chambre des saisies immobilières le JEUDI 25 JANVIER 1979, à 14 heures

UN IMMEUBLE A PARIS (1^{er})

4, RUE JEAN LANTIER

MISE A PRIX : 2.365.000 FRANCS

S'ad. M. J. FITREMANN, avocat à Paris (9^e), 11 bis, rue Portalis ; à Paris (18^e), 17, avenue de Lamballe ; M. DE POMEROL, avocat à Paris, 14, bd Reubert ; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; et sur les lieux pour visiter les vendredi 19 et mardi 23 JANVIER 1979, de 14 heures à 16 heures. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

Vente au Palais de Justice à Paris, jeudi 25 janvier 1979, 14 h. - EN UN LOT

APPARTEMENT - PARIS (9^e) - 16, rue des MARTYRS

à USAGE PROFESSIONNEL et d'HABITATION, comprenant : 60 ATELIER - PETIT ATELIER - VERANDA au rez-de-chauss. sur cour privée, bureau, salon, cuisine, WC av. droit copropriété et attachée M. à p. 572.000 F - S'ad. M. F. MOREAU, avocat, Paris-17^e, 106-45-54 et 768-45-52 ; M. J.-P. TOBART, avocat, Paris (10^e), 84, rue d'Englancourt, tél. 824-42-50 ; M. LACOUR, avocat, Paris (12^e), 4, rue Ernest-Lavasse ; à tous avocats près les T.G.I. de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre ; au greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de Paris où le cahier des charges est déposé ; et sur place pour visiter.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 25 janvier 1979, à 14 h. EN UN SEUL LOT

APPARTEMENT sis à PARIS (13^e)

121 à 127, avenue d'Italie

Mise à prix : 300.000 francs

S'adresser à M. CHARTIER, avocat, 24, avenue de l'Opéra à Paris (2^e), tél. 073-88-21 ; et à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

M. Xavier BENTAYOU-LATOUR, avocat, anc. avoué, demeurant à Bordeaux, 54, rue Saint-Séverin (tél. 48-02-97) VENTE au TRIBUNAL.

TERRAIN situé à BORDEAUX, Liendit « BACALAN »

connu sous le nom de « Domaine de Vieux Claveau »

Le jeudi 25 janvier 1979, à 15 heures, d'ur.

Superficie totale d'environ 49.50 m².

MISE A PRIX : 2.500.000 FRANCS

Saisie : Société Civile Particulière « VAL DE GARONNE PLAISANCE »

Vente Palais Justice Paris, jeudi 1^{er} février 1979, 14 h. - EN UN SEUL LOT

IMMEUBLE NEUILLY-SUR-SEINE (Hts-de-Seine)

18, r. Louis-Philippe, comp. BAT. 5 ÉTAGES + BAT. 1 ÉTAGE + BAT. 4 ÉTAGES

édifiés sur TERRAIN, CONTENANCE 3 A 37 CA

MISE A PRIX : 600.000 FRANCS

S'ad. S.C.P.A. P. NAVARRE, G. ALEMANT, C. LACROIX-FOURNIER, avocats à Paris (8^e), 122, boulevard Saint-Germain, tél. 526-96-23

Etude de M. H. LUNEAU, syndic, 21, rue Fiebreux, Toulon (Var), France, tél. 92-03-36 - Vente au enchères publiques le mardi 13 février 1979, à 14 h. 30, au Pal. Just. Toulon, d'une

USINE DITE MINI ACIERIE

dépendant de la liquidation des biens de la S.A. SUDACHEL

située dans la zone industrielle de

TOULON-EST à LA GARDE (Var) FRANCE

Sur la Mise à Prix de 11.000.000 de F après surenchère du débiteur

Pour tous renseignements s'adresser à l'Etude de M. LUNEAU, syndic.

Vente sur licitation, au Pal. de Just. à Paris, le 29 janvier 1979, à 14 heures.

TERRAIN avec petit bâtim. à VAIRES-SUR-MARNE (Seine-et-Marne)

48, rue de la Gare - Contenance : 471 m² LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION.

MISE A PRIX : 145.000 FRANCS

S'ad. M. QUENON, avocat, 27, av. de la Grande-Armée, Paris-16^e (500-01-44) ; M. ADDUC, avocat, 8, rue de Milan, Paris-8^e, et à tous avocats postulant près les Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

VENTE sur SAISIE IMMOBILIÈRE au PALAIS DE JUSTICE à NANTERRE, le MERCREDI 31 JANVIER 1979, à 14 h. - EN UN SEUL LOT

UN APPARTEMENT 5 pièces

dépendances sis à COURBEVOIE

43, avenue Marceau

avec les 975/200.000 des parties communes, cave au sous-sol et emplacement de parking - MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

S'adresser à M. Michel BOURDOIS, avocat, 18, rue d'Aguesseau, PARIS (17^e), tél. 526-57-02.

Le Monde

LA CONFERENCE INTERNATIONALE D

La peur du premier

La conférence internationale de la politique familiale du R.P.R. tenait ses premiers travaux à Paris, mardi 10 janvier, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Le thème de la conférence est la politique familiale. Le premier ministre a souligné l'importance de cette question et a annoncé que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour améliorer la situation des familles. Il a également souligné que la politique familiale est une priorité pour le R.P.R. et que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour améliorer la situation des familles. Le premier ministre a souligné l'importance de cette question et a annoncé que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour améliorer la situation des familles. Il a également souligné que la politique familiale est une priorité pour le R.P.R. et que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour améliorer la situation des familles.

La politique familiale du R.P.R. tenait ses premiers travaux à Paris, mardi 10 janvier, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing.

Le thème de la conférence est la politique familiale. Le premier ministre a souligné l'importance de cette question et a annoncé que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour améliorer la situation des familles. Il a également souligné que la politique familiale est une priorité pour le R.P.R. et que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour améliorer la situation des familles. Le premier ministre a souligné l'importance de cette question et a annoncé que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour améliorer la situation des familles. Il a également souligné que la politique familiale est une priorité pour le R.P.R. et que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour améliorer la situation des familles.

Le Monde

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1944. Il est publié par le groupe Le Monde. Le journal est connu pour ses articles de fond et ses analyses politiques. Il est considéré comme l'un des journaux les plus influents de France. Le Monde est également connu pour ses reportages et ses enquêtes. Le journal est publié en français et est disponible en version numérique.

Des certitudes aux hypothèses

larges secteurs de l'opinion publique. Pour n'en donner qu'un exemple, dans le domaine politique, l'emploi devenu courant d'une méthode moins aussi impartiale que les sondages est néanmoins révélateur d'une volonté nouvelle de certifier de manière objective les préférences qui se manifestent sur une question.

Certes, les changements motivés par des pulsions irrationnelles ou des idées préconçues sont sans doute encore dominants, il n'en demeure pas moins qu'on constate une nette évolution vers un recours à la méthode expérimentale dans un nombre croissant de situations. Les problèmes métaphysiques ne pouvaient échapper seuls à ce processus.

Dès lors, les « vérités » révélées s'estompent, il ne s'agit, peut-être plus, de chercher Dieu ou de lui trouver des substituts, mais de s'élancer à vivre sans réponses péremptoires et définitives à des questions auxquelles les sciences ne sont pas — pas encore ? — capables de répondre. Il n'est sans doute pas excessif de supposer que ce problème devient crucial non seulement pour les agnostiques mais même pour ceux qui, tout en se percevant comme

(1) Les colloques organisés à Royanmont sont : d'ici là, *Le Signe* (1974), *Le Signe et l'homme* (Pont-Saint-Espirit, 1975) et *Le Signe* (Jéramin (dit, Paris, 1978).

(2) Diderot, *Le Père Kermadec* (dit, Paris, 1978).

(3) Chaque système de croyances — aussi bien le christianisme que le déisme — a été étudié et analysé, invoquer en sa faveur l'adhésion d'un certain nombre de « savants ». On a pu constater que les conclusions quant à l'« valeur » respective, la situation, de « scientifique » n'est pas un acte permanent, mais qu'il est en constante évolution, tant l'individu qui poursuit une recherche en employant des méthodes, que le temps, ou le milieu de telles méthodes. Au sens strict qu'il convient de lui donner, le terme de « scientifique » ne saurait pas plus être considéré comme tel quand il se livre à des recherches que lorsqu'il dort ou se promène.

Les Églises sont invitées à redécouvrir l'essentiel de la foi au-delà des divisions théologiques et politiques

Il s'agit donc d'une conversion collective de la chrétienté tout entière à Celui qui s'est fait pauvre volontairement pour sauver tous les hommes.

Sans cette conversion, la marche vers l'unité sera faussée & jamais, et tous les engagements

personnes ?

pes de pression qui peuvent susciter l'inquiétude quant à l'avenir même du C.C.E.E.

Mises à part ces questions de personnes, la réalité du conflit est celle que le monde arabe connaît entre le Nord riche de la pétrole et le Sud pauvre. Au moment de vérité, qui ne devrait pas durer des décennies, consiste à ce que les Eglises du Nord acceptent de mettre en pratique leurs doctrines et leurs théologies. En se mettant délibérément à l'écoute du Sursaut des tribus. Et que les Eglises du Sud comprennent qu'elles doivent être solidaires de la réflexion théologique des Eglises traditionnelles.

Roormond (Pays-Bas) (A.P.). — Mgr Jean-Baptiste Gijzen, évêque de Roormond, vient d'excommunier deux prêtres de son diocèse, les pères Ed Medema, soixante-six ans, et Cor Van Der Spek, trente-neuf ans, pour avoir enfreint la loi ecclésiastique sur le célibat sacerdotal. Le premier n'est marié et le deuxième s'apprête à le faire. Les deux prêtres ont toutefois annoncé leur intention de continuer leur ministère sans tenir compte de l'excommunication qui les frappe.

[illegible]

CARNET

Dans la *Légende du Grand Inquisiteur*, Dostolevski imaginait l'impossible dialogue entre Jésus venu détruire les certitudes et libérer ainsi les hommes de l'assujettissement spirituel auquel ils sont soumis et le Grand Inquisiteur — symbole de l'Eglise — qui entend étouffer leur inquié-

Jean-Renaud et Micheline Garel,
Jean-Louis et Anne Caen,
Michel et Mary Garel,
Laurent Garel,
Thomas Garel,
Denis Garel,
Nathalie Garel,
ses enfants et tous ses petits-
enfants.
Mme Charles Lederman, sa sœur,
ont l'honneur de faire part du
décès de
Georges GAREL,
survenu le 2 janvier 1972.
Les obsèques auront lieu le
13 janvier, à 10 h. 45, au cimetière
de Bacquerot, porte principale.

pour le
 vrais solai
 de Dorin Guy
 26. Ave. George
 à partir du samedi
 20 jours

— Les familles Sacha, Weilert, Feyel et Benoit ont le douleur de faire part du décès de
Monsieur Gustave SACHS,
— né Young Benoit,
— le 5 janvier 1978, à Neuchâtel-sur-Saône.
La cérémonie religieuse a été célébrée le 10 janvier 1978, dans l'église de la paroisse, en l'absence de

emplacer les fleurs par des mèches
et intançons de prières.

Anniversaires

— Four, le deuxième anniversaire
du pèpèl à Dieu, de
Mme Esse CHAVAROCHÉ
et du septième anniversaire du décès
de son époux
M. Pierre CHAVAROCHÉ,
une messe de souvenir sera dite en
la basilique de Notre-Dame-des-
Victoires, à rue de la Banque,
à Paris, le dimanche 14 janvier
1933, à 11 heures.

VENDREDI 12 JANVIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 14 h. 45. 42, avenue des Gobelins, M. Oswald : « Manufacture des Gobelins ».
15 h. 13-14, rue du Centre, à Neuilly, Mme Legroszels : « Les automates au musée de Neuilly ».
15 h. 17, rue Fawart, Mme Penzance : « Histoire des théâtres lyriques » (Casse nationale des monuments historiques).
15 h. 18, rue Paradis : « Le Musée de l'Africain » (Mme Hager).
CONFERENCES. — 20 h. 15. 11 bis, rue Keopler : « Le Théophraste. Philosophie de l'action » (Loge unie des théophrastes), entrée libre.

« Indian Tonic »
ou SCHWEPPE'S Lemon.
Les deux SCHWEPPE'S.

SEED

et de 1.
et

L
2.

L'HOTEL DE CURE E RIGNY-LA-NONNEUSE EST ROUVERT

TONY CARTANO

le singe hurleur

ROMAN

"Tony Cartano s'affirme, à trente trois ans, comme un des meilleurs écrivains de sa génération. Avec le Singe hurleur, il fusionne un thème superbe, une pensée inquiète et grave, une écriture flamboyante... Ce livre qui embrasse la condition humaine, qui vole haut, est un événement." **André LAUDE/LE MONDE**

"Son singe nous emballa... Il est l'un des personnages les plus attachants et savoureux de cette rentrée romanesque." **Jean-Marc ROBERTS/LE MATIN**

"Un singe blanc, voilà qui est rare - rare comme un vrai talent de conteur, celui que possède M. Cartano... Son singe parle d'or. Sachons l'écouter." **Max Pél FOUCHET/V.S.D.**

Buchet/chastel 18, rue de Condé - 75006 Paris

Le Monde DE L'EDUCATION



APPRENDRE
A LIRE
A L'ECOLE
PRIMAIRE

NUMÉRO DE JANVIER

Bien démarrer dans l'apprentissage de la lecture, c'est pour un jeune enfant franchir une étape essentielle de son développement.

Pour les parents, comme pour les maîtres, cette période constitue parfois un casse-tête. « Le Monde de l'éducation » est allé voir dans les classes : quelles sont les méthodes employées, quels sont les bons manuels...

Egalement au sommaire :

Une nouvelle de Patrick Grainville (Prix Goncourt 1976). Les métiers de l'artisanat d'art. Apprendre gratuitement une langue étrangère à Paris. Des adresses pour la neige.

Le numéro de janvier est en vente partout : 6 francs.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 60 F pour onze numéros au lieu de 66 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ GRATUITEMENT l'un des numéros suivants :

- ☐ « Les lycéens », n° 63, octobre 1978.
- ☐ « La palmarès des universités », n° 61, juillet-août 1978.
- ☐ « Les débouchés du bac », n° 60, mai 1978.
- ☐ « Mal 1988-Mal 1978 », n° 58, mai 1978.
- ☐ « Les jeunes parents », n° 57, avril 1978.
- ☐ « Les livres d'enfants », n° 57, mars 1978.
- ☐ « Le vote des enseignants », n° 56, février 1978.
- ☐ « La politique au lycée », n° 55, janvier 1978.
- ☐ « Les jumeaux », n° 54, décembre 1977.
- ☐ « L'enfant et la ville », n° 53, novembre 1977.
- ☐ « Qui sont les étudiants ? », n° 52, octobre 1977.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander, en plus de votre numéro cadeau, d'autres numéros. Il suffit que vous rajoutez à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM
Prénom
Adresse

Je vous règle la somme de 60 F pour mon abonnement d'un an (onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal) à : l'ordre du « Monde de l'éducation », serv. abonnements, 18, rue des Italiens, 75247 PARIS - Cedex 08 - Téléphone : 346-72-23.

la vie littéraire

Les cousins romands

La littérature romande, à l'instar du franc suisse, se porte bien. Elle reste cependant la plus souvent mal connue en France, car si les auteurs les plus célèbres, de Rousseau à Cendrars, sont généralement annexés par les Français, les « gloires locales » ne suscitent, en revanche, à Paris, qu'une indifférence amusée. Comme l'écrit Etienne dans sa préface à Gesteiger, « si l'écrivain romand se veut, se sent le frère des écrivains français, ceux-ci trop souvent le traitent en cousin ». Précisons : en cousin pauvre.

Maurice Gesteiger, ancien professeur de littérature comparée à l'université de Lausanne, a tenté dans la Nouvelle Littérature romande (éd. Belfort Galland, 22, rue du Lac, 1500 Vevey (Suisse), 141, (021) 87-71-82, 247 pages) de tracer un panorama de la vie romande romane documentée et richement illustrée. Cet essai permet de situer l'apport de critiques comme Jean Starobinski ou Marcel Raymond, de romanciers comme Georges Haldas ou Etienne Bariller, de découvrir des poètes comme Gustave Roux ou Alexandre Voisard. On reste néanmoins surpris par certaines omissions, telles celles, entre autres, de Daniel Wilhem, auteur d'un ouvrage sur Blanchot et animateur des Cahiers « Argo », de Michel Contat, de Roger Laymiller, l'un des meilleurs connaisseurs de Groddeck. Absences significatives, car l'ouvrage de Maurice Gesteiger est bien « suisse », dans le sens péjoratif du terme, c'est-à-dire sans audace et sans imagination. — R. J.

Que faire ?

Venus des divers horizons de la gauche et de l'extrême gauche, ils ont confronté leurs connaissances théoriques et leur pratique. Hors des chapelles, ce petit groupe a confectionné un méchant livre, affublé d'un merveilleux titre, Pourquoi ? Comment ? Pour quoi ? qui se veut une contribution à la conception communiste du monde et qui contient, à maints égards, de judicieuses réflexions. Suivant la démarche de Poltzer, il y a quarante ans, et sans partager tous ses points de vue, ils ont réussi, sous le couvert d'un pseudonyme collectif (Camille Broux), à écrire un texte théorique à la portée de lecteurs de milieux culturels différents.

Le livre, tiré à trois mille exemplaires et au prix modique de 16 F pour 190 pages, est vendu pour l'essentiel par ses auteurs. (Ecrire : Camille Broux s/o les Imprimeurs libres, 14-16, passage des Soupirs, 75020 Paris.) On le trouve aussi dans les librairies qui disposent d'un rayon politique.

A voir le follement actuel des textes marxistes, qui a dit que Marx était mort ? Ce cadavre fait beaucoup d'enfants. — B. A.

Du nouveau sur Popper

L'œuvre de Karl Popper n'est pas inconnue en France : son principal ouvrage, La Logique de la découverte scientifique, a même été traduit chez Fayot en 1973. De ce livre, Jacques Monod disait qu'il est « l'un des rares ouvrages d'épistémologie où un homme de science puisse reconnaître, sinon parfois découvrir, le mouvement même de sa pensée ». Et de fait Popper considère que la philosophie n'a pas à régenter la science, mais bien plutôt à se mettre, modestement, à son écoute.

C'est sans doute cette attitude qui lui a permis de réaliser un immense travail de réflexion sur la nature et les méthodes de l'objectivité scientifique. — œuvre qui, dans les pays anglo-saxons, est aujourd'hui devenue classique. Chez nous, en revanche, sa diffusion est encore lente. Pourtant la très sérieuse librairie Vrin vient d'ouvrir ses portes au grand épistémologue d'origine autrichienne : René Bouveresse, maître-assistant de philosophie à l'université de Strasbourg, y publie, en effet, une étude, à la fois complète et accessible, intitulée Karl Popper ou le rationalisme critique.

Au même moment — c'est sans doute un signe des temps — les éditions Complexe annoncent la parution de la première partie de la Connaissance objective, l'un des derniers ouvrages de Popper encore inédits en français. Ces deux livres constituent donc une excellente occasion de se rendre compte qu'au vingtième siècle le travail philosophique le plus sérieux n'est pas toujours celui qui fait le plus de bruit. Et que Popper, bien loin d'être un positiviste parmi d'autres, a toujours combattu les thèses du Cercle de Vienne, et estimé que l'activité métaphysique méritait autant de respect que le travail scientifique lui-même. — C. D.

Pascal Bruckner

dans le Transsibérien

Un peu comme Blaise Cendrars, Pascal Bruckner est né à déchiffrer tous les textes occultes des roches du Transsibérien et « rassembler les éléments épars d'une vision, de ce monde, éparpillés dans l'immensité d'un voyage fou ».

Certes le voyage n'est plus ce qu'il était, et le fameux Transsibérien n'est plus le train du merveilleux et du mythe. Durant une bonne semaine, Pascal Bruckner a vécu heure par heure l'aventure d'une mythologie en pleine dégradation, le rêve perdu de nostalgie. Ce n'est pas pour faire du tourisme de musée « une activité humaine qui sent la névrose », dit-il, mais pour aller d'un point à un autre sur la carte du monde. C'est pour la traversée elle-même, pour ce qu'elle lui apporte

de surprises — bonnes et souvent mauvaises, — de rencontres étranges et souvent pitoyables. Il relate que ce voyageur est un adolescent qui joue avec les mots et les lettres comme dans son premier roman Monsieur Tao et qui s'amuse à décrire la ligne du Transsibérien sur la carte, « un collier passé au cou du monde, une corde à linge tendue d'un bout à l'autre de l'Asie et sur laquelle s'échangent trois nations, la Russie, la Mongolie et la Chine. La Mongolie est une petite culture qui se balance en plein air... Il faut lire ce petit livre qui restitue toutes les odeurs qui voyagent dans ce long train et qui décrit les hommes et les lieux ».

Pascal Bruckner est descendu de ce chemin de fer, « un chemin de l'enfer », un peu déçu, mais comme il dit : « La déception n'est peut-être qu'une catégorie du merveilleux. » (Le Seuil) — T. B. J.

* NOSTALGIE. — L'EXFESS, de Pascal Bruckner, les Editions des Asphères, 44, rue de Richelieu, 75001 Paris, 88 pages, 23 F.

Le portrait d'un « terroriste »

De Mick Collins, on vous parlera encore à Dublin, quand avec le début de l'été, l'été de Dublin, le Dublino, l'autobiographie de Sean O'Casey, poèmes de Brendan Behan corroborent l'image d'un Michael Collins humain et chaleureux, ogre pourtant aux yeux de Whitehall. D'ailleurs, les mémoires ont également conservé la trace des tristes exploits de la puissance colonisatrice.

Sous une couverture qui, hélas ! n'est pas belle (et c'est dommage pour le contenu), un livre de choix, documenté, précis (1). Le ton, peut-être, est trop romanesque pour un livre d'histoire ou pas assez pour une épique populaire, mais avec un sujet pareil, il était difficile de faire autrement : la « bonne cause » est trop juste, les « gentils » sont trop attachants ; les « méchants » sont trop odieux, leurs arguments trop fallacieux. Partir de l'auteur ? Certes, depuis son Histoire de l'Irlande, il y a cinq ans, on sait de quel côté penche le cœur de Pierre Jonsson.

Contre les hauts faits des héros ne sort de rien à l'avenir n'en tire pas d'enseignement. A « sept », récemment, les grands pays industrialisés se sont entendus pour lutter contre le « terrorisme ». Mick Collins, en son temps fut un « terroriste » ; c'est maintenant un libérateur. Quant au gouvernement actuel se soit heurté Collins et les républicains irlandais, il était et reste réputé « démocratique ». — F. N.

(1) Mick Collins et la naissance de l'IRA, par Pierre Jonsson, La Table ronde, 49 F.

en bref

• LE PRINCE M.-EX-NE-LOUIS-MAURICE a été décerné par l'Académie des sciences d'outre-mer au journaliste africainiste italien Attilio Grandi pour son livre « Le Dossier du Sahara occidental », paru aux Nouvelles Editions.

• LE VOYAGE AU BOUT DE LA RUE, de Louis-Ferdinand Céline, a fait l'objet d'une édition de bibliophilie (éd. d'Art les Héros clairs, 18, rue Bonaparte, 75006 Paris, 72 F, 128 p., 32 illustrations de soie et trois lithographies originales de Marc Deanty).

• L'OUVRAGE D'ALAIN MILLET, l'histoire de l'antidémocratie, fait l'objet d'une nouvelle édition revue et mise à jour (éd. Henri Veyrier, 468 p., 59 F).

pour la Belgique : Monique Fassin, 181, rue F.-Dassier, 1300 Bruxelles.

• UNE NOUVELLE MAISON, ENCEintes (H. rue Dauphine, 75001 Paris 62, 226-90-12, dir. Sig-Diffusion, 77 - Crécy), animée par Gérard Sakon et Michel Coquery, se propose de publier à six livres par mois des livres de littérature générale, soit documentaires. Des le mois de mars, une collection de tomes littéraires, intitulée « Sur les traces de... », et dirigée par Olivier Ilon, accueillera des relations de voyages d'écrivains. Les ouvrages seront complétés par un guide des lieux évoqués et de l'itinéraire décrit. Flaubert en Bretagne et Maitland en la Côte d'Azur inaugureront la collection.

• UNE NOUVELLE COLLECTION, intitulée « Fureurs du temps », est annoncée aux Editions Ramsay pour la fin du mois de mars. Cette collection, ouverte à ceux qui ont « envie de dire leur colère », veut rompre un climat « stérilisé et terni » et publier des textes scientifiques, de journalistes, d'écrivains et d'artistes de familles philosophiques et politiques différentes. Parmi les premiers auteurs à publier dans cette collection, on note les noms de P. Bourgeois, de M. Butel, de R. Pividal, de J. Sternberg, etc.

• UNE ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA POÉSIE, vient d'être créée par une trentaine de poètes (reun. : Pascal Fabre, 118, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris ; tél. : 222-71-29).

• LE SYNDICAT DES ECRIVAINS DE LANGUE FRANÇAISE (SELF, c/o C.R.L.L., 1, rue de Courcelles, 75008 Paris) a désigné sa nouvelle commission exécutive, qui comprend notamment Marie Cardinal (présidente), Françoise Cardon (vice-présidente), José Féron (secrétaire), Jean Bonney (secrétaire adjoint), Jean Bigier (trésorier), etc. Le SELF veut porter son action, cette année, sur les « langues et les mythes » de la loi de 1957 qui régit la propriété artistique et littéraire ainsi que sur les « usages » des contrats d'édition.

• EX-VOTO DU TERRORISME MARSEILLAIS, catalogue d'une exposition qui a lieu actuellement à Marseille (jusqu'à fin janvier), réunit une très riche iconographie sur ces éléments traditionnels de la pitié et de la foi populaire depuis les dix-huitième siècle (archives de la ville de Marseille, 1, place Casti, 13001 Marseille, 36 F.).

vient de paraître

Histoire
JEAN DEVOSSE : César. Marius. — Comme le vainqueur de la guerre civile, César a été l'homme de la guerre civile. (Tallandier, 360 p., 60 F.)

Documents
ABOU IYAD : Palestiniens sans patrie. — Une série d'entrevues de notre collaborateur Eric Rouleau avec le responsable des services spéciaux palestiniens. (Ed. Fayard, 361, 52 F.)

Anthologie
COLLECTIF : Anthologie. — Une anthologie de la poésie slovaque contemporaine préface par Miles Tomick. Trad. et adaptation de Jean Rousselot. Gravures d'Albin Bravovský. (Ed. Ovale, 17, rue de Chevreuse, 75020 Paris, 251 F.)

Essais
JEAN WEISGERBER : L'Espace romanesque. — Une étude de la vision spatiale des romans et de la structure de l'espace dans la littérature romanesque du XVIII^e siècle. (L'Age d'homme, 266 p., 45 F.)

Julien Beck : La Vie de théâtre. — Par le fondateur du Lieux Théâtres, une réflexion sur les aspects idéologiques et artistiques du théâtre d'aujourd'hui. Avant-propos de Daniel Guérin. Trad. de l'anglais par Francis et Albert Vanden. (Gallimard, 319 p., 80 F.)

Daniel Klerman : Pédagogie de la dérive. — Les rencontres et les méditations d'une pensée en transhumance. (Gallimard, 177 p., 40 F.)

Récits
JEAN-BENOIT PUECH : La Bibliothèque d'un amateur. — Une réflexion sur l'art à travers une suite de récits. (Gallimard, 160 p., 39 F.)

Annales
ANASSIEV : Contes russes. — Traduits par Edina Bonick. L'excellente collection des contes populaires russes réédite cent contes typiques, selon l'édition d'Alexandre Anassiev (1826-1871). (G.-P. Maisonneuve et Larose, Paris, 395 p., 98 F.)

Ethnologie

JOSE LOPEZ-FORTILO : Ovest. — Par l'ancien président du Mexique, une méditation sur la théologie indienne. Avant-propos de Jacques Soustelle. Trad. de l'espagnol par R.-C. Candau et G. Cabré. (Ed. Gallimard, 233 p., 42 F.)

Quand il analyse l'amitié entre Drieu, directeur de la N.R.F., sous contrôle nazi, et Paulhan, ex-directeur démissionnaire, qui était la Résistance, c'est bien sûr sa propre et surprenante amitié à lui, Malraux, avec Drieu qu'il veut cerner. Il en offre une image multiforme, allant de la publication des Conquérants jusqu'à l'étonnante dernière lettre que Drieu lui adresse à la veille du suicide. Quelques jours avant sa première tentative de mise à mort, Drieu écrit : « Je suis épouvantablement chrétien que Malraux ne soit plus communiste ».

L'interview se situe proche de Paulhan. Il est, comme lui, un « homme de la différence » : nous regardons les cultures en ethnologue... Il se sent loin de Gide Valéry ? « Un Spinoza qui n'aurait pas écrit l'Éthique ? » Celine ? Il distingue celui qui a vécu et celui qui invente. « Seule l'expérience humaine est la garantie d'une œuvre durable. L'inventive pure, elle, ne reste pas ».

Malraux nous tend ici des clés nouvelles pour les Antimémoires : par six fois, et à la fin explicitement, il cherche une réponse à sa question cruciale : « Qu'est-ce qu'on peut transmettre aux hommes en dehors de l'intelligible ? »

DOMINIQUE DESANTI.

* EX-INTERVIEWS AVEC ANDRÉ MALRAUX SUR DES ECRIVAINS DE SON TEMPS, de Frédéric J. Groves (1959-1976), 148 pages, 128 p., 9 F.

Un entretien donne toujours et d'abord le portrait secret de l'interviewé. Sa réussite dépend donc du portrait de l'intervieweur. Ils ont été nombreux face à Malraux. Frederico Groves, mi-Français, mi-Anglais, professeur à Vancouver, envisage son modèle à une distance qui ravive le regard. Cela oblige Malraux à une simplicité inhabituelle, à l'essentiel, à l'interrogation. Mais, en sous-entendu, c'est toujours de lui-même qu'il parle, que le prétexte soit Drieu, Barrès, Paulhan ou Celine.

Un portrait de Malraux

Un portrait de Malraux

150

poésie

Le paradoxe de Lorand Gaspar

Cette fragilité précieuse, Lorand Gaspard la traduit non point en une prose didactique, mais par une sorte de grâce communicative, où l'on peut retrouver maints échos de la pensée persane ou coranique de la haute époque. C'est un acte de foi et de parfaite honnêteté.

L'allegro de Jean Pérol

Un tournoiement d'images
désolées — feux mortuaires érodés,
carcasses blanchies, Sahel or-
qué — évoque le règne du
« sec », du silence désertique
auquel s'arrache le « rythme
transitoire » d'une parole. Prés-
ence trahie par ce battement
de bête en cage, quelque'un est
là, qui résiste, refuse, renâcle,
en sursauts cabrés, contre l'in-
différence, contre l'usure. Et
soudain jaillit un « allegro
sciaté », vibrant scolar.

« Passez reines passez grande
tambours de l'été. » Entre ten-
dresse et désir, une sorte de
chant baudelaire appelle l'en-
fant, le cœur, enfilant les
cheveux, caressant l'opulence, et
la finesse, le sang lourd,
l'éblouissement, petite charnelle
— comme par le fusil de l'om-
bre et du plaisir. Les camélias
brûlent, la lumière se convulse,
C'est — l'été-bonheur — brûlant
comme neige incendiée.

MONIQUE PETILLON.

★ MORALE PROVISOIRE, de
Jean Férol, Gallimard, 128 p.,
45 F.

Extrait

noir d'éveillé où les mains déverrouillent puis : —
 volet ouvert achève sa course dans les roses
 un bruit de baguette dans le sable freinée
 les hirondelles rament les dés du ciel été
 les pianettes jaillissent jusqu'au passage le vent
 le sang pulse l'œil cilie et les côtes s'écartent
 l'haleine voile au passage le miroir aoroché
 les se debout devant la terre pour encore quelques temps
 le centre ébloui de l'oeil se déstabilise de la forêt
 les sautes c'est l'airain c'est l'intime le visage
 de plus en plus les matins sont des portes qui s'ouvrent
 le corridor : sa pupille finale où palpitent
 le musique et l'or doux de la mort
 le corridor
 les corps s'y rident et rien n'y dort
 l'air amour et pair passent poussés de plus en plus
 l'implacables les portes dans le dos se referment
 puis
 volet ouvert achève sa course dans les roses
 volet battant qui ne bat plus
 volet —

Les interrogations d'une femme de quarante ans

Ces qui m'avait, dès le début, trappé dans les récits de Charlotte Crozet (quatre heures, sans compter celui-ci) était la manière habile et, en tout cas, insistante, dont elle décrivait la psyché de ses personnages et l'aisance avec laquelle elle se laissait aller à l'émotion. Point de comportement pudique. Rien qui ne présentât sans l'illusion à son envers. Et si l'auteur utilisait une forme quasi traditionnelle et parfaitement accessible, chaque scène, ou, plutôt, chaque phrase laissait apparaître l'autre phrase, l'autre image, la scène imaginaire, et l'inconscient qui dirige le jeu, ou, tout au moins, le permet.

Voie priorie, le livre d'aujourd'hui, présente le même caractère de simplicité dans sa forme que les précédents. L'objet du roman est traité avec rigueur. Ni plus, ni moins actuel que la description de l'enlème, de l'image réversible, que nous sommes, chacun de nous, et pour l'autre et pour soi. Si cet autre est quelquefois, à sa surprise, le lecteur lui-même, quel est l'arabesque du livre ? Bénols, au nom presque oublié d'elle-même, la narratrice. C'est une femme de quarante ans, donc encore jeune, mariée avec des enfants. Personnage, femme fragile et pourtant décidée, elle nous apparaît dans une situation que rien ni personne ne lui donne vraiment l'assurance d'être née. Stupéfaction, ironie de se sentir devenue corps flottant à la surface de la vie : *« Nulle part, dit-*

elle, on ne s'insultait, il est toujours l'heure de partir... Nul endroit où me rendre, aucun terminus. »

Qui pourrait lui donner la certitude d'être là, la certitude d'arriver vivante quelque part, sinon la Mère ? Bénole ne se souvient que de l'organisation de l'enfance où l'on est à l'abri comme dans le ventre maternel. « La mort ce n'est rien, ce n'est qu'un horrible accident. La séparation la plus cruelle, ce se passe autrement. On vous arrache à votre mère, un beau jour de soleil. » Symbole ou métaphore, le secret de Bénole, l'histoire sonteraient de son comportement dans cette phrase. Mais la recherche de la mère, d'une mère, est-elle véritablement la cause de son double sens d'usage et de privation) qui ne peut mener que vers un passé lui-même étroit, inutilisable.

Alors, dépareillée, dépourvue de futur, séparée du présent, la jeune femme va verser du fond d'une solitude amère. Les aventures qu'elle raconte, les autres, les amants successifs (qui n'en font peut-être qu'un seul, chargé de faire réapparaître la mère), le plaisir et l'humiliation qui l'accompagnent, sont des témoignages, on des prétextes, de l'affirmation en quelque sorte sado-masochiste de soi. Peines perdues pour elle. Bénêso sera toujours éparable, coupable de n'être pas dans l'espace, mais cet espace n'est celui d'une absence. Grande énigme, et question fondamentale ? Peut-être.

Quant au lecteur dont je rap-
pels l'existence, il ne peut
rester indifférent, ou à l'écart,
de ce scénario fantastique d'une
analyse sans analyste.

ANDRÉ DALMAS.
★ VOIE PRIVEE, de Charlotte
Crozat-Gallimard 182 n. 32 E.

Vict

correspondance

Une mise au point sur Chester Himes

Denis de Manolès des *livres*
 du 5 janvier, Claude Courthay
 a rendu compte du nouveau
Chester Times qui est paru au
 jour d'aujourd'hui. C'est un livre
 de viol, et il a accusé sa déception.
 Michel Faure, professeur
 à Paris II et directeur du
 Centre d'étude afro-asiatiques
 de la Sorbonne, a traduit le
 livre, y voit un malentendu.
 On aura tout vu — même le
 monde voter en quelques lignes
 une loi qui n'est que la même
 qu'il ne correspond pas aux
 préconceptions d'un lecteur.
 Lorsque M. Courthay a écrit
 que les lois de discriminations
 raciales reviennent à « enfoncer
 une porte ouverte », cela est
 l'entendement du procès de quatre
 Noirs. Mais il n'a pas dit que
 ses opinions n'engagent que lui. Il
 est également libre de fantas-
 mer, à sa guise sur une conver-
 sation de deux personnes. Il n'est
 d'ailleurs de ne pas rencontrer
 Ed. Cernelli et Fosseyeur dans
 l'affaire de viol. Mais d'où tire-
 t-il son titre ? Il n'est pas un
 y maldonne quand il suffit de
 lire la première page de la pré-
 face pour être fixé ?

mans policiers viennois, au mépris des sept réclats de Elmes qui n'appartenaient pas à ce genre, accuser l'écrivain de dérogé à sa soi-disant « manière habituelle », voilà qui relève d'une singulière outrecuidance. Elle ne saurait être que le résultat d'un coup de maître Elmes « hors de lui » à son numéro du 5 janvier lui tombait sous la main ! Alors que la presse française aborde *Affaire de viol* avec sérénité et compréhension, est navrant de voir notre journal, qui consacrait naguère à Chester Elmes une double page littéraire, ne pas trouver aujourd'hui quel'un qui puisse sortir de la série noire d'un tel homme !

[L'humanité commerciale fait vendre un produit sous un emballage adéquat. La jaquette du dernier « Nimmis » est faite pour racrocher les amateurs de violence qui, en effet, se sont déçus. La faute à qui ? Quant aux autres, ceux à qui le racisme répondra, cette même jaquette les renseignera. Les Editions des Autres devraient choisir plus clairement leur cible. — C.C.]

Un ouvrage sans équivalent
qui constitue le livre cadeau idéal

Jean Guillou

titulaire des grandes orgues de St-Eustache à Paris


L'orgue Souvenir et Avenir

Un voyage fascinant et magique au pays de l'orgue
Jean Guillou analyse l'instrument sous ses aspects
les plus étranges, les plus méconnus
et nous livre ses secrets.

Buchet/chastel
18, rue de Condé - 75006 Paris

Victoria

par Anka Muhlstein



Portrait de la reine en jeune fille triste,
 en épouse comblée, en souveraine triomphante,
 en mère castratrice, en veuve abusive,
 en douairière misanthrope
 et en grand-mère de l'Europe.

Gallimard

ANTHONY BURGESS

ROME SOUS LA PLUIE

**Editions
SEGHERS**

Lettres étrangères

Les « vies imaginaires » de Savinio

• Quatorze biographies singulières.

FERRER du peintre Chirico, Alberto Savinio est un écrivain dont l'importance commence — enfin — à être reconnue. C'était un homme étrange qui était fasciné par la littérature, et qui, cependant, se comportait, face à la littérature, en « amateur ». Il écrivait des textes merveilleux comme par distraction. Il avait le goût des pirouettes, et faisait mine d'improviser alors même qu'il disait des choses graves.

Il a raconté par cent traits épars son enfance en Grèce : autant de facettes qui composent une tapisserie, chatoyante certes, mais un peu triste. A Munich, il fait de la musique avec Max Reger. A Paris, Guillaume Apollinaire lui demande des textes pour les *Soirées de Paris*. Il écrit en français les *Chants de la mi-mort*, qui, en font un représentant incontestable de la modernité. Mais lorsqu'il retourne en Italie, et à sa langue maternelle, c'est pour se joindre au groupe de la *Ronda*, dont le néo-classicisme est d'ivresse. Puis, comme son frère aîné, il se voue à la peinture. Sa dernière métamorphose en fera un auteur dramatique. Il est cosmopolite avec naturel, — et touche-à-tout avec génie.

Quatorze partitions inimitables

Il avait entrepris de raconter la vie de quelques personnages célèbres, mais à sa façon. Il en résulta le présent ouvrage : *Hommes, racontés-vous*, qui regroupe quatorze biographies singulières. Non pas que ces vies d'« hommes illustres » soient en elles-mêmes et par elles-mêmes étranges ! La singularité n'est pas dans l'existence du héros réel, mais bien plutôt dans le regard que Savinio pose sur cette existence, dans l'approche de biais qui est la sienne, dans le choix que fait le scripteur des points forts de la biographie.

Je pense que Savinio se serait entendu à merveille avec Marcel Schwob, auteur des *Vies imaginaires*, sur ce point précis : que l'essentiel n'est pas dans le général, mais dans le particulier. C'est le détail qui fait tout.

« L'ETHNOGRAPHIE »

Le N° 78 (nouvelle série), vient de paraître :

- Cl. de FRANCE : Cinématographie des rites.
- COLLETTE MURIN : Les « Males » dans la France du Nord-Est.
- Serge TOURNAY : L'énigme des Miroirs de l'Inde.
- Jacques DOURNÉ : SAM NAM le Mage et le Blanc.
- Auguste VIATTE : Notes sur la légende et la vaudou.

Il reste quelques exemplaires du N° 74/75 sur le Chamanisme sibérien « VOYAGES CHAMANIQUES » 200 p., 42 illustr., 80 F.

GARALDA - 90, rue Bonaparte, Paris (6^e)

APHRODITE CLASSIQUE

Tout les chefs-d'œuvre de la sculpture antique

Galerie de Leticia Dom Bougrie

Philippe Louys, Maître de l'art

Isidore Louys, Adressé à Roumbo

eurédif 10

2 bis, rue de la Baume 75006 PARIS - 66115 59

Nom _____

Adresse _____

BON POUR CATALOGUE GRATUIT



* Dessin de CAGNAT.

Colodi est le créateur de Pinocchio : cela, tous le savent. Mais les rapports de Colodi avec la diva bottelle ? Il en va de la même façon dans l'admirable texte que Savinio a consacré à Isadora Duncan. Et de la même façon encore dans sa « récréation » de Nostradamus.

L'auteur affirmait qu'il avait voulu transposer ces trois hommes et une femme, qui sont les quatorze strophes de son livre, en autant de lièvres d'opéra. « Plus ou moins profondément pris dans la gélatine de l'histoire », ces héros qui tiennent autant au réel qu'à la rêverie, Alberto Savinio avouait qu'il avait simplement tenté de « les mettre en musique ». Et c'est vrai ! Mais quelle réussite ! Il y a, dans *Hommes, racontés-vous*, quatorze partitions inimitables.

L'humour, ici, se combine avec une compréhension intime. Combien il les aime ses marionnettes ! Et combien il fait danser autour d'elles la chorale et le ballet des mots ! Cela vibre, devient aérien, s'envole. On rit mille fois au fil de la lecture, mais on s'inquiète plus encore. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'Alberto Savinio avait une connaissance parfaite et complète des fantômes. Il avait jadis approché, au temps de son « modernisme », les fantômes, mais il s'agissait là de fantômes de papier. Ceux-ci, qui sont dans *Hommes, racontés-vous*, sont de vrais fantômes : des morts qui ne sont pas morts. Pas plus d'ailleurs que n'est mort, à Rome, en 1963, Alberto Savinio. Ce sont là de fausses nouvelles ! Il est passé tout vivant dans les vitrolles et le bondissement de son écriture.

HUBERT JUIN.

* HOMMES, RACONTÉS-VOUS, d'Alberto Savinio, traduit de l'italien par Claude Pons, Editions Gallimard, 317 pages, 80 F.

ANNE PHILIPPE

L'ECLAT DE LA LUMIÈRE

Entretiens avec Marie-Hélène Vieira da Silva et Arpad Szenes.

Tous deux possèdent au plus haut point le don d'intensité de vie. Chaque jour, je pourrais dire chaque instant, est vécu par eux avec une force extraordinaire, d'où jaillit sans doute leur pouvoir de création et leur rayonnement.

A.P.

GALLIMARD

le FOU

Revue d'art et d'humour

Numéro 9

- LA MORT
- L'AUTOGESTION
- E. M. CIORAN
- LES NOUVEAUX ROMANTIQUES

En vente partout 10 F et 10, rue de la Félicité, 75017 Paris

Abonnements : 6 numéros 50 F - 12 numéros 100 F

DIMITRI T. ANALIS, TABAR BEN JELLOUN, FRANÇOIS BOTT, TONY CARTARO, CHAVAT, EDMOND DELEBERT, DESGLOZEAU, CONRAD DETREZ, ANDRÉ FRANÇOIS, MAURICE HENRY, GUSTAVE JOYEUX, KERLEBOUX, OLIVIER LASCAULT, ANDRÉ LAURE, OCT DE MATHIASANT, MARCEL MORREAU, OLIVIER O. OLIVIER, GERALD POUSSIN, PUIG ROSADO, ANDRÉ RUELLAN, EMMA SANTOS, RONALD SEARLE, LOUIS SCUTENAIER, LEON SCHWARTZENBERG, ALAIN THOUFFLET, ROLAND TOPOR, CHRISTIAN ZIMMERT, etc.

Ernesto Sabato ou l'Edipe devant la Sphinx

PUBLIE pour la première fois en 1946, dans la collection « La Croix du Sud » dirigée par Roger Caillols, le premier roman de l'écrivain argentin Ernesto Sabato, fait l'objet d'une réédition, dans une nouvelle traduction, chez l'éditeur qui avait, entre-temps, publié *Alejandro* (1), en 1967 et *L'Ange des ténébreuses* (2) en 1978 : les deux œuvres qui ont consacré la réputation de leur auteur.

La comparaison entre les deux éditions — on pourrait presque dire les deux versions — est intéressante à plus d'un titre. Surtout si l'on fait l'effort de lire, ou relire, la première en oubliant ce que l'on a découvert ensuite de son auteur, et si, tout au contraire, on lit la seconde en se référant aux œuvres postérieures.

Même les maladresses, les hispanismes, la gaucherie de certaines tournures de la première version prennent alors un charme de bois mal équarré, grossièrement taillé, qui s'est aux livres de début. Mais la seconde lecture permet de mieux dégager la naissance des thèmes qui vont nourrir l'œuvre ultérieure.

Le plus immédiat de ces thèmes, c'est ce qu'Eugène Debit avait qualifié de « mal de vivre », l'inadéquation, entre une

(1) (2) Voir « Le Monde des Livres » des 15 février 1967 et 17 décembre 1978.

certaine exigence d'absolu et le relatif de ce que la vie vous apporte. Divorce qui va jusqu'à la tension. Tension qui se hâte au paroxysme de l'obsession et de la paranoïa. D'autant que cet absolu, c'est le narrateur-héros qui le projette sur son relatif objet, qui en fait le sujet de sa hantise et de sa revendication.

Le combat dans la nuit

Ici, un artiste, un peintre, qui, dans une visiteuse en contemplation devant un de ses tableaux, un détail de ce tableau, a cru reconnaître le signe d'élection, l'autre idéal. Et dès lors la poursuite, avec les armes terrestres de la conquête : le siège, la persuasion, la persécution, la séduction. Et la conquête. Et la vainc. Et la conquiert. Mais son esprit toujours plus exigeant ne peut se satisfaire de cette possession. Il doute. La vie résiste aux mythes. Il lui pour ne pas perdre.

Dans *Alejandro* comme dans *L'Ange des ténébreuses*, le narrateur-héros — il faudrait mieux dire le chercheur, le quêteur, — est un écrivain. On retrouvera donc ce même thème du créateur aux prises avec sa création, ou plus exactement ses créations, exigeant non pas que ses

personnages ressemblent à leurs modèles, ce qui serait de son ressort, mais que ses modèles se calquent sur les personnages, ce qui n'est plus de son pouvoir. D'où cette poursuite vaine, ce combat dans la nuit, cette référence constante aux forces obscures, qui le contrarient, qui le fascinent, dont les aveugles sont l'incarnation visible, apparente dans toute l'œuvre, comme la partie émergée d'un iceberg dont le corps serait le mal.

La lutte du bien contre le mal, ou plutôt de l'esprit contre la matière, ou contre la chair, inspire toute l'œuvre. La femme distille au centre de cette œuvre. A la fois comme but à atteindre. Comme épreuve pour l'initiation. Comme symbole de l'esprit. Mais en même temps comme incarnation de la matière, de la résistance de la vie à la projection du rêve. Comme condition indispensable de la réussite. Mais comme facteur involontaire et tellurique de l'échec.

Il n'est donc pas étonnant que les aveugles jouent un rôle si déterminant dans l'œuvre. Le héros est un Edipe devant la Sphinx, qui répond aux questions énigmatiques mais échoue devant l'énigme essentielle, laquelle le brûle jusqu'à la mort opaque.

PAUL MORELLE.

* LE TUNNEL, d'Ernesto Sabato. Traduit de l'espagnol par Michel Bédard, Le Seuil, 140 p., 34 F.

Gertrude Stein : le retour en Amérique

• La pratique d'une écriture vouée à elle-même.

LA géographie, cette épaisseur permanente des sols et des climats, où s'élaborent nos dramaturgies futures, c'est de toutes les composantes de l'histoire, ce que Gertrude Stein accepte et reconnaît. Non qu'elle esquisse des tableaux, décrive des paysages ou des intérieurs, mais le texte est bien pour elle un terrain vaste, étendu, d'où elle parle et dont elle parle : un espace qu'elle arpente, celui de la pensée.

Deux ouvrages parus il y a quelques mois initiaient à ses voies singulières, ses techniques dévotantes, sa redoutable simplicité. C'étaient un roman, *Ida*, et l'*Autobiographie de tout le monde* dans laquelle, savamment naïve, arrogante, elle raconte son retour triomphal à son lieu de naissance, les Etats-Unis, qu'elle retrouve en 1934, de passage comme conférencière, âgée de soixante ans, et après trente et un ans d'absence. A quel point ce retour ébranle profondément cette femme puissante et fragile, en quête de ses identités, cette petite-fille d'émigrés allemands, et qui avait refait leur trajet,

mais en sens inverse, pour venir vivre en Europe, à Paris — l'*Histoire géographique de l'Amérique* le révèle, méditation acharnée, mise en dérapage de tous les points fondamentaux de l'insertion au monde et à l'écriture.

Entre - Atlantique, Gertrude Stein semble avoir retrouvé le sens d'une étendue physique liée à celle des structures mentales, avoir éprouvé la proximité des forces premières, la violence de la terre même en milieu urbain, dans ces villes indomptées, à la save capricieuse et qui grandissent, se dégingent, se fripent et se réajustent, comme sur des d'orpailleries vivaces et vulnérables.

Elle se rappelle être née pour « remplacer » un frère mort bébé, alors que ses parents avaient chiffré d'avance à cinq le nombre de leurs enfants : « Si tout le monde ne mourait pas il n'y aurait pas de place pour ceux qui vivent maintenant ». La naissance se rabat sur la mort et Stein se débat à même la vie pour imposer sa présence livreuse. De toute sa corpulence, de tous ses rythmes qui rappellent les souffles du jazz, elle paragne la mort depuis son propre espace, une langue toute à elle et qui se joue des concepts étriqués : « Je dis était parce qu'elle est morte, pas ter-

riblement morte, mais pourtant morte ».

Tout cela, qui est à l'origine du livre, n'en est pas le sujet. De sujet, il n'y en a pas. A peine une idée semble intervenir quelle est absorbée par la phrase qui ne la dit plus, qui en dit une autre incompatible, ou qui partient même à ne rien dire. Préférer définir les thèmes, le contenu d'un tel ouvrage, serait tricher, réduire une réflexion fulgurante et rebelle à des résumés contraires à ses parcours hâtifs à ses déconstructions. C'est de l'interrogation, de la répétition : « N'importe quelle réponse est une autre façon de vous le dire de la même façon », que naît une rationalité neuve, une dynamique qui donnent aux idées, aux images décomposées, distribuées avec des intensités variables à travers les pages, non pas leur sens, mais leur valeur.

« Une écriture sans larmes »

Le texte ne propose pas du sens, mais son propre événement, soudé à la pratique d'une écriture brutalement vouée à elle-même, à ses jeux. Une écriture sans états d'âme : « C'est une lecture sans larmes, mais y a-t-il de l'écriture sans larmes ? Oui, quand on vous dit de ne pas pleurer. » Une écriture « vraiment sans mémoire ni sans aucun oubli », dépouillée de ses mythes, à elle-même son propre éral, et dont l'économie semble illustrer le principe de Wittgenstein, son contemporain : « Ce dont on ne peut parler, il faut le taire ».

La traduction de Gérard-Georges Lemaire restitue l'ampleur, la turbulence d'une démarche souveraine qui prend la langue à la lettre, lui fait tout dire ou tout décomposer, qui parle des interstices, les intervalles, et fait ce qui, d'ordinaire, est le corps même d'un texte. Une langue qui fait état des enchevêtrements de la pensée, sans indiquer les pensées qui s'enchevêtrent, qui poursuit des phrases, des paragraphes, en fonction de la rupture qui va se produire, laissant le lecteur frustré, pantelant, mais fasciné par cette profanation à pré et pourtant si sage de la chose littéraire. « Pourquoi n'écrivez-vous pas comme vous parlez ? », demandait un journaliste. « Pourquoi ne me lisez-vous pas comme j'écris ? », répondit Gertrude Stein.

VIVIANE FORRESTER.

* HISTOIRE GÉOGRAPHIQUE DE L'AMÉRIQUE, de Gertrude Stein. Traduit de l'américain par Gérard-Georges Lemaire, Christian Bourgois éditeur. Coll. « Les derniers mots », 224 p., 30 F.

PAUL MORAND

de l'Académie française



Lettres à des amis et à quelques autres

JR

La Table Ronde

histoire

Pommes (de terre) de discorde?

TOUT, tout, tout sur... la pomme de terre. Ce pourrait être une chanson de Pierre Perret, c'est un livre — et magistral — de Lucienne Desnoues (Mareuse de France). L'auteur, un poète dont la plume magique peut faire d'un brin de pissenlit une parure pour le cou de Cléopâtre ou un laurier pour le front de César (Jérôme de Coquet d'ailleurs), vit, je crois, en Belgique. On comprend — presque — son enthousiasme. Si le lien va à son livre, il ne s'étend point au tubercule perenniel : je suis pataphoriste résolu.

Il n'importe, et si l'histoire de la pomme de terre est longue (et pas tellement belle) l'auteur n'en ignore pas un détail, pas une racine. Elle l'a peignée à vie avec cette facilité qui étonne et amuse toujours lorsque l'on voit un chef préparer ces copeaux qui feront, friture écumante, les fameuses pommes de terre frites (que Lucienne Desnoues semble confondre avec les pommes Pont-Naut, ce qui n'est pas — question de taille, justement — la même chose).

Donc la pomme de terre, cette étrangère qui n'a pas remplacé les « racines » savoureuses du Moyen Âge, est venue chez nous tardivement, après un périple (et le mot est là exact) puisque les voies maritimes intervenant, d'Amérique en Espagne et d'Espagne en Italie) assez coasse, lui ayant fait prendre, au passage, en Italie, le nom de la truffe admirable puis donné son nom allemand : Kartoffel, et son premier nom français : « cartouffe », ou « tartouffe », comme on les appelle encore en Bourbonnais.

Des chercheurs français à la conquête du monde

Sept siècles d'histoire économique et sociale.

LOIN des vanités publicitaires et des tumultes de la place, pendant plus de vingt ans, à Paris sans doute, mais surtout à Lyon, Pierre Léon maîtrisait une œuvre soignée, rare équilibre d'attachement et de rigueur, d'enthousiasme et de générosité. Il fallait être apollonien ou byronien pour connaître le charme trop discret de cet homme de l'Est, le charme de cet exceptionnel commandant qui attirait les idées les mieux faites et les caractères les plus ouverts. Homme de la métallurgie et du Dauphiné en sa mère jeunesse des années 30, Léon géométrait l'histoire de la France au moment où elle était l'histoire d'Amérique latine (historiquement s'entend), du XVIII^e au XX^e siècle, de la manufacture aux banques et aux multinationales.

La cinquantaine venue, il s'ouvrit un jour à cet ami qui lui ressemblait et pen et qui lui survit, de ce projet presque insensé de lancer une Histoire économique du monde, à condition de trouver un éditeur qui tienne le pari, et de réunir autour de lui une équipe de disciples et d'amis. Dans lesquels il distribuerait la besogne. Armand Colin, qui, soixante-dix ans plus tôt, avait sorti les deux volumes de l'Histoire générale de Lavisse et Rambaud, eut le mérite de tenter l'entreprise.

En sept années, l'équipe, avec beaucoup de jeunes, fut réunie, organisée, structurée, régentée, placée devant un plan détaillé (de Léon, bien sûr), conduite à la rédaction sous la houlette d'une autorité aussi implacable que souriante, condamnée à relire son texte, à l'amender, à l'unifier, à corriger les erreurs, à souffrir d'être éditée. En moins d'un an, l'automne 77, les six volumes de six cents pages chacun et de cent illustrations en tout, sont sortis à leur heure, comme à la parade, une parade où ne manquait plus, hélas, que le généralissime.

SUR LA PROSTITUTION FRANÇAISE

ALAIN CORBIN

les filles de noce

Misère sexuelle et prostitution aux 19^e et 20^e siècles

"Passionnant de bout en bout"
R. PIERRE - LE POINT

"Un grand, très grand livre"
J.P. MOUËT - NOUVELLES LITTÉRAIRES

"Remarquable"
C. DAVID - NOUVEL OBSERVATEUR

"Une excellente sociologie de la prostitution"
E. TODD - LE MONDE

"Extraordinairement clair et vivant"
D. NASSON - LIBÉRATION

"Un ouvrage important et fondamental"
G.M. GOURY - LE MATIN

AUBIER

La Révolution française

(Suite de la page 13.)

Pour Furet, les jacobins sont nés d'une certaine omnipotence de l'intellectuel : elle caractérisait, depuis le dix-huitième siècle, la société française ; ils sont aussi les inventeurs de la dictature d'appareil ; elle sera mise en sommeil par le dix-neuvième siècle et réanimée par le vingtième. Précédemment, les montagnards sont en même temps des héritiers : par-delà les sociétés de pensée, les sociétés de 1793, leurs grands ancêtres sont à chercher du côté des militants mi-démocratiques, mi-totalitaires qui animaient déjà la Ligue ultracatholique de Paris, vers 1590. Cette ligue était un parti de masse ; mais la catholicité profonde faisait la différence d'avec les jacobins laïcs.

que libérale ; elle mériterait de plus longues explications. Mais Furet, et qui le lui reprocherait ? ne traite de l'après-Révolution que par sous-entendus, du reste substantiels.

peut-être, l'interprétation jacobino-léniniste de la Révolution française, pressentie déjà par Michels, puis confortée par divers historiens venus de l'extrême gauche, passe un mauvais quart d'heure. Claude Mazauric, théoricien du concept de « révolution bourgeoise », est l'un des parangons des réhabilitations chères à Furet. La « révolution bourgeoise », au gré des protagonistes qui la décrivent, joue contre un féodalisme tous azimut ; elle fait triompher un nouveau régime économique (capitaliste) ; une nouvelle société (bourgeoise) ; des institutions politiques qui gèrent (antibourgeoises) ; enfin une idéologie de choc (celle des philosophes et des Lumières).

Du Glabre aux Jules barbiichus

Il reste que nos « montagnards » de l'an II se situent aussi en bifurcation décisive. Un courant plus sympathique, en tout cas plus innocent, dérive de celle-ci. Il mène depuis Robespierre le Glabre jusqu'aux politiciens ventrés et barbiichus de la République des Jules : Ferry, Gambetta, Grévy ; et pourquoi pas, au fil des générations, jusqu'à Clemenceau, Daladier et même Guy Mollet. Cette divergence des postérités jacobines conduit tantôt à la dictature totalitaire, tantôt à la républi-

Qui a besoin des guerres ?

Le jacobinisme de 1793, c'était aussi pour plus de vingt ans la promesse et la réalité d'une guerre permanente. Bonnet et Furet expliquent cette option guerrière, Furet refuse toutes les théories circonstancielles : elles voudraient expliquer les guerres (telles que les mena la Convention, sinon le Directoire et l'Empire) par la perception d'une menace réelle en provenance de l'étranger et par ce qu'on pourrait appeler, ensermant la Révolution française, l'encerclement féodal-absolutiste, relayé par les grandes monarchies extérieures. Sur ce point, notre auteur est radicalement négatif : la dictature d'opinion, dit-il, a besoin des guerres ; pour ses croisades (période jacobine) ; pour ses intérêts (Directoire) ; enfin pour les promesses militaires que Napoléon, à travers l'Europe, offrait aux centaines de milliers de paysans français ; sous l'impulsion, le fait Caporal leur donna l'honneur d'une carrière militaire, les bénéfices du pillage et la mort glorieuse par surcroît, au terme d'un tournoi sanglant. On conçoit que, dans ces pers-

pectives, l'interprétation jacobino-léniniste de la Révolution française, pressentie déjà par Michels, puis confortée par divers historiens venus de l'extrême gauche, passe un mauvais quart d'heure. Claude Mazauric, théoricien du concept de « révolution bourgeoise », est l'un des parangons des réhabilitations chères à Furet. La « révolution bourgeoise », au gré des protagonistes qui la décrivent, joue contre un féodalisme tous azimut ; elle fait triompher un nouveau régime économique (capitaliste) ; une nouvelle société (bourgeoise) ; des institutions politiques qui gèrent (antibourgeoises) ; enfin une idéologie de choc (celle des philosophes et des Lumières).

Des hommes de chair et de sang.

Après une introduction éblouissante de Pierre Chaunu, six volumes et les trente-huit collaborateurs conduisent le lecteur de l'an 1300 aux années 70 de notre siècle. Avec rigueur, avec méthode, avec solidité. On ne trouvera dans ces textes denses et sobres aucune historiette, aucune anecdote, aucune érudition gratuite. On y cherchera, pour le moins, des statistiques de production, d'échanges et de consommation, mais on les y trouvera : et l'on découvrira aussi, j'allais dire heureusement, les hommes de chair et de sang dans leurs individualités, et surtout dans leur cadre de vie, puisque cette histoire du monde est autant sociale qu'économique.

Histoire littéraire de la France

livre club diderot

des origines à nos jours

plus qu'une encyclopédie : un véritable panorama des arts et des idées

Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique, ont ici, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

Collection dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE

- 12 volumes élégamment reliés, gravés à l'or fin d'après des fers originaux ;
- Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites ;
- Typographie en Times corps 10, impression en deux couleurs avec notes infrapaginales ;
- EN ANNEXE de chaque volume : bibliographie, index des auteurs et des œuvres et de précieux tableaux chronologiques et synoptiques.

une réalisation Éditions Sociales

le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel

BON DE DOCUMENTATION

à retourner au :

LIVRE CLUB DIDEROT

13 boulevard Bourdon 75004 Paris

Nom _____

Profession _____

Adresse _____

desire être documenté gratuitement sur l'histoire littéraire de la France

GIOVANNI le musher

"... il est de ces romans pour lesquels notre enthousiasme demeure après avoir tourné la dernière page..."

Pierre Lebedel - Le Figaro

"... une littérature des grands espaces, une littérature épique baignée de sentiments immuables..."

Le Matin

GALLIMARD

Incisif et provoquant

Le chapitre que l'auteur consacre à Tocqueville, à propos duquel on n'est pas aisément original, est plus pédestre que l'agile conclusion qui concerne Cochon. Le beau livre de Furet, de toute sa force novatrice, ne pèrime pas pour autant les minuscules études de société (par exemple, celles qui concernent les sans-culottes). Cochon n'exclut pas Soboul. Incisif et provocant, parfois difficile, l'ouvrage que l'analyse a tourné philosophique, autant qu'historique, il se situe à l'intersection de deux types d'histoire de la Révolution : celle qu'écrivent dans les années 30, Denis Richet et François Furet lui-même. Et celle qui, espérons-le, inspirera plus ou moins directement des schémas déstabilisateurs que propose de penser la Révolution, EMANUEL LE ROY LADURIE.

★ PENSEZ LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

FRANÇOIS FURET, 64, Gallimard, 264 p., 38 F.

Léon Troschky

ŒUVRES

le volume n° 3 est paru

★ HISTOIRE GÉOGRAPHIQUE DE L'AMÉRIQUE DE L'OUEST

Traduit de l'anglais par Georges Lemaire. Christian Bourin éditeur. Coll. « Les chroniques », 264 p., 38 F.

VIVIANE FORESTI

société

Yves Berger chasseur de mythes

● La glorieuse épopée de l'Ouest.

Au commencement, il y avait un petit garçon du Vaudou, qui, lorsqu'il jouait à « cow-boys-Indiens », choisissait toujours le rôle de Sioux, c'est-à-dire de perdant, destiné à tomber sous les balles des Visages-Pâles, non sans avoir, au préalable, sculpté quelques-uns. A la Libération, les cow-boys sont arrivés chez lui, le rêve américain a pris forme et l'enfant subjugué s'est empressé d'apprendre la langue de ceux qui l'incarnaient. Mais il n'a pas changé de camp, il est resté fidèle aux Indiens.

Peut-être Yves Berger n'est-il devenu écrivain que pour les rejoindre, les associant parfois dans sa nostalgie à ces autres vaincus que furent les confédérés de Caroline ou de Virginie. Des magnolias du Sud aux bisons de la plaine, il court derrière les ombres et les mythes de la recherche de ce qui fut jadis le Nouveau Monde.

En chemin, il a rencontré un compagnon aussi « mortu » que lui, le journaliste-illustrateur Daniel Dubois, qui, depuis vingt ans, suit la piste des Peaux-Rouges, recueillant images, objets, légendes, tout un héritage en pièces détachées. Les deux pèlerins ont mis en commun leur butin, leur passion, pour reconstituer, dans une sorte de livre d'or, la glorieuse épopée de l'Ouest. Pourquoi nous fascine-t-elle depuis si longtemps ? De Chateaubriand à John Wayne, de Fenimore Cooper à Marion Brando, elle parle à chaque génération d'innocence, de liberté, de communion avec la nature. Ment-elle ?

« Je sais bien, nous dit Yves Berger, que la durée moyenne de vie des Indiens ne dépassait pas trente-deux ans, que les épidémies, les guerres tribales, entraînaient la privation, avant même qu'elle ne succombe sous les coups des Blancs ; mais comment résister à l'appel des grands espaces, à cette promesse de micro-paradis qui hante nos mémoires ? En chacun de nous un Indien sommeille. »

A la lecture du mémorial que Berger et Dubois lui ont consacré, l'homme, rouge et réveille, Dent d'Ours, Nez Percé, Cheval Fou et Loup Solitaire repartent au triple galop à la poursuite du dernier bison. Qu'ils aient existé, leurs photographies en témoignent, ce regard hautain qui défie le nôtre, ces lèvres fermées sur un secret définitivement enfoui, mais dont le silence semble nous demander : « Et maintenant ? Où sont les vainqueurs ? »

GABRIELLE ROLIN.

★ LES INDIENS DES PLAINES, de Daniel Dubois et Yves Berger, Dargaud éditeur, 206 pages, 150 F.



Le roman familial

LES DERNIERS ROIS MAGES

JUGÉ avec sévérité par quelques ethnologues africainistes, pillé par quelques sociologues sans scrupules, vilipendé par de nombreux nationalistes africains, ce texte édité il y a huit ans par Gallimard passa alors inaperçu du grand public. Pourtant, cette description de la société traditionnelle du Rwanda, telle qu'elle existait jusqu'au massacre de la minorité dirigeante perpétré en 1963 par une majorité soudaine de substituer une République moderne à l'antique monarchie pastorale du Royaume des mille collines, est d'une exceptionnelle beauté.

Sur la crête montagneuse qui sépare les deux immenses bassins fluviaux du Zaïre et du Nil subsiste, à l'abri d'un cadre d'une sublime grandeur constituée de volcans et de lacs, « une civilisation-religieuse gardant les principes d'un gouvernement magique ». C'est cette civilisation, engloutie dans le tourbillon de mutations politiques qui frappent de plein fouet le continent noir, que l'auteur entend présenter avant que son souvenir disparaisse à jamais de la mémoire des hommes.

Paul de Perle a été enthousiasmé par ce monde à l'intérieur duquel se confondait l'écrit et le parlé, et où, selon lui, contrairement à nos institutions qui n'agissent que sur les apparences des événements, l'harmonie semblait totale entre la nature et tout ce qui la peuplait. En dépit du caractère profondément inégalitaire de

cette société aux structures féodales, l'auteur veut nous faire partager sa éducation pour « les rares humains capables de nous enseigner l'appui que doit prendre notre vie pour la diriger, non vers des apparences qui n'arrivent plus à tromper notre ennui, mais vers certaines réalités essentielles ».

L'ouvrage de Paul de Perle est un très beau voyage aux piéces d'un temps aboli au cœur de cette Afrique des téénères dont notre culture reste impuissante à percer les mystères. C'est une célébration moderne du nid d'aigle, que le géographe grec Ptolémée décrit, sans le voir, sous le nom énigmatique de « Montagnes de la Lune ».

Après avoir narré la vie en symbiose des trois races — le pygmée TWA, « l'homme à l'arc » ; le Tutsi, pasteur hamite, et le Hutu, agriculteur bantou, « l'homme à la houe », — l'auteur essaie de montrer l'alliance cosmique qui unissait le monarque à l'ensemble du monde des humains, considéré comme la partie la plus imparfaite de l'univers.

Le récit de la journée du Roi, la présentation des institutions patriarcales, celle de la société sacrée, permettent de restituer une vision des Rois mages qui emprunte moins à la science politique qu'à l'art poétique, et singulièrement à la chanson de geste. Au milieu du foisonnement des symboles, l'auteur restitue le fantasmatique ballet de la vie et de la mort de ceux qui, au cœur du

Rwanda ancien, participèrent à une civilisation qu'il se plaît à comparer à celle de l'Égypte pharaonique.

Puis, Paul de Perle prononce l'oraison funèbre de l'État cérémoniel et mythique disparu dans la tourmente révolutionnaire des années 60. « Un système a engendré les Montagnes de la Lune », écrit-il, ajoutant : « Les Rois mages n'y commandaient plus aux Grands Tambours... Une lumière a disparu du centre de l'Afrique et, ce jour-là, non seulement la négritude, mais l'humanité en ont été humiliées. »

Ce tableau qui ne voit que sagesse et harmonie dans l'ordre ancien est à l'évidence idyllique à l'excès. En revanche, lorsqu'il dénonce le réveil populaire de 1959 et les massacres de 1963, l'auteur verse dans une autre forme de schématisme, étant donné la version qu'il présente de cette sanglante tragédie. Mais, ayant succombé à l'enchantement de l'antique royaume pastoral, il a su l'arracher à l'oubli en restituant en « attachant à sa restitution la spécificité, à en exalter tout ce qui le différencie de notre propre univers politique. « Tel est le dernier cycle de ce temps dont il observait dans leurs montagnes, avec tant de cœur, la frange la plus intime. Au bout de la nuit, il fait jour. »

PHILIPPE DECRACÈNE.

★ LES DERNIERS ROIS MAGES, de Paul de Perle, éd. Dargaud, 202 p., accompagnées d'une série de photos, 55 F.

science-fiction

Les voleurs de rêves

● Dominique Douay explore l'univers mental.

QUE se passe-t-il quand des intrus, voleurs de rêves, violent l'intimité de notre inconscient ? C'est le choc des fantasmes, et c'est ce qui arrive à François Rossac, play-boy de plage et sportif téméraire d'une succession d'incidents qui distordent et bouleversent son environnement.

Une petite ville de la côte normande, Granville, base de loisirs à perpétuité, est son univers protégé. Mais des paniques absurdes, incompréhensibles, violent soudain les rues. Des cyclones terrifiants ravagent le reste de la Terre. Des sectes millénaristes défilent, couvertes d'étranges oripeaux, et s'effrent en holocauste. Une armée d'occupation surgit de nulle part, armée et fusille sans discrimination. Et chaque jour la piste de course de char à voile — spécialité de François Rossac — raccourcit de quelques mètres.

Ses amis, ses maîtresses, nul ne semble soupçonner que la réalité craque sous leurs pas — ou sous les siens seulement. Quelle est cette société si familière et si étrange, ce monde où d'atroces scènes de violence se superposent à une douceur de vivre factice, où toute logique se décompose et meurt au contact d'une réalité fragmentée ?

Dominique Douay est le benjamin d'une génération d'écrivains de science-fiction, qui, las d'entreprendre l'exploration systématique de notre univers mental, il est, avec l'obsession des hallucinogènes en moins, notre Philip K. Dick. La vie comme une course de char à voile est son cinquième roman, après, entre autres, l'excellent *Échiquier de la Création*.

Bruno Bettelheim montre, dans « la Forteresse vide », un petit garçon qui ne peut s'endormir sans se brasser sur un réseau complexe d'appareils imaginaires : symptôme d'une psychose d'aujourd'hui, réalisation effective

des thérapistes de demain pour leurs malades mentaux. Plus d'astres, plus de gardiens, mais des machines à rêver. Les murs qui sont dans nos têtes forment les meilleures prisons. Le rêve contraindrait une réalité fictive, limitée, dont il croit être le seul maître. Il est seul à en observer les règles, les pièges, les défauts.

Sous le scalpel de Dominique Douay, deux systèmes cohérents et irréductibles s'affrontent : celui du rêve et celui de la réalité ; armée, religion, monopoles, deviennent des lettres fragiles, reflets symboliques de pulsions antagonistes. Le pouvoir n'est plus qu'une coquille vide, une protection dérisoire. Mais on ne joue pas impunément avec les rêves d'autrui, et, seule force réelle, la mort est là, qui attend.

ALEXIS LECAYE.

★ LA VIE COMME UNE COURSE DE CHAR À VOILE, de Dominique Douay, coll. Dimensions S.F., Calmann-Lévy, 202 p., 47 F.

nature

LE SHERLOCK HOLMES DES BÊTES IGNORÉES

● La préhistoire survit-elle dans les marais d'Afrique.

DES quatre coins de l'Afrique tropicale parviennent avec insistance des rumeurs et des témoignages sur de gros animaux amphibies inconnus. Dans les *Derniers Dragons d'Afrique*, Bernard Heuvelmans s'attache à démêler les fils de cette inextricable énigme.

Celui que l'on a surnommé le Sherlock Holmes de la zoologie a déjà fait ses preuves en débrouillant l'affaire du serpent de mer et en découvrant, voici dix ans, un spécimen congelé d'un hominien différent de notre espèce.

En à peu, il a jeté les bases de la « cryptozoologie » ou science des animaux cachés. Depuis trente ans, il rassemble ouvrages, articles, documents, témoignages, sur les énigmes zoologiques de notre planète. Il a ainsi édité à Verlaine, en Dordogne, un centre de cryptozoologie où il a réuni une masse d'informations telle qu'il va en tirer une série de quinze à vingt volumes intitulée *Bêtes ignorées du monde* (1).

Le premier est donc consacré aux « dragons » africains. En cinq cents pages captivantes, Heuvelmans cite les témoins, élucide les mystifications, explique les méprises, pour enfin se livrer à l'analyse zoologique de l'énigme.

Comme c'est le cas pour d'autres affaires comparables, celle du dragon des marais d'Afrique tropicale est le résultat de plusieurs « surimpressions » que l'auteur s'efforce de dissocier.

Un stérénisme inconnu, plus ou moins apparent au lamarantin, paraît habiter certains lacs du Tchad et d'Éthiopie. De grands poissons, notamment des silures, se cachent encore dans les marais du haut Nil. En Angola, c'est un crocodile non identifié qui reste à découvrir.

Les autres espèces sont encore plus extraordinaires. Selon l'auteur, des félins préhistoriques aux dents en sabre, c'est-à-dire le machaïrodont ou un genre voisin, ont persisté longtemps

— et survivent peut-être encore — au Zaïre, en Angola et en Centrafrique. Une peinture rupestre, due aux Bochimans, représente un animal à défenses de morse qui évoque fortement un machaïrodont.

L'histoire des dinosaures plane sur toute cette affaire. C'est surtout au Cameroun, au Gabon, au Congo et en Centrafrique que des rapports concernent de grands reptiles. Au Gabon, un Bernard Heuvelmans s'attache à décrire les fils de cette inextricable énigme.

Celui que l'on a surnommé le Sherlock Holmes de la zoologie a déjà fait ses preuves en débrouillant l'affaire du serpent de mer et en découvrant, voici dix ans, un spécimen congelé d'un hominien différent de notre espèce.

En à peu, il a jeté les bases de la « cryptozoologie » ou science des animaux cachés. Depuis trente ans, il rassemble ouvrages, articles, documents, témoignages, sur les énigmes zoologiques de notre planète. Il a ainsi édité à Verlaine, en Dordogne, un centre de cryptozoologie où il a réuni une masse d'informations telle qu'il va en tirer une série de quinze à vingt volumes intitulée *Bêtes ignorées du monde* (1).

Le premier est donc consacré aux « dragons » africains. En cinq cents pages captivantes, Heuvelmans cite les témoins, élucide les mystifications, explique les méprises, pour enfin se livrer à l'analyse zoologique de l'énigme.

Comme c'est le cas pour d'autres affaires comparables, celle du dragon des marais d'Afrique tropicale est le résultat de plusieurs « surimpressions » que l'auteur s'efforce de dissocier.

Un stérénisme inconnu, plus ou moins apparent au lamarantin, paraît habiter certains lacs du Tchad et d'Éthiopie. De grands poissons, notamment des silures, se cachent encore dans les marais du haut Nil. En Angola, c'est un crocodile non identifié qui reste à découvrir.

Les autres espèces sont encore plus extraordinaires. Selon l'auteur, des félins préhistoriques aux dents en sabre, c'est-à-dire le machaïrodont ou un genre voisin, ont persisté longtemps

— et survivent peut-être encore — au Zaïre, en Angola et en Centrafrique. Une peinture rupestre, due aux Bochimans, représente un animal à défenses de morse qui évoque fortement un machaïrodont.

L'histoire des dinosaures plane sur toute cette affaire. C'est surtout au Cameroun, au Gabon, au Congo et en Centrafrique que des rapports concernent de grands reptiles. Au Gabon, un Bernard Heuvelmans s'attache à décrire les fils de cette inextricable énigme.

Celui que l'on a surnommé le Sherlock Holmes de la zoologie a déjà fait ses preuves en débrouillant l'affaire du serpent de mer et en découvrant, voici dix ans, un spécimen congelé d'un hominien différent de notre espèce.

En à peu, il a jeté les bases de la « cryptozoologie » ou science des animaux cachés. Depuis trente ans, il rassemble ouvrages, articles, documents, témoignages, sur les énigmes zoologiques de notre planète. Il a ainsi édité à Verlaine, en Dordogne, un centre de cryptozoologie où il a réuni une masse d'informations telle qu'il va en tirer une série de quinze à vingt volumes intitulée *Bêtes ignorées du monde* (1).

Le premier est donc consacré aux « dragons » africains. En cinq cents pages captivantes, Heuvelmans cite les témoins, élucide les mystifications, explique les méprises, pour enfin se livrer à l'analyse zoologique de l'énigme.

Comme c'est le cas pour d'autres affaires comparables, celle du dragon des marais d'Afrique tropicale est le résultat de plusieurs « surimpressions » que l'auteur s'efforce de dissocier.

Un stérénisme inconnu, plus ou moins apparent au lamarantin, paraît habiter certains lacs du Tchad et d'Éthiopie. De grands poissons, notamment des silures, se cachent encore dans les marais du haut Nil. En Angola, c'est un crocodile non identifié qui reste à découvrir.

Les autres espèces sont encore plus extraordinaires. Selon l'auteur, des félins préhistoriques aux dents en sabre, c'est-à-dire le machaïrodont ou un genre voisin, ont persisté longtemps

— et survivent peut-être encore — au Zaïre, en Angola et en Centrafrique. Une peinture rupestre, due aux Bochimans, représente un animal à défenses de morse qui évoque fortement un machaïrodont.

L'histoire des dinosaures plane sur toute cette affaire. C'est surtout au Cameroun, au Gabon, au Congo et en Centrafrique que des rapports concernent de grands reptiles. Au Gabon, un Bernard Heuvelmans s'attache à décrire les fils de cette inextricable énigme.

Celui que l'on a surnommé le Sherlock Holmes de la zoologie a déjà fait ses preuves en débrouillant l'affaire du serpent de mer et en découvrant, voici dix ans, un spécimen congelé d'un hominien différent de notre espèce.

En à peu, il a jeté les bases de la « cryptozoologie » ou science des animaux cachés. Depuis trente ans, il rassemble ouvrages, articles, documents, témoignages, sur les énigmes zoologiques de notre planète. Il a ainsi édité à Verlaine, en Dordogne, un centre de cryptozoologie où il a réuni une masse d'informations telle qu'il va en tirer une série de quinze à vingt volumes intitulée *Bêtes ignorées du monde* (1).

Le premier est donc consacré aux « dragons » africains. En cinq cents pages captivantes, Heuvelmans cite les témoins, élucide les mystifications, explique les méprises, pour enfin se livrer à l'analyse zoologique de l'énigme.

Comme c'est le cas pour d'autres affaires comparables, celle du dragon des marais d'Afrique tropicale est le résultat de plusieurs « surimpressions » que l'auteur s'efforce de dissocier.

Un stérénisme inconnu, plus ou moins apparent au lamarantin, paraît habiter certains lacs du Tchad et d'Éthiopie. De grands poissons, notamment des silures, se cachent encore dans les marais du haut Nil. En Angola, c'est un crocodile non identifié qui reste à découvrir.

Les autres espèces sont encore plus extraordinaires. Selon l'auteur, des félins préhistoriques aux dents en sabre, c'est-à-dire le machaïrodont ou un genre voisin, ont persisté longtemps

— et survivent peut-être encore — au Zaïre, en Angola et en Centrafrique. Une peinture rupestre, due aux Bochimans, représente un animal à défenses de morse qui évoque fortement un machaïrodont.

L'histoire des dinosaures plane sur toute cette affaire. C'est surtout au Cameroun, au Gabon, au Congo et en Centrafrique que des rapports concernent de grands reptiles. Au Gabon, un Bernard Heuvelmans s'attache à décrire les fils de cette inextricable énigme.

Celui que l'on a surnommé le Sherlock Holmes de la zoologie a déjà fait ses preuves en débrouillant l'affaire du serpent de mer et en découvrant, voici dix ans, un spécimen congelé d'un hominien différent de notre espèce.

En à peu, il a jeté les bases de la « cryptozoologie » ou science des animaux cachés. Depuis trente ans, il rassemble ouvrages, articles, documents, témoignages, sur les énigmes zoologiques de notre planète. Il a ainsi édité à Verlaine, en Dordogne, un centre de cryptozoologie où il a réuni une masse d'informations telle qu'il va en tirer une série de quinze à vingt volumes intitulée *Bêtes ignorées du monde* (1).

Le premier est donc consacré aux « dragons » africains. En cinq cents pages captivantes, Heuvelmans cite les témoins, élucide les mystifications, explique les méprises, pour enfin se livrer à l'analyse zoologique de l'énigme.

CANULARS ANIMALIERS



Il y a quelques années, une femme apportait au Musée royal d'Edimbourg, en Écosse, une truite recouverte d'une délicieuse fourrure blanche. Elle avait acheté ce faux en toute confiance, l'idée d'une truite à fourrure ne lui ayant pas paru particulièrement saugrenue.

Peter Dance, qui raconte cette anecdote, est conchyliologiste — entendez : spécialiste des coquillages — au British Museum, à Londres. La crédulité humaine, combinée à l'ingéniosité des taxidermistes, l'a conduit à se pencher sur les « monstres » fabriqués de main d'homme. Abandonnant les monstres imaginaires ou mythiques aux pay-

chanalystes, il s'est limité à la démythification d'escroqueries zoologiques, tels que le chat allié, le bison pygmée, l'araignée marine, la sirène ou le dragon volant.

Peter Dance est formel : les créatures étranges et merveilleuses qu'il exhume, n'ont jamais marché, ni volé, ni nagé sur aucune planète — et encore moins sur la nôtre ; tous ont été conçus et fabriqués par l'homme. On s'en doutait bien un peu ; mais sommes-nous vraiment révis de l'apprendre ?

ROLAND JACCARD.

★ FAUX ANIMAUX, de Peter Dance. Trad. de François par Y. Gégus, éd. Pierre Horay, 128 p., 40 F.

le nouveau régime
ATKINS
contre la fatigue l'anxiété
et les états dépressifs
la diététique
super-énergétique
du Dr. Atkins
par l'auteur de
la révolution diététique
BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé 75006 Paris

l'ARDECHE
la terre et les hommes
du Vivarais
de Pierre BOZON
un livre touristique
pour tous
édité par L'HERMÈS 31 rue Pasteur LYON
En vente à 49 F chez votre libraire.

J. Baron et al.
guide pratique
des études médicales
du PCEM à la thèse d'Internat
comment organiser son travail, choisir
ses livres et revues, ses stages, préparer
ses concours, s'orienter vers une spécialité
2^e éd. revue et complétée 40 F
Flammarion médecine



Le roman familial

Des Irlandaises
et l'Iran
Miss Beauté
Centre-Ouest
Je suis
chauffeuse-livreuse
Lucie Aubrac,
une résistante
En vente dans les kiosques 5F

En souscription jusqu'au 15 Février 1979
chez votre libraire médical
NEPHROLOGIE
édité par JEAN HAMBURGER, JEAN CROSNIER
JEAN-PIERRE GRÜNFELD de l'Hôpital Necker
Seule, l'équipe de l'Hôpital Necker pouvait obtenir que les
cent meilleurs néphrologues du monde, appartenant à 11 pays
différents, collaborent à une œuvre collective de cette ampleur.
conditions de souscription
2 volumes de 800 pages environ chacun - au total 700 illustrations :
prix de souscription 590 FF / prix définitif 720 FF
(frais de port, assurance, emballage : 55,00 FF en sus)
Flammarion médecine 20, rue de Vaugirard - 75006 Paris

Dans le n° 144
du
**magazine
littéraire**
JANVIER 1979
Dossier :
MARCEL PROUST
par Hubert Juin, Jean Plumyène, Jean Reccanati,
Philip Kolb, Roland Barthes
et un entretien avec
François Vezins

B.D. : TOUJOURS PRÊT !
DIX-HUITIÈME EN 10/18
CAMUS ENCORE ET TOUJOURS
GEORGES BATAILLE
Romans par JEAN-PAUL DOLLÉ
LAURENT DISPOT et RENÉ TAVERNIER
La Méditerranée, de FERNAND BRAUDEL
En vente dans tous les kiosques : 9 francs
MAGAZINE LITTÉRAIRE
40, rue des Saint-Pères, 75007 PARIS. Téléphone : 544-14-51.

LE DICT
LES ART



Sept
décide de r
de 1690. La

NOT. sublt. fem.
Babes. Les Dicit
pigner tous les
tre. Les Gramm
naires d'oraison. E
riez, synonymes
grammaticales, des
cageant, font
tant, s'abîme, s'
narratives ou m
quelque ordre.

notablious
langue fran
vante. Voic
magnifique
d'œuvre d



"Libé dans le
Dans le Dictionnaire des Arts
de Courtenay, au Mo

premier d
dique de la
classiques.
Au t
ont été a
• une biog
• une étude
Alain Rey

سكتة من الاصل

A retourner à S.N.L. Le Robert
107, avenue Parmentier - 75011 Paris

Le Monde

culture

LE JOUR DU THÉÂTRE

Amiens

et le monde occidental.

Après avoir convié l'Amérique à la maison de la culture d'Amiens à travers des films, des photos, des débats et avec le Living Theatre, Dominique Quehec se tourne vers l'Allemagne et met en scène l'antagonisme, une pièce — un monologue joué par Jean Lecot — de Peter Handke, qui est d'ailleurs autrichien, vit à Paris et se trouve actuellement dans le Connecticut. Il est l'un des auteurs les plus importants du monde occidental, un monde qu'il désigne pour en montrer les ombres.

Sa pièce est « une sorte d'aveu, de confession de tous les interdits et de leurs transgressions : désirs, fantasmes, péchés, révoltes, angousses, mais aussi confession des mensonges et principes, parades de langage qui sont une parodie de vivre ».

Avignon-Lorraine.

Cet été, Anne-Marie Kraemer a présenté au Théâtre Océan d'Avignon sa première pièce : Déménagement. Elle y fait chavirer les deux sens du terme : changer de maison, — perdre la raison. Elle fait venir au présent d'une mémoire angoussée, les souvenirs d'une enfance aseptisée, contrainte, banale en somme. Elle passe dans le désordre les pièces d'un puzzle qui représente la vie d'un homme. La pièce en espace de coupe Kraemer est de rare une mise en scène, une production du Théâtre populaire de Lorraine, qui se donne jusqu'au 1. janvier à Longwy, et du 16 janvier au 3 février à Metz.

L'Agit'prop selon Boal.

Le groupe de travail Augusto Boal organise deux séries de stages. La première le matin du 28 janvier au 4 février pour travailler les techniques du « Théâtre de l'Opprimé », exposées dans le livre du même nom publié aux Éditions Maspéro, ainsi que les buts et les moyens de cette forme d'agit'prop. Le stage, placé sous la direction d'Augusto Boal, sera animé par les membres du groupe et se tiendra à Paris, dans un lieu qui n'est pas encore fixé. Il est destiné aux acteurs et non-acteurs avec une participation aux frais, sans hébergement et repas non compris, de 200 francs.

* Les candidats peuvent demander des formulaires d'inscription en écrivant à l'adresse suivante : Groupe Boal, 12, passage Turquetil, 75011 Paris.

L'ARGENTINE A POITIERS

Plusieurs manifestations consacrées à l'Argentine sont organisées par la ville de Poitiers et le Centre de recherches latino-américaines de l'université. L'occasion de l'exposition Julio Arca, présentée dans cette ville au musée Sainte-Croix. En premier lieu, un hommage musical à Julio Cortázar sera donné en présence de l'écrivain par l'orchestre de jazz Skuas et un groupe de tango (le 12 janvier). Trois récitals suivront : avec le pianiste Daniel Teruggi (le 14 janvier), le percussionniste Martín Saint-Pierre (le 25 janvier) et la danseuse Iris Scacchi (le 3 février). Ces quatre soirées auront lieu à 21 heures à l'auditorium du musée ou à l'amphithéâtre Descartes pour le tango.

De leur côté, le Centre d'animation Alléon d'Aguilón, la Centre socio-culturel des Trois-Cités et la Maison de la culture et des loisirs accueilleront les participants aux trois débats prévus sur l'Argentine (les 17 et 22 janvier et le 5 février à 21 heures). On pourra suivre aussi un cycle de films argentins au cinéma le Théâtre (les trois derniers jours de janvier).

* Renseignements : (49) 41-60-97.

Cinéma

« La femme qui pleure »

(Suite de la première page.)

Mais loin de desservir le film, cette pauvreté où il s'enferme souligne son authenticité, occulte la violence et les éclats de la crise qu'il révèle.

Pourquoi pleure-t-elle, cette femme assise ou plutôt écrasée sur le sol de sa cuisine ? Parce que son mari la trompe, parce qu'il en aime une autre et ne peut se défaire de cet amour, parce qu'elle est lasse de lutter, de se plaindre, d'espérer et de désespérer, lasse de ne pas comprendre, lasse à vouloir mourir ou à vouloir tuer, indifférente à tout ce qui n'est pas sa rage et sa douleur, découvrant même avec horreur qu'elle ne peut plus supporter son enfant, que sa

haine du monde englobe son enfant.

A l'insupportable de cette femme torturée, l'homme, le mari, oppose de vaines paroles d'apaisement, des gestes de tendresse dérisoires. Jacques sans doute aime encore Dominique, mais c'est de l'habitude, il a besoin, c'est avec elle qu'il veut vivre. Muré dans son égoïsme, incapable de choisir, il va de l'un à l'autre, acceptant même, quand Dominique le lui propose, d'installer Haydée sous leur toit.

L'infidélité conjugale et son cortège d'amertumes, d'incertitudes, de lâchetés : rien de plus rebattu qu'un tel sujet. Et pourtant, de ces poncifs, Jacques Dailion a fait un film neuf, dont le mordant et

l'acuité nous étonnent. Est-ce la jeunesse des personnages, la dureté, la franchise de leurs affrontements, la verdeur du vocabulaire qu'ils emploient, est-ce plus simplement le réalisme avec lequel Dailion raconte une histoire que l'on est parfois tenté (tant elle semble juste) de croire autobiographique ? Nous sommes ici aux antipodes du mélodramatique, du pathétique d'amour. « La Femme qui pleure » est un film de cris et de déchirements. Y règnent, sous une lumière crue, l'impudeur, la nudité, la vérité.

Avec ses yeux rouges, son visage tuméfié, ses gémissements de bête blessée, ses brusques accès de délire verbal, Dominique Laffin est l'image même de cette impudeur. En se consacrant devant nous, elle se révèle grande comédienne. Très bonne interprétation également de Jacques Dailion (le mari) et de Haydée Polloff (la rivale). Voilà du cinéma sans complexes et sans chaînes. Du cinéma à vif (comme peut l'être une pièce) qui digne en langage. Jacques Dailion a découvert un ton, un style, un regard, qui lui sont propres. Il n'a pas fini de surprendre.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir les films nouveaux.

« LE CYCLE », de Dariush Mehrjui

La sortie à Paris, ces dernières années, des *Mongols* et du *Jardin de pierre*, paraboles poétiques de Parviz Kimiavi, n'a pas suffi à faire connaître le cinéma iranien, dont l'abondante production (une centaine de films par an) était, paraît-il, résolument « commerciale ». La violence du drame social, qui est le sujet du *Cycle*, a donc de quoi surprendre. A partir de 1970, avec la Vache, puis le Nef et le Facteur, Dariush Mehrjui s'est affirmé, à

travers les festivals, comme le cinéaste d'une renaissance artistique. Le *Cycle*, son quatrième film, tourné en 1974, produit par la télévision iranienne et par une société dont le beau-frère du chah était P.D.G., fut pourtant interdit dans son pays pendant trois ans. On eut des échos de cette interdiction lors de la présentation du *Cycle* au Festival de Paris 1977. Entre-temps, la production cinématographique iranienne, trépidante par l'importation massive de films étrangers, était tombée à six ou sept par an. L'explosion politique qui secoue aujourd'hui l'Iran va, évidemment, servir de tremplin publicitaire à cette sortie du *Cycle*. Le film ne se rattache pourtant pas à l'actualité immédiate, mais à un phénomène de société sur lequel Dariush Mehrjui voulait, à l'époque, attirer l'attention des pouvoirs publics : le trafic du sang des pauvres.

Un villageois, Ali, et son vieux père arrivent à Téhéran, où ils vont grossir les rangs des sans-travail et des miséreux. Seul moyen pour survivre : vendre son sang à une officine qui le four-

nit à un hôpital pour les transfusions. Dariush Mehrjui décrit, avec un réalisme hallucinant, cette sordide « banque du sang » où n'est prise aucune précaution médicale, où de véritables vautours exploitent la misère avec la complicité tacite des médecins de l'hôpital. C'était déjà dénoncer un scandale touchant la santé publique mais il y a plus que cela dans cette œuvre aux images subtiles, toute empreinte de colère et d'amertume.

L'apparition d'un sous-prolétariat urbain s'ajoute aux pires extrêmes, atteint dans son principe vital, plaie saillante au flanc de la richesse et du confort ne pouvant, certes, qu'effrayer le régime. D'autant que la violence pamphlétaire de Mehrjui s'exerce sur le mécanisme même de la société, sur la contamination qui, par un cycle bouclé, pousse le jeune Ali à se « débrouiller » comme ceux qui lui donnent l'exemple. À passer de la situation de victime vendant son sang à celle d'exploiteur qui travaille pour son compte avec celui des autres.

De réaliste, la mise en scène se fait alors, souvent, symbolique (les rapports avec l'hôpital, les poussoirs en automne jetés au trou par un dévot de voisinage qui veut maintenir les lois du marché) et dépasse le constat d'une réalité sociale déjà intolérable pour signifier la mort spirituelle de l'homme-marchand. Œuvre étonnante d'un cinéaste qui, depuis lors, est pratiquement réduit à l'insuccès.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

Danse

Carolyn Carlson et son double

Carolyn Carlson qui présente un nouveau solo à l'Opéra comique reste fidèle à elle-même et, cependant, ses rêves n'éclatent plus comme des bulles irisées, ne s'effacent plus dans l'eau, le vent ou le sable. Les voici pris dans la masse, gravés sur les murs comme des hiéroglyphes, « Writings in the wall ».

Carolyn Carlson n'a pas renoncé à sa mythologie de l'enfance et de l'imaginaire. Ce sont toujours les mêmes thèmes qu'elle développe et reprend d'un ouvrage à l'autre : la petite fille, l'ombrelle, le « godasse », de Charles, le rocher en dérive, la chaise. Mais avant il y avait les éclairages de John Davis, qui sentaient chacun de ses fantasmes comme un joyau. La vision de Carolyn Carlson que propose aujourd'hui le scénographe Pétrika Ionesco est différente, plus extérieure, plus complexe. C'est la création androgyne que sa nudité ne dépare pas de son mystère. La voici, quatuor, chignon serré, puis clownesque, avec sa perruque rousse et ses chaussures trop grandes. C'est la danseuse soumise à un rythme intérieur, prise dans des battements d'ailes d'oiseau fou et soudain hiéroglyphique, couchée sur le flanc comme la statue de la sagesse. Pétrika Ionesco l'oblige à sortir d'elle-même ; il la soumet

à des éclairages crus, l'enferme dans des espaces translucides. A ces blancheurs laiteuses il oppose des séquences tournées dans les sous-sols de l'opéra ; film d'ombres avec des cryptes sombres, des escaliers à la Piranèse et des plongées vertigineuses de caméra.

Entre la prestation de Carolyn Carlson sur la scène et son image filmée, une véritable dialectique se développe. A la métaphore espace-temps sur laquelle reposaient ses précédents spectacles s'ajoute cette nouvelle dimension, la danseuse et son double, le jeu avec l'image, soulignée par l'opposition entre la musique vivante de John Surmon et la partition enregistrée de Jean Schwartz.

A l'origine, il y a la danse, mais ce spectacle dépasse largement la danse. Sommes-nous pour autant dans le domaine du théâtre ? Carolyn Carlson parle, ou plutôt vocifère ; elle se multiplie ou s'annihile. L'image d'elle que renvoient tous ces prismes scintillants a quelque chose de fulgurant, de pur, une transparence glacée, qui personnellement m'a rappelé certains vers de Mallarmé. L'art de Carolyn Carlson est d'essence poétique.

MARCELLE MICHEL.

* Salle Favart, 19 h. 30.

Théâtre

« JULES CÉSAR » au T.E.P.

Le T.E.P., étant une grande boîte, appelle des mouvements géométriques. L'élancement d'un texte tiré : le grand drame épique, et c'est ainsi que Guy Rétoré a monté le *Jules César* de Shakespeare. Les individus, privés d'histoire personnelle, forment l'histoire de l'Occident en train de se découvrir. Leurs doutes, leurs scrupules, leurs angousses, leur cynisme, leurs ambitions sont les composantes d'une lutte à mort pour la domination du monde. Les « bits » psychologiques sont comme attirés, fondus dans le champ magnétique d'un gigantesque conflit. Les personnages sont presque interchangeables. Seule leur place sur l'échiquier détermine leur comportement. La tragédie dérive son jeu inexorable dans un mouvement ascendant : l'organisation du complot, le meurtre de César, le bref triomphe de Brutus, immédiatement récupéré par Antoine, avec son exemplaire discours de démagogie roublarde, toujours actuel.

Puis vient la guerre ouverte entre deux camps plutôt qu'entre deux chefs. La peur, les trahisons, les massacres, les suicides des

vaincus : refus de l'échec, des responsabilités, démissions en somme. Une même situation répétée jusqu'à l'absurde, jusqu'à l'horreur, jusqu'à la déraison dans un mouvement sans fin qui se poursuit, on le sait, à travers les siècles.

Jacques Zabor (Cassius), Bruno Raffalli (Antoine) ont la force et la fureur. Alain Mac May cantonne dans le cabotage hanté par un César déjà mortifié, peinant sous le poids de son casque, sous la charge et le blème, impressionnant. Mais Philippe Bouclet fait de Brutus, soldat perdu toujours floué, un fils de famille, s'engageant de la coloniale. Mouvements de menton, regard fixé sur le lointain, bras gourds, coups de genou, il s'air vraiment trop bête. C'est un handicap pour le parti pris radical choisi.

Guy Rétoré polit un chemin glacé, bloque les embranchements,

rappe toute tentation anecdotique. Le décor (d'André Acquart) est neutre : des marches pas hautes, larges, irrégulières. Les costumes (d'Hortense Guillemard) se fondent dans le gris avec à peine quelques touches pâles. L'histoire alors apparaît très nette, pulvérisante, mais sans les soudaines intuitions visionnaires, les flambées de délire qui hantent au-dessus d'eux-mêmes les héros shakespeariens, mettent en danger leur équilibre et celui de la terre. Pourtant, elles sont là, prêtes à jaillir, mais comme retenues, contraintes, finalement étouffées. Comme si Guy Rétoré se méfiait, n'osait pas lâcher la bride. C'est le revers de sa rigueur.

CJETTE GODARD.

* Théâtre de l'Est parisien, à 20 h. 30.

DE GOUNOD A SOUCHON.

Au sommaire du n° 7 du Monde de la Musique : visite à l'Opéra de Paris, pour ou contre Gounod, un dossier sur la musique en Chine, un grand entretien avec Frederica Von Stade, un portrait-témoignage de Berg, Caroline Carlson, une réflexion sur la musique corse, un reportage sur le rock à Londres et l'après-punk, Souchon, Steve Lacy et le free jazz, Nino Rota, un shopping sur les « boîtes à musique », le folklore à l'école, des astuces pour soigner vos disques et bien sûr tous les concerts à Paris et en Province. Le Monde de la Musique, chaque mois chez votre marchand de journaux, 7 F.

LE MONDE DE LA MUSIQUE.

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.



LOTÉRIE NATIONALE

LOTO TELE 7 JOURS

au SALON DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE

(du 12 au 22 Janvier)

venez nombreux à leur stand
niveau 2 escalier F

animation permanente
assurée par

ANNIE POIREL

- participation de nombreuses vedettes de la télévision qui dédicaceront leurs photos
- tombolas dotées de nombreux lots chaque jour à 12 h, 15 h, 17 h, 19 h, 21 h (lors des nocturnes)

SUR 4
NIVEAUX

25 % sur une sélection
de linge de maison
du 2 au 20 janvier
(escompte de caisse)

BLANC 79

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD
DE LA
MADELEINE

LE GRAND MAGASIN DE LA MADELEINE
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

01 42 42 15 50

TRANSPORTS

LA CATASTROPHE DU «BÉTÉLGEUGE»

Des mesures sont prises pour empêcher la pollution dans la baie de Bantry

Dans l'île de Whiddy, en Irlande, des équipes de la Gulf Oil ont commencé, le mercredi 10 janvier, les manœuvres destinées à essayer d'ancrer la partie avant du pétrolier français «Bételgeuse» encore reliée à la jetée du terminal. Il s'agit d'empêcher le pétrole brut qui se trouve encore dans le bateau de se répandre dans la baie.

Ce même jour, on apprenait qu'un témoin direct de la catastrophe avait été retrouvé par les enquêteurs. Il s'agit de M. John Connolly. Celui-ci se trouvait dans la tour de contrôle qui domine la jetée d'appointement; son témoignage est capital. Il permettra de savoir si, oui ou non, le feu a pris à bord du «Bételgeuse» avant que le pétrolier ne soit dévasté par une série d'explosions.

La catastrophe du «Bételgeuse» et la polémique qu'elle suscite à propos des systèmes de sécurité du navire jugés insuffisants attirent l'attention sur les problèmes que posent le déballastage et le déchargement des cuves après le déchargement de la cargaison. Les unités les plus modernes sont équipées de moyens de nettoyage et de déchargement de leurs cuves, les résidus de ces opérations étant stockés dans une cuve spéciale qui sera vidée à terre dans des installations de traitement des résidus d'hydrocarbures. Mais beaucoup d'unités doivent encore faire appel aux services de stations spécialisées situées à quai, à proximité des ports pétroliers.

Le port de Marseille-Fos possède trois stations de ce genre: Tune & Fos, l'autre à Lavera et la troisième à Marseille-Mouréplane.

Questions...

Lave-bateaux à Marseille

...Réponses

Tanker-Service est une société privée exploitant les installations du port autonome de Marseille depuis dix ans. En 1974, dernière année faite avant la crise qui frappe le port, cent vingt pétroliers (ils n'étaient plus que vingt-cinq en 1975) ont transité par ses installations et s'y sont déchargés de 800 000 tonnes de résidus d'hydrocarbures.

M. Claude Baquerre, P.D.G. de cette société, qui est la seule de ce genre en Méditerranée hormis celle de Malte, a répondu à nos questions.

— Tous les pétroliers qui transitent par Fos sont-ils contraints de se soumettre aux opérations de déchargement ?

— Non, pour la simple raison que la réglementation des ports maritimes français ne fait obligation aux pétroliers de se présenter «vides, propres et dégazés», que lorsqu'ils entrent au port pour réparation. Encore ne s'agit-il que de réparations concernant les cuves. Une réparation annuelle de machine ou de coque peut être effectuée sans déchargement si le navire est mis sous «gaz inerte».

— Précisément, la question du gaz inerte est au centre de la polémique qui a déchaîné à propos du «Bételgeuse» qui était dépourvu d'installations permettant de produire ce gaz. En quel cas technique consiste-t-elle ?

— Il est vrai que le «Bételgeuse» ne possédait pas de système dit de gaz inerte. Nous le connaissons bien. C'est un vieux client du port de Marseille et il s'est amarré plusieurs fois à notre quai. Mais, pour l'instant, rien ne permet de dire que cette particularité explique l'explosion.

«Cela dit, le gaz inerte est destiné à rendre non explosif le mélange de gaz d'hydrocarbures et d'oxygène qui flotte en permanence sur une cuve en cours de déchargement ou au moment du lavage de ses parois. Aucune explosion n'est possible et le mélange contient moins de 11 % d'oxygène. Si, dans un milieu gazeux, on trouve entre 1,3 et 11,5 % de gaz d'hydrocarbures, ce mélange est explosif. Le moindre flammage nu, la moindre étincelle, comme celle que provoque l'électricité statique, entraîne une explosion. Au-dessus de ces taux, le mélange est trop riche en oxygène et au-dessus il est trop riche en hydrocarbures pour exploser.

«La technique consiste donc à introduire du gaz de combustion provenant d'une chaudière — convenablement traité et filtré — qui ne contient pas plus de 4 à 5 % d'oxygène, ce, afin d'augmenter la teneur en gaz d'hydrocarbures du mélange, qui devient ainsi inoffensif.

«Nous disposons ici d'une unité mobile de production de gaz inerte que nous mettons à la disposition de nos clients. Mais les navires conventionnellement équipés peuvent produire eux-mêmes ce gaz à partir de leurs propres chaudières.

«Reprise des vols de Concorde au-dessus de la Méditerranée. — Les vols Concorde Londres-Singapour reprendront à partir du 24 janvier après la décision de la Malaisie d'autoriser le survol de son territoire pour une période de six mois, à déclarer, à Kuala Lumpur, M. John Smith, secrétaire britannique au commerce. La liaison avait été interrompue en décembre 1977, après seulement trois vols, en raison de l'interdiction faite par le gouvernement de Kuala Lumpur d'emprunter son espace aérien. — (A.F.P.)

Pas de conflit entre la capitale et l'État

Les impôts locaux des Parisiens augmentent d'environ 20 % en 1979

Les impôts locaux des Parisiens augmentent d'environ 20 % en 1979, a annoncé le mercredi 10 janvier M. de La Malène, premier adjoint au maire de Paris, chargé des finances, en précisant que cette augmentation était «le résultat des exigences du préfet pour ce qui concerne les parties départementales du budget de Paris».

Depuis la réforme du statut de la capitale, celle-ci est à la fois une commune et un département. C'est une seule et même assemblée, le Conseil de Paris, qui vote, en deux temps, comme conseil municipal, le budget de la commune, puis comme conseil général, celui du département. Ces deux budgets sont évidemment alimentés par les mêmes contributions, les Parisiens.

Le Conseil de Paris discutera le budget départemental le 15 janvier et, à partir du 25 janvier, le budget communal.

M. de La Malène, qui participait au déjeuner organisé par le syndicat de la presse municipale, a donné les explications suivantes: «Sur les deux masses importantes du budget départemental — aide sociale et participation au déficit des transports en commun — le préfet nous propose une augmentation de 10 % par rapport au budget de 1978. Si nous refusons, inévitablement, à ne pas dépasser 20 % d'augmentation des impôts locaux, c'est parce que, sur le budget communal, nous sommes en déficit de 20 %.

«Mais, a ajouté le premier adjoint, les grandes priorités fixées, par le maire de Paris, pour ce qui concerne, en particulier, les personnes âgées et l'action culturelle, ne seront pas remises en question, en dépit de ces restrictions. La transformation du Châtelet en théâtre lyrique populaire et l'aménagement d'un ensemble omnisports (Vél d'Hiv) à Suresne, d'ailleurs, sont des projets de la commune de Paris, parfaitement réalisables. Ils sont inscrits dans une enveloppe raisonnable».

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES ÉLUS COMMUNISTES DU NORD-PAS-DE-CALAIS DEMANDENT UNE RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL RÉGIONAL

(De notre correspondant.)

Lille. — Le plan pour le Nord-Pas-de-Calais sera présenté par M. Raymond Barre au conseil des ministres du 17 janvier. Ainsi qu'il a été annoncé après l'entrevue de M. Pierre Mauroy, président du conseil régional, avec le président de la République, le 10 janvier.

Les élus régionaux ont obtenu le principe d'une rencontre avec le premier ministre. Le conseil régional a décidé de cette entrevue à laquelle participerait une délégation du bureau du conseil régional, au lieu avant la réunion du conseil des ministres. Les élus communistes ont même demandé qu'une réunion extraordinaire de l'assemblée régionale soit prévue avant le 17 janvier. Les élus communistes ont même demandé qu'une réunion extraordinaire de l'assemblée régionale soit prévue avant le 17 janvier. Les élus communistes ont même demandé qu'une réunion extraordinaire de l'assemblée régionale soit prévue avant le 17 janvier.

ENVIRONNEMENT

Andros-Patria: marée noire sur les plages. — La marée noire qui a suivi l'accident du pétrolier grec Andros-Patria a atteint plusieurs plages de la région occidentale des Açores. Une grande partie du pétrole qui a été déversé a déjà été traitée par des détergents. — (A.F.P.)

Sauver Delphes (suite). — A l'occasion de la réunion à Paris, jeudi 11 janvier, de la commission de la culture de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, M. Franz Weber, président de l'association Sauver Delphes (le Monde du 18 décembre 1978), lance un nouvel appel aux institutions européennes. Il demande au Conseil de l'Europe de prendre position contre «le massacre du berceau de notre civilisation» que provoquerait l'installation d'une fabrique d'aluminium et d'une cimenterie.

URBANISME

Après l'annulation du POS par le Conseil d'État
Les permis de construire délivrés à La Baule pourront-ils être attaqués ?

Un nouveau plan d'occupation des sols devra être élaboré à La Baule (Loire-Atlantique), après l'annulation par le Conseil d'État du document applicable depuis le 11 mars 1975 (le Monde daté 7-8 janvier).

M. Guichard, maire de La Baule et député R.P.R. de Loire-Atlantique, a déclaré le 8 janvier qu'il «tirerait les conséquences» de cette décision. «En pratiquant une politique qui nous avait été recommandée à plusieurs reprises par des discours du président de la République ou par des textes du gouvernement, a-t-il indiqué, il semble que nous nous soyons trompés. En demandant un permis de construire un arrêté associant à titre consultatif des représentants d'associations qui n'appartenaient ni à l'administration ni à la municipalité, cette dernière avait estimé aller dans le sens de la participation de plus grand nombre aux affaires de la commune, la décision demeurant l'apanage des élus qui, seuls, ont voté le document, et de l'État qui l'a publié et approuvé».

Le Conseil d'État a rendu son arrêt sur une requête de l'Association pour la protection et l'amélioration du site de La Baule-Escoublon, requête qui avait été rejetée par le tribunal administratif de Nantes (le Monde du 22 avril 1978). L'association avait fait valoir que des entrepreneurs et des personnes intéressées à la construction et à la vente d'immobiliers, notamment l'immense de La Compole, dont le permis a été annulé, avaient été associés aux groupes de travail élus-administration qui préparent le POS. Dans son arrêt, le Conseil d'État a estimé que c'était illégal, de même que la présence de représentants d'associations de défense.

La loi du 31 décembre 1976 a prévu, depuis que les présidents d'associations de défense agréées peuvent être consultés au moment de la préparation du plan d'urbanisme, mais seuls les représentants de l'État (administration départementale) et les élus municipaux peuvent être membres du groupe de travail afin de garantir l'impartialité des choix.

Le POS de La Baule n'ayant plus d'existence juridique, une nouvelle procédure va être engagée. Elle devra tenir compte des textes publiés depuis, et notamment de l'instruction du 4 août 1976 sur le littoral, qui doit être prochainement transmise dans une directive nationale d'aménagement du territoire. Celle-ci prévoit, notamment, d'éviter l'urbanisation le long des côtes, retenir le principe d'une frange littorale non constructible dans les zones de développement, et interdire le développement des routes de corniche. Il est évident que cette directive ne peut s'appliquer à la lettre pour les quartiers déjà construits.

Dans l'attente du nouveau POS, l'administration devra s'occuper de statuer sur les demandes de permis de construire ou d'appliquer le règlement national d'urbanisme. Contrairement à ce que pense M. Guichard, il semble que les permis délivrés pourraient être attaqués.

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

En provenance directe du Château, André BOUVIER vous propose

Pour vos diners Pour un cadeau

Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

CHATEAU DE BARBE-BLANCHE

Appellation LUSSAC-SAINT-ÉMILION CONTRÔLÉE

(Hors commerce)

Écrivez à A. BOUVIER

Château de Barbe-Blanche 33570 LUSSAC Tél. (05) 84-00-54

CUISINES EQUIPEES - 12%

(Jusqu'au 31 janvier)

17 cuisines exposées - 4 marques - Jusqu'à 311.78, 100 Cuisines vous offre une remise exceptionnelle de 12% sur tous les meubles de cuisine encastrée. Pose comprise.

50, rue St-Denis M° Châtelet 233.74.53

Ouverture du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

100 CUISINES

هكذا من الاجل

Motors

Les autres pays, la Renault 5, ses dérivés, ont étudié pour le marché américain un modèle de voiture de 1,6 litre.

La Renault 5, ses dérivés, ont étudié pour le marché américain un modèle de voiture de 1,6 litre. Les autres pays, la Renault 5, ses dérivés, ont étudié pour le marché américain un modèle de voiture de 1,6 litre. Les autres pays, la Renault 5, ses dérivés, ont étudié pour le marché américain un modèle de voiture de 1,6 litre.

équipement
matériel des P.T.T.

Le choix de CIL-BS...

Le choix de CIL-BS...

Le choix de CIL-BS...

Le choix de CIL-BS...

CONJONCTURE

Tous les blocages de prix et de marges auront disparu en 1979

déclare M. Monory

M. Monory a annoncé, mercredi 10 janvier, la libération progressive des tarifs des services et des marges du commerce, « en fonction de la conjoncture et de la situation de chaque branche » (risque inflationniste, concurrence, information du consommateur) et à la condition que des « contrats de modération » soient conclus entre les professionnels et l'Etat.

LIBERATION PROGRESSIVE DES SERVICES ET DU COMMERCE. — Selon M. Monory, tous les blocages auront disparu fin 1979, mais la libération sera faite au premier semestre pour les services. La première profession à bénéficier sera la teinturerie-blaanchisserie, qui vient de signer un engagement de modération comportant notamment le principe d'un remboursement forfaitaire minimum en cas de déflation ou de perte.

M. Monory a insisté sur le fait que des prix ne seraient libérés que dans la mesure où existera une réelle concurrence. Ainsi, a précisé le ministre, les taxis, qui refusent la liberté d'établissement et prétendent le contingentement, n'en bénéficieront pas. En revanche, les transporteurs routiers pourront voir leurs tarifs libérés car le nombre des licences a été augmenté de 25 %.

LUTTE CONTRE LES ENTENTES. — Le ministre a déclaré que l'administration n'effectue pas de contrôles dans les entreprises, méthode peu efficace. La surveillance sera « structurée », au niveau d'une profession, pour détecter les ententes, que M. Monory s'est à nouveau engagé à combattre avec énergie, citant plusieurs exemples concrets : le cas des pompes funèbres et des sociétés de distribution d'eau va être examiné. D'autre part, les syndicats de boulangers (de Marseille et de Haute-Garonne), qui avaient diffusé des barèmes de prix, seront pénalisés (2 000 francs de dommages-intérêts pour chaque boulanger qui n'aurait pas respecté la règle).

INTERDICTION DES PRIX CONSEILLÉS EN LIBRAIRIE. — Dans un autre domaine — celui de la librairie — le ministre a annoncé une décision importante : l'interdiction des prix conseillés y compris pour les ouvrages scolaires. Désormais, l'affichage des prix conseillés sera interdit et, par conséquent, les rabais consentis au public : les libraires et les grandes surfaces indiqueront seulement leurs propres prix. La possibilité sera donnée aux éditeurs, par une remise à « qualification », de prendre en compte les services rendus par les libraires professionnels (stocks, offices de l'éditeur) par rapport aux simples points de vente. Le libraire aura aussi la possibilité d'établir dans son bilan des provisions pour stock et de réviser (en de baisse) les prix de ses livres en rayon.

Une autre série de mesures à l'étude dans l'interprofession concerne le prix de transport du livre afin de maintenir des librairies qualifiées sur l'ensemble du territoire, que l'éloignement ou les mauvaises communications pénalisent lourdement en temps et en coût de livraison.

Enfin, une vaste campagne de promotion sera menée en faveur du livre.

Les décisions gouvernementales s'inscrivent tout d'abord dans la politique libérale de M. Barre. En effet, M. Monory n'a pas suivi l'interprofession sur le compromis instaurant un doublement du prix du livre (prix imposé et prix net) élaboré au mois de juin dernier. On ne sait encore si les mesures annoncées rétabliront une plus grande égalité des chances entre les différentes formes de distribution. Elles ont en tout cas le mérite de définir les contours de la politique gouvernementale dans ce domaine et de sortir la profession du climat obscur.

B. A.

Le gouvernement annonce le recrutement de mille cadres chômeurs par l'A.N.P.E. et de mille autres dans le secteur privé

Le ministre du travail et de la participation a présenté, mercredi 10 janvier, au conseil des ministres, une communication sur l'emploi des cadres.

Pour quelques emplois de plus...

En donnant la parole au ministre du travail et de la participation devant le conseil des ministres au sujet du chômage des cadres, le gouvernement a voulu manifester sa sollicitude vis-à-vis du personnel d'encadrement. En fait, aucune des mesures proposées n'est réellement nouvelle, et l'énormité des éléments de la population gouvernementale apparaît bien, comme constamment amoncelent les syndicats, « circonscrite et illusoire ».

La seule mesure concrète, qui vise l'emploi de deux mille cadres, ne fait que confirmer le retard apporté à la réalisation de cette promesse. D'abord, le recrutement de mille cadres comme prospecteurs - placiers par l'Agence nationale pour l'emploi. Sans doute faudra-t-il des mois, après formation, pour qu'ils deviennent « opérationnels » au bénéfice des chômeurs à réinsérer au travail. Du moins, les mille personnes embauchées par l'Agence auront-elles résolu leur

Parmi les réactions

Les organisations de cadres, dans leur ensemble, ont estimé que la communication faite par le ministre du travail au conseil des ministres n'apportait rien de nouveau, ou tout peu, les dispositions gouvernementales ayant été annoncées il y a deux mois.

LA C.G.C. : un seul but, calmer la colère des cadres.

Rien de concret n'a été réalisé depuis deux mois. La C.G.C. a l'impression que le recrutement de cadres dans la fonction publique s'est soldé, comme on le sait, par un échec partiel, et que l'Etat n'a rien fait de même à l'avenir. L'évocation du chômage des cadres au conseil des ministres, poursuit la C.G.C., n'a qu'un but : calmer la colère des cadres, en attendant que les mesures concernant la Sécurité sociale et la dégradation de l'emploi.

LA SITUATION. — L'annonce du chômage des cadres par la C.G.C. est une raison supplémentaire de manifester, à son appel, le 29 janvier, à Paris et en province.

L'U.C.T.-C.G.T. : circonscrite et illusoire.

Tous les cadres jugeront « circonscrite et illusoire » le dernier conseil des ministres, déclare l'U.C.T.-C.G.T. « Le démantèlement de l'industrie nationale et scientifique du pays, ajoutée, met en cause leur emploi, leur carrière, l'utilisation de leur compétence, dénature leurs responsabilités et leur rôle, tend à justifier les agressions multiples portées à leurs situations sociales et professionnelles. (...) On peut en dire assez, produisant et transformant, en faisant reculer toutes les conséquences d'une politique d'austérité qui lamine le pouvoir d'achat et détériore l'ensemble des mécanismes de protection sociale ».

L'U.C.T.-C.F.D.T. : pour une négociation tripartite.

L'ampleur du chômage et les formes dramatiques qu'il revêt dans les entreprises industrielles et commerciales, déclarent les cadres C.F.D.T., qui veulent une meilleure coordination avec l'AFPEC (Agence pour l'emploi des cadres) et réclament, dans ce but, une négociation syndicat-gouvernement-cadres.

Dans l'imprimerie de la région lyonnaise, le mot d'ordre de grève lancé, mercredi 10 janvier « a été bien suivi », déclare le Comité intersyndical du Livre C.G.T.

Ce mouvement avait été déclenché à la suite de l'intervention de la police, mardi soir, au siège de la Chambre patronale des imprimeurs, où deux cents ouvriers réclamaient l'ouverture de négociations.

Pour sa part, l'Union parisienne des syndicats patronaux dénonce cette « occupation » et souligne, dans un communiqué, que, malgré ces actions d'une « minorité agissante » qui s'efforce de « bloquer les mécanismes de toute négociation », elle a proposé une réunion paritaire en date du 26 janvier.

LE PLUS HAUT NIVEAU DE VOTRE CARRIÈRE

Pour le préparer ou l'assumer, nous vous proposons le plus haut niveau des Techniciens d'Expression et de Communication.

la Méthode Le Féal.

Sans engagement, prenez rendez-vous avec Hubert Le Féal pour assister à une séance de travail.

770 55 03

Institut d'expression orale 20, cité Trévise 75008 Paris

LOTO

facile, pas cher, ça peut rapporter gros

SOCIAL

La direction générale de Creusot-Loire confirme la suppression de huit cents emplois à Châteauneuf

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Fondée il y a cent vingt-six ans par six frères qui lui donnèrent leur nom, l'usine des Acieries Marrel, de Châteauneuf-Rive-de-Gier (Loire), passée sous le contrôle de Creusot-Loire en 1974, est menacée, à terme, de démantèlement. C'est ce qu'a laissé présager devant le comité central d'entreprise, réuni mercredi 10 janvier à Paris, la direction générale du groupe.

Les délégués de l'unité régionale s'attendaient à être informés du plan de restructuration prévu et du nombre de suppressions d'emplois devant en découler. En fait, la direction générale a surtout confirmé que les licenciements seraient de l'ordre de sept à huit cents salariés. Il faudra donc attendre, pour en connaître le nombre exact, l'un des deux comités d'entreprise extraordinaires qui doivent se tenir, mardi 16 et mercredi 24 janvier. La direction a cependant précisé que le projet de licenciement collectif qui sera alors présenté « s'inscrira d'un plan social permettant d'en limiter les conséquences pour le personnel concerné ».

Tout en justifiant les mesures prises, ou sur le point de l'être, la direction générale a confirmé la création d'un département, doté d'une direction commune pour le Creusot (Saône-et-Loire) et Rive-de-Gier (Loire). Il devrait réunir les productions courantes (10 000 tonnes de tôle moyenne par mois) et celles de Rive-de-Gier (4 500 à 5 000 tonnes mensuelles de tôles hyper-lourdes). Or, jusqu'à présent, la Division Marrel, avant de retrouver son autonomie récemment, avait une direction commune avec l'établissement stéphanois de tôles d'acier, ce dernier avait fini par acquiescer toute la production des laminés, ajoutant à la sienne celle qui était auparavant réalisée à Rive-de-Gier. Au chef-lieu de canton, on re-

coupe à long terme. On peut le déplorer, on peut citer la fable du « chien et du loup », on peut regretter le frein au vrai progrès que ce choix implique, mais c'est ainsi.

La crise de l'Etat protecteur n'en est pas moins ouverte sur le plan social. Ce que l'opinion exige de plus en plus, soulignent-ils, ce sont des comptes. Elle vit trop sur des... comptes. Pour rester dans le domaine de la santé, l'on affirme trop que la multiplication d'actes médicaux sophistiqués et le passage à travers des galeries d'appareils ultra-perfectionnés dans les hôpitaux réduisent, considérablement, les risques de se tromper dans un diagnostic ou facilitent toujours les guérisons.

Le problème du coût de la médecine ne peut plus être dissocié de celui de son efficacité. C'est ce que notait fort justement Etienne Guberan, médecin du travail, et André Rougemont, professeur agrégé, qui ont adapté le livre d'Arnould L. Cochrane sur l'inflation médicale (3). Cet ouvrage, s'appuyant sur solides « essais contrôlés » (4), démontre le degré de gaspillage que peuvent atteindre les dépenses médicales. Il faut oser de plus en plus le crier sur les toits sans crainte de se faire traiter d'économiste au cœur sec.

L'Etat protecteur ne peut compter que sur les contribuables ou les cotisants pour assumer les charges de redistribution de pouvoir d'achat des plus âgés aux plus jeunes. Comme l'écrivait Jacques Plassard (5), les pourvoyeurs du fisc et de la sécurité sociale peuvent se révolter ouvertement (exemple californien) ou insidieusement (paradis fiscaux pour les riches, second métier, travail noir pour les humbles). Les économistes américains estiment déjà à 10 % du produit national la valeur marchande des dépenses onéreuses, en marge du système. Quand cette « fuite » prendra des proportions plus sérieuses, n'est-ce pas tout le réseau de régulation sociale qui risque de sauter, victime d'une « surcharge » comme celui de l'E.D.F. un jour de panne. Il faudra alors plus de quelques heures pour le remettre en place.

PIERRE DROUIN.

(1) Le prix de l'enseignement en France, Orléans-Louviers, 1969.
(2) 13, quai Saint-Michel, Paris. Le colloque a eu lieu à Venise du 12 au 15 décembre 1977.
(3) En réponse, l'essai contrôlé a consisté à attribuer à deux groupes de patients tirés au sort un traitement différent (par exemple un médicament et un placebo, ou un médicament et un médicament à l'hôpital). La supériorité de l'un des traitements est établie par l'analyse statistique des résultats sur la base de critères établis à l'avance.
(4) Les Quatre Ventes, n° 24, décembre 1978, 40, rue Jean-Jaurès, 93170 Bagneux.

(5) L'abandon même de cette issue montre bien qu'il y a quelque part un seul au-delà duquel l'opinion tout naturellement sera portée vers un autre choix. En sommes-nous loin ? Comme le disait récemment Bernard Cases dans une communication à un colloque sur « le public et le privé » organisé par la Fondation internationale des sciences humaines (2) : « Les choses se passent à partir du moment où le développement de l'Etat-protecteur atteint des proportions telles que la pression fiscale pour le financer commence à mordre sérieusement sur les revenus des petits et moyens salariés ».

Les réactions anti-fiscales traduites par le référendum de juin 1978 en Californie sont-elles un signe avant-coureur d'un désir des particuliers de retrouver une disponibilité plus grande de leurs revenus face aux excès des prélèvements obligatoires ? Au Danemark, la formation du parti de M. Glistrup qui prend parti contre le Welfare State (Etat-providence) est antérieure à la crise, et il compte dans ses rangs un bon nombre d'ouvriers. Il faut toutefois se méfier d'interpréter trop vite quelques réactions de ce type comme l'appel à une société où l'individu secourrait la plupart des contraintes dues aux « transferts sociaux » pour choisir sa façon de se protéger... ou de ne pas se protéger. Dans un monde de plus en plus instable, troublé par l'interconnexion de revendications contradictoires et par la perte de substance des espérances, qu'on lui propose, le citoyen cherchera avant tout la sécurité matérielle. C'est pourquoi tel ou tel régime où la liberté est bâtonnée tient le

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL

AUGMENTATION DE CAPITAL

Lors de sa réunion tenue le 8 janvier 1979, le conseil d'administration de la société a constaté que 233 131 obligations convertibles sur un montant global de 730 000 avaient été présentées à la conversion au 31 décembre 1978.

Le capital d'INTERBAIL s'élève désormais en conséquence à la somme de 205 763 100 F divisée en 2 057 631 actions. L'ensemble de ces actions bénéficiaires du dividende qui sera servi au début d'avril 1979 au titre de l'exercice 1978. Les fonds propres de la société s'élèvent à 270 545 049,33 F.

Chefs comptables

Le Plan Comptable est un ouvrage qui explique le développement des méthodes et du langage.

Vous devez apprendre à pratiquer la Comptabilité Indépendante qui est la vérité avec nous, ouvrage que j'envoie gratis.

Renée Kater
7, rue d'Anjou, PARIS (8^e)

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

ORIENTATION	ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.O.	ACTIF A COURT TERME OBLIGATAIRE A.C.T.O.	ACTIF A COURT TERME OBLIGATAIRE A.C.T.O.	ACTIF A COURT TERME OBLIGATAIRE A.C.T.O.	ACTIF A COURT TERME OBLIGATAIRE A.C.T.O.
	Obligations françaises	40 % minimum actions franc. (Loi Mémory)	Valeurs françaises dominantes	Placement à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 31 DECEMBRE 1978 :					
— Nombre d'actions en circulation...	868 932	432 571	650 492	583 748	1 545 943
— Actif net total (en millions de F.) réparti comme suit :	148,61	35,55	105,60	114,53	240,29
a) France :					
Obligations classiques et indexées...	89,6 %	22,9 %	24,5 %	22,4 %	27 %
Obligations convertibles...	4 %	4 %	4,7 %	6,3 %	4 %
Actions...	néant	néant	4,8 %	6,3 %	24,3 %
b) Etranger :					
Actions et obligations...	néant	néant	22,4 %	13 %	40,7 %
c) Billets hypothécaires...	3,5 %	néant	néant	néant	néant
d) Disponibilités...	2,9 %	16,3 %	3,8 %	6,3 %	4 %
— Valeur liquidative de l'action en F.	171,04	128,43	162,47	196,20	155,44

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de :

SSB SOCIÉTÉ SEGUARISE DE BANQUE
370, rue Saint-Honoré, 75002 PARIS CEDEX 01 — Tél. : 261-53-44
Tour ASSUR, quartier Louis-Blanc, CEDEX 14, 92083 PARIS - LA DEFENSE — Tél. : 766-16-10, et dans ses agences de province.

crédit universel
182, boulevard Haussmann, 75008 PARIS — Tél. : 261-53-56
10, avenue Gabriel-Péri, 95100 ARGENTEUIL — Tél. : 961-93-32
160, route de la Reine, 92100 BOULOGNE — Tél. : 604-31-30
69, avenue Foch, 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE — Tél. : 973-87-01
74, résidence de la Sologne, avenue de Paris, 78000 VERSAILLES — Tél. : 851-16-73 et dans ses agences de province.

ÉTRANGER

R.F.A. : le travail a repris dans la sidérurgie après quarante-quatre jours de grève

De notre correspondant

Bonn. — Depuis jeudi matin 6 heures, le travail a repris dans l'ensemble de l'industrie sidérurgique de la Ruhr, de Brême et d'Osna-brück, que la grève avait paralysée pendant quarante-quatre jours. Dès mardi, les employeurs avaient suspendu leur mesure de lock-out qui frappait vingt-huit mille ouvriers. Mercredi soir, à l'issue d'un référendum approuvant le compromis négocié à la fin de la semaine dernière, le syndicat I.G. Metall a appelé les quelque soixante-dix mille grévistes à rejoindre leur poste sans délai.

Ainsi se termine l'un des conflits sociaux les plus durs que la République fédérale ait connus depuis bien des années. Les résultats du référendum syndical soulignent d'ailleurs le caractère inéluctable de cette grève. Plus de 90 % des travailleurs membres du syndicat dans la région intéressée ont pris part au vote alors que, à la suite d'un règlement déjà accepté par les dirigeants, les abstentionnistes sont en général beaucoup plus nombreux.

L'importance des votes négatifs témoigne de la déception éprouvée par beaucoup de travailleurs après six semaines de lutte. Par rapport au nombre des votants, 54,47 % des intéressés ont approuvé la solution de la grève : mais, par rapport au total des « travailleurs organisés », la proportion des oui ne s'élève qu'à 49,5 %. Il est vrai que, selon les statistiques syndicales, un quart des voix suffit pour mettre fin à un conflit.

La chose la plus claire aujourd'hui est que les dirigeants de l'I.G. Metall, l'une des organisations syndicales les plus puissantes du monde libre, s'étaient montrés un peu trop ambitieux en fixant leurs objectifs. Pendant des semaines, ils ont excités leurs troupes à combattre pour le principe de l'introduction progressive de la semaine de trente-cinq heures.

En fin de compte, ils ont été contraints de battre en retraite sur le principal champ de bataille. Les employeurs ont certes consenti, au prix de sacrifices assez lourds, des réductions effectives du temps de travail, en augmentant par exemple le nombre des jours de congé pour tous les travailleurs. Cependant l'essentiel reste sélectif : ces réductions n'intéressent que les ouvriers de plus de cinquante ans, ainsi que ceux qui travaillent la nuit. Le principe reste donc maintenu que la durée normale du travail hebdomadaire est de quarante heures. Cet échec, au moins apparent, suscite à la fois des mécontentements sérieux et des divisions dans les rangs syndicaux.

Le coût de la grève est très élevé. Du côté des employeurs, on parle de plus d'un milliard de deutschemarks. En fait, une évaluation précise des dommages subis par l'industrie n'est pas encore possible. En revanche, le prix payé par l'organisation syndicale est connu. L'I.G. Metall a déboursé 114 millions de deutschemarks au titre des allocations de grève. Pour la même période, le montant des salaires serait élevé à 234 millions. Durant ces six semaines, le revenu des ouvriers a donc été amputé de 120 millions (51 %) pour un résultat qui ne satisfait qu'une partie d'entre eux.

Au début de l'année dernière, la grève dans l'industrie métallurgique du Bade Wurtemberg avait été encore plus coûteuse pour l'I.G. Metall qui dut alors verser 140 millions de deutschemarks d'allocations aux grévistes. Le trésorier du syndicat reconnaît lui-même que les 200 millions de deutschemarks alloués au cours de la lutte sociale en l'espace de douze mois représentent « bien des années » de cotisations syndicales. — J.W.

1978 aura été une année corré, en Allemagne fédérale, pour le nombre des journées de travail perdues pour raison de grève ou de lock-out. Selon une enquête de l'Institut économique du patronat, 6,8 millions de jours de travail ont été perdus au cours de cette année de conflits sociaux sans précédent (3,2 millions de jours pour cause de grève et 3,6 millions pour cause de lock-out). L'Institut estime que ce bilan n'est pas l'expression d'une aggravation durable du climat social, mais qu'il traduit les difficultés d'adaptation aux conditions économiques changeantes. — (A.F.P.)

INDONÉSIE : la dévaluation de la roupie provoque une vague de spéculation

La forte dévaluation de la roupie indonésienne le 15 novembre (le Monde a des 18 et 21 novembre 1978) a été une grande confusion dans la vie économique du pays. En dépit de la relative stabilité du prix du riz et de huit autres produits de base, qui servent d'indicateurs d'attente à un gouvernement, les grosistes et détaillants spéculent à la hausse. Ils font valoir que les prix augmentent. Ainsi les magasins sont-ils mal approvisionnés malgré des hausses de 10 à 50 % sur des articles électroniques, des médicaments, des produits alimentaires transformés ou des textiles, hausses que l'on peut déjà constater. — B.R.

SUEDE

La Suède comptait 86 000 chômeurs, soit 2,1 % de la main-d'œuvre active, en décembre, contre 78 000 en novembre. Chez les jeunes, le chômage touchait 27 000 personnes en décembre, contre 32 000 en novembre. — (A.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
+ pas + sans	Rep + en Rep -	Rep + en Rep -	Rep + en Rep -
\$ E.-U. ...	4,2320 4,2405	-163 -135	-225 -290
\$ Can. ...	3,5600 3,5690	-155 -110	-275 -310
Yen (100) ...	2,1535 2,1595	+ 90 +125	+170 +210
DM (100) ...	2,2920 2,2995	+ 25 + 90	+110 +145
Fl. (100) ...	2,1215 2,1280	+ 60 + 20	+100 +130
F. (100) ...	14,5210 14,5610	-420 -270	-695 -520
L. (1 000) ...	2,5330 2,5610	+130 +165	+265 +300
S. (1 000) ...	5,0638 5,0750	-235 -180	-430 -425
S. (1 000) ...	8,4825 8,5035	-635 -385	-895 -525

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	DM	DM	DM	DM	DM	DM	DM
2 3/4	3 1/8	3	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
2 3/4	3 1/8	3	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
2 3/4	3 1/8	3	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
2 3/4	3 1/8	3	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
2 3/4	3 1/8	3	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
2 3/4	3 1/8	3	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
2 3/4	3 1/8	3	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2

Notes données ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

DIAMANTS

vente directe aux particuliers de 12 h à 19 h

COMPAGNIE GENERALE DU DIAMANT
17, rue Réaumur - 75003 Paris - Tél. 278-55 13

Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos messages (télégrammes, télex, fax, etc.) sont envoyés par nos soins à destination de vos correspondants. Nous vous informons de l'arrivée de vos messages.

LES MAN

PARIS
10 JANV. 79

Un peu plus active

Le marché des valeurs mobilières a été un peu plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

Le CAC 40 a terminé à 1 545,93 points, en baisse de 14 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été plus dynamiques que les valeurs françaises.

Le marché des obligations a été calme, les cours étant en retrait.

Le marché des actions a été plus actif que hier, mais les cours restent en retrait.

502110101

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 10 JANVIER

Un peu plus active

Le marché s'est montré un peu plus actif ce mardi à la Bourse de Paris où quelques initiatives, dont certaines étrangères, paraissent s'être débloquées. A l'issue de la séance, l'indice de cotation s'est établi en progrès d'environ 0,5 % (contre 0,3 % à l'ouverture).

Tous les compartiments ont vu leur cours évoluer de façon positive. Les plus favorisés ont été les secteurs de l'énergie, de l'industrie et du matériel électrique. Ailleurs, une certaine tranquillité a continué de dominer.

Quatre valeurs ont fait l'objet d'un courant d'achats relativement important : Générale de fonderie dont la cotation fut portée de 145 à 150 francs, la cotation de la fonderie de la région de la Loire, la cotation de la fonderie de la région de la Loire, la cotation de la fonderie de la région de la Loire.

Le retour, discret, de quelques investisseurs étrangers (britanniques, allemands, américains) qui finissent depuis le début de l'année, certains s'affirmant autour de la corbeille où le climat s'est un peu réchauffé, ont entraîné une hausse de cotation de certaines valeurs.

Sur le marché de l'or, un peu plus actif, le cours a progressé de 120 millions de francs d'échanges ont été enregistrés (contre 5 millions la veille) le long d'un cours de 100 francs à 30 francs de prime.

Au début de l'année, le cours de l'or a progressé de 120 millions de francs d'échanges ont été enregistrés (contre 5 millions la veille) le long d'un cours de 100 francs à 30 francs de prime.

LONDRES

Le Stock Exchange continue de s'affirmer dans le calme au regard de l'aggravation du climat social et la poursuite de l'augmentation du déficit budgétaire. Les mines d'or ont souffert.

VALEURS	Cours	Dernier
British Petroleum	141	141
Shell	135	135
Esso	135	135
BP	135	135
Esso	135	135
BP	135	135

NEW-YORK

Sensible repli

Une vague de ventes bénéficiaires a entraîné un sensible repli des cours mercredi à Wall Street. L'indice Dow Jones a reculé de 5,50 points à 1 234,50.

Une partie de la demande s'est tournée vers les valeurs de croissance, mais le volume des transactions a diminué.

VALEURS	Cours	Dernier
Alcoa	49 1/4	49 1/4
Alumina	49 1/4	49 1/4
Alumina	49 1/4	49 1/4
Alumina	49 1/4	49 1/4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

C.I.T.-ALCATÉL. — Cette filiale du groupe C.I.T. a engagé des négociations en vue du rachat de la société américaine Alcatel Bell.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CAENNAIS. — Une éventuelle fusion avec le Trust général du Canada est à l'étude.

MAISONNIEUX. — La société a réalisé un chiffre d'affaires de 100,4 millions de francs (+ 0,8 %).

ARBEZ-PELLETS. — Arbez envisage la possibilité de céder son groupe à un investisseur étranger.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 29.01.1978)

Indice	Valeur	Différence
Indice général	100,4	+0,8
Indice des valeurs étrangères	100,4	+0,8

COÛRS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen) : 177,15

Taux du marché monétaire : 6,7 %

BOURSE DE PARIS - 10 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

MARCHÉ À TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

MARCHÉ À TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

MARCHÉ À TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

INTERBANCAIRE DES DE

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

DES EURO-MONNAIES

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

DIAMANTS

vente directe aux
marchands de 12 h à 19 h
Général du Diamant
75003 Paris - Tél. 276-55-15

NOTRE

communications
75003 Paris - Tél. 276-55-15

COTE DES CHANGES

Marché	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Marché	Cours	Dernier
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145
Alcatel	145	145

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

1. IDEES FEMMES.
2. ETRANGER — Après l'établissement du nouveau régime de Phnom-Penh.
3. DIPLOMATIE — Les négociations sur les SALT.
4. AMERIQUES — BRESIL : huit importantes personnalités de l'opposition se seraient pas autorisées à rentrer.
5. PROCHE-ORIENT
6. EUROPE
7. AFRIQUE
- 7-8. POLITIQUE — POINT DE VUE : « La France dissocie », par Lucien Navviri.
8. PRESSE
- ANGIERS COMBATTANTS
9. SOCIETE
10. JUSTICE — « Pour une justice moderne » (IV), par Alain Peyrefitte.
11. RELIGION
12. SPORTS
- MEDECINE

LE MONDE DES LIVRES

Page 13 à 19

LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « Une passion pour Che Guevara », de Jean Cau.

Un enthousiasme de Michel Robert.

SOCIETE : Yves Berger chasseur de mythes.

SOUVENIRS : Les portraits de Maurice Martin du Gard.

HISTOIRE : Une nouvelle interprétation de la Révolution française.

LETTERES ETRANGERES : Les « Vies Imaginaires » de Savinio.

20 à 22. CULTURE

MUSIQUE : Un enfant appelle, de Marcel Lendowski, à Washington.

25. EQUIPEMENT

26 à 28. ECONOMIE

— AFFAIRES : l'accord entre Renault et American Motors.

— ETRANGER : le travail a repris dans la sidérurgie allemande.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (22)

Annouces classées (23 et 24) :

Aujourd'hui (12) ; Carnet (11) ;

Loterie nationale et Loto (13) ;

Météorologie (12) ; Mots croisés (12) ; Soume (22).

Le numéro du « Monde » daté 11 janvier 1979 a été tiré à 570 196 exemplaires.

A PARTIR DU MOIS DE FEVRIER

La S.N.C.F. augmentera de 7,5 % ses tarifs voyageurs et pourra fixer librement ses tarifs marchandises

Le prix des billets voyageurs de la S.N.C.F. augmentera de 7,5 % le 1^{er} février prochain, confirme le ministre des transports. Une deuxième augmentation pour être étudiée en cours d'année. La dernière hausse des tarifs voyageurs datait du 1^{er} mai dernier et avait été de moyenne de 15 %. Lors de la dernière réunion du conseil d'administration, la S.N.C.F. avait demandé une augmentation de 15 % qui lui avait été refusée.

Il se confirme ainsi que, comme nous l'indiquions dans le Monde du 6 janvier, la S.N.C.F. se verra accorder le droit, pour ce qui concerne les marchandises, de fixer librement ses tarifs à partir, sans doute, du 1^{er} février.

M. RAUL BÉTEILLE EST NOMME PROCUREUR GENERAL DE LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Par décision du conseil des ministres, sont nommés à la Cour de sûreté de l'Etat :

● Procureur général : M. Raoul Bételle, président de chambre à la cour d'appel de Paris ;

● Avocat général : M. Jacques Colette, premier substitut du procureur de la République de Paris ;

● Avocats généraux suppléants : MM. Pierre Baechlin et Guy Pichot, premiers substituts du procureur de la République de Paris ;

● Présidents de chambre suppléants : MM. Paul d'Aubert, président de chambre à la cour d'appel de Versailles, et Pierre Pignatelli, président de chambre à la cour d'appel de Paris ;

● Conseillers : M. Jean Poupard, conseiller à la cour d'appel de Paris, les généraux de brigade Alfred Perle et Raymond Bourdieu, le lieutenant-colonel Raymond de Lestrangère ;

● Conseillers suppléants : MM. Louis Delmas et Paul Jonda, conseillers à la cour d'appel de Paris ; le général de brigade Charles de Vanssay, le contre-amiral René Gouva.

LE GROUPE R.P.R. SE RÉUNIT A MARNES-LA-COQUETTE

Les députés R.P.R. ont quitté l'Assemblée nationale, jeudi matin, à bord de quatre autocars, pour se rendre à Marnes-la-Coquette, dans le département des Hauts-de-Seine, dont M. Claude Labbé, président du groupe, est l'un des députés. Au nombre d'une bonne centaine, sur un effectif total de cent cinquante-cinq, les députés tiennent leur journée d'étude dans une propriété privée. Les membres du gouvernement issus du R.P.R. ont été conviés à cette séance.

L'attitude opposée adoptée dans les deux secteurs — liberté pour les marchandises, fixation autoritaire pour les voyageurs — s'inscrit dans le droit fil de la politique gouvernementale. La S.N.C.F., pour ses voyageurs, est dans une situation de quasi-monopole ; elle est très largement concurrencée pour le transport des marchandises. A noter toutefois que, pour ces dernières, le ministre de tutelle prend soin de préciser à la S.N.C.F. que « le gouvernement ne souhaite pas que ce retour à la liberté se traduise par des hausses importantes, générales et immédiates ».

Une autre préoccupation a dicté l'adoption de la loi de transports : celle de ne pas voir la S.N.C.F. succomber à la tentation de financer par les recettes recueillies sur le trafic voyageurs en bonne posture pour le moment — le déficit de son trafic marchandises très fortement concurrencé et en stagnation.

Ces décisions doivent enfin être rapprochées des discussions ouvertes entre l'Etat et la S.N.C.F. avant la signature prochaine du contrat d'entreprise qui, pour les quatre ans à venir, définira les droits et obligations de la société nationale. M. Le Theule, le ministre des transports, reçoit d'ailleurs longuement ce jeudi l'ensemble des syndicats de cheminots pour leur expliquer ses intentions.

M. SÉGUY POURRAIT RENCONTRER M. CHARPENTIER

C'est une réponse affirmative, mais très réservée, que M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a faite à l'offre d'une rencontre entre sa centrale et la C.G.C., que M. Charpentier, président de la confédération des cadres, avait lancée, mercredi matin 10 janvier, en étant interviewé par Europe-L.

M. Séguy, en fin de matinée, a répondu qu'il était davis qu'une rencontre « pourrait être utile », en rappelant longuement l'action menée par l'U.G.C.T., l'organisation des cadres C.G.T.

● M. Raymond Barre se rendra le vendredi 13 janvier au château de Sassenage, près de Grenoble (Isère), où il assistera, à titre personnel, à un « séminaire » de prospective économique organisé par la Fondation scientifique de Lyon et du Sud-Est, que préside M. Joseph Fontanet, ancien ministre.

● Train bloqué dans les Côtes-du-Nord. — Une centaine de manifestants ont bloqué, durant une dizaine de minutes, le 10 janvier dans la soirée, l'express Brest-Paris en gare de Ploqueat (Côtes-du-Nord). Aucun incident n'a eu lieu. Les manifestants, qui avaient à leur tête des socialistes et communistes, protestaient une nouvelle fois contre la suppression de certains arrêts en gare de Ploqueat.

● Avions retardés à Orly. — Des retard pouvant atteindre une heure sont enregistrés ce jeudi 11 janvier dans les décollages à Orly. Ces perturbations sont dues à la fois aux opérations de dégivrage des avions et à celles de désenclenchement des pistes et voies de circulation.

● Radio-95 émettra ce jeudi 11 janvier, à 20 heures, en direct de Melun, sur 95 MHz.

LIMOGES SANS COURRIER

Les entreprises veulent court-circuiter les postiers

(De notre correspondant.)

Limoges. — Les agents du centre de tri postal de Limoges se sont mis en grève illimitée et occupent leurs locaux de travail depuis le 9 janvier. A l'appel des syndicats C.G.T., F.O. et C.F.D.T., ils entendent protester de cette façon contre l'insuffisance de leurs effectifs et la dégradation de leurs conditions de travail. L'occupation des locaux a été déléguée après que la direction du centre ait fait transporter quarante-huit mille lettres au souffrance dans d'autres bureaux pour qu'elles y soient triées.

Le président de l'Union patronale limousine, M. Pommiès, a déclaré à ce sujet : « Nous incitons nos entreprises à protester vigoureusement lorsque les arrêts des services postaux ou publics entraînent pour elles des pertes. Nous les incitons à engager des actions judiciaires chaque fois qu'elles subissent un préjudice ».

D'autre part, le secrétaire d'Etat aux P.T.T. annonce, dans un communiqué, que « des retards sont à craindre pour le courrier ordinaire ou à destination du Centre et du Sud-Ouest ». En effet, des mouvements sociaux affectent le fonctionnement du centre de tri postal de la gare d'Austerlitz à Paris.

ALERTE A LA BOMBE A BORD D'UN AVION POSTAL A CLERMONT-FERRAND

Six avions postaux — dont quatre à destination d'Annecy — Clermont-Ferrand — ont été immobilisés à leurs escales respectives, jeudi 11 janvier vers 2 heures, sur ordre de la direction de l'Aéropostale, après une alerte à la bombe déclenchée vers 9 h 30 par la tour de contrôle d'Annecy. Peu après midi, dans un appel téléphonique au bureau régional de l'Aéropostale-France, une personne se réclamant du G.I.N.T. (Groupe d'intervention interrégional) avait annoncé qu'une bombe avait été placée à bord d'un avion postal à l'aéroport d'Annecy.

L'enquête, avait-elle indiqué, devait se poursuivre une demi-heure plus tard. Pour que soient effectuées les opérations de contrôle, les appareils ont été totalement débarrassés de leur chargement. Le plupart des avions postaux immobilisés ont quitté à vide leurs escales respectives — Annecy, Lyon et Bordeaux — vers 3 heures.

Après cette alerte, vingt-deux chariots de courrier (soit 22 tonnes) ont été bloqués à l'aérodrome d'Annecy-Clermont-Ferrand — qui est un centre important du réseau postal aérien. Le courrier ainsi retardé a été progressivement acheminé à partir de jeudi 11 janvier dans la matinée.

Le G.I.N.T. avait déjà revendiqué trois attentats commis dans la région de Clermont-Ferrand entre le 22 juin et le 5 juillet 1978 : la destruction d'un panneau publicitaire Decaux, d'un transformateur situé au pied du pont de Dôme, près de l'aéroport de Clermont-Ferrand (le Monde du 11 juillet 1978).

CHANGEMENT DE DIRECTION A L'ANPE ET A L'AFPA

Les modifications envisagées à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), dont le siège doit être transféré en Aquitaine, et à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), dont la réforme est à l'étude, seront décidées par des changements à la direction de ces deux organismes. M. Jacques Baudouin, maître des requêtes au Conseil d'Etat et ancien directeur des hôpitaux, sera nommé directeur de l'ANPE en remplacement de M. Guy Metais. Ce dernier, après consultation et décision des gestionnaires de l'AFPA, pourrait entrer à la direction de cette association.

L'aménagement des rythmes scolaires

Le Conseil économique est favorable à une réduction des vacances d'été

Les premières mesures seront appliquées en 1979-80

Le Conseil économique et social a adopté, mercredi 10 janvier, le projet d'avis sur l'aménagement des rythmes scolaires. Le texte a été voté par 143 voix sur 172 votants. Il y a eu 23 abstentions : celles de la C.F.D.T., de la C.G.T. et du représentant de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), et aucune vote contre. Le gouvernement va s'inspirer de l'avis du Conseil économique et social pour décider des premières mesures d'aménagement du temps qu'un conseil des ministres devrait examiner en mars prochain. Elles s'appliqueraient au cours de l'année scolaire prochaine (1979-1980).

Les amendements apportés au projet d'avis voté mercredi n'ont pas fondamentalement modifié le texte initial présenté la veille devant l'Assemblée plénière par le recteur Pierre Magnin (le Monde du 11 janvier). La formule retenue est celle d'un « étalonnage » par deux mesures : création de zones pour les vacances d'été et raccourcissement de ces vacances de février et de printemps, et raccourcissement des vacances d'été dont la durée serait ramenée de onze à neuf semaines. Troisième mesure : à terme, l'année scolaire coïnciderait avec l'année civile.

Pour le découpage des zones en été, plusieurs variantes seraient à l'étude : la région parisienne, plus, éventuellement, une autre région « judicieusement choisie » formerait une zone, et le reste de la France, une autre. Or, bien, la région parisienne serait elle-même découpée en plusieurs zones. Le président du Comité pour l'aménagement du temps dans la région d'Ile-de-France (CAIRAI), M. Michel Ebel, se déclare « résolument hostile » à un tel découpage, estimant que « les familles et les enfants scolarisés seraient plus gênés que favorisés par une telle organisation autoritaire de leurs congés ».

En cours du débat M. Christian Benoit, ministre de l'éducation, et M. Jean-Pierre Solson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, ont demandé au Conseil économique et social de poursuivre ses investigations, en particulier pour étudier l'aménagement non seulement de l'année scolaire, mais aussi du trimestre, de la semaine de la journée de l'heure. S'ils ont souhaité

l'instauration d'un « décalage national » sur ce sujet, ils se sont affirmés décidés à mettre en place progressivement, à partir de l'année scolaire 1979-1980, des mesures qui rassembleront vraisemblablement à celles recommandées par le Conseil économique et social : création de zones pour les vacances d'été et raccourcissement de ces vacances. Un conseil des ministres, en mars, examinerait ces premières propositions. Auparavant, le ministre de l'éducation aura reçu les fédérations de parents d'élèves et les syndicats d'enseignants.

Ces derniers s'affirment dans l'ensemble favorables à un examen du problème des rythmes scolaires. Mais ils refusent, avant un tel examen global, toute atteinte à la durée totale des vacances annuelles.

Dans un communiqué, le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC, autonome) écrit : « Out à un nouvel équilibre des trimestres pour une amélioration du rendement pédagogique ; non à une réduction du temps global de repos ». Le SNALC observe que « l'enseignement est devenu un métier très exigeant et nerveusement éprouvant qui nécessite de ce fait des périodes de repos suffisantes ». Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) estime lui aussi que « le problème est la régulation des trimestres ». Se déclarant lui-même « assez conservateur » sur la question des vacances, il demande que « l'on ne prenne pas et des enseignants, qui ne rouleront pas de leurs vacances, et ne les laisseront pas dormir ». — C. V.

PROTOTYPE le nouveau magasin de sport

Des tenues de ski que vous serez les premiers à porter.

diffusion skimer

65, rue Saint-Honoré 75001 Paris, tél. 236.78.38 (près des Halles)

capoul CHEMISIER - TAILLEUR

solde

123 Bd Saint-Germain Paris 6e

Tilbury SOLDE SES COLLECTIONS chaussures - maroquinerie 23, RUE DU FOUR - PARIS

Beylerian habille l'homme d'aujourd'hui **SOLDES**

A Versailles, Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Créteil "Soleil", Rouen-Barentin et Rouen-Saint-Sever.

TED LAPIDUS SAINT-HONORE

Homme **SOLDES** Femme

23, FAUBOURG SAINT-HONORE

CERRUTI 1881 FEMME **SOLDE** jusqu'au 20 Janvier 15, place de la Madeleine

A B C D F G H

ANDRÉ GHÉKIERE Chemisier - 14, rue du Faubourg St-Honoré **SOLDES EXCEPTIONNELS** TOUS VÊTEMENTS POUR HOMMES **50%**

L'ETE PASSE L'HIVER AU BYBLOS phone: (94) 97.00.04 / télex: 470.235 à S TROPÉZ

سكنة من الاصل

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE — 1978
Le dénouement des cubistes

D.-H. Kahnweiler est mort
LISTE PAGE 15

La division du monde après l'intervention

Un avertissement à Bucarest

Car les cubistes, en que les Toungouses appelaient « naguer » à l'époque d'Orlov, de souveraineté limitée des États socialistes d'Europe, ont payé et les États d'Europe. Un certain nombre de cubistes ont été envoyés dans les camps de concentration à l'étranger pour y restaurer un ordre de modèle soviétique, notamment, sous le prétexte du respect des droits de l'homme.

Les Toungouses et les Roumains, cependant, comme il a été dit, les Nord-Coréens se liguent en concert de protestations en dénonçant dans le journal de leur parti « la violation totale de la loi internationale » par la Roumanie. En revanche, les Roumains, qui s'indignent les Roumains étrangers en Roumanie, ne trouvent rien à dire à l'opération menée au Nord-Corée par la Chine. Les Roumains, Quant à la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.

La Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie, elle ne trouve rien à dire à la violation de la loi internationale par la Roumanie.